

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Rémy
Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie,
Jean-Pierre Molénat, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
19 Rue des Pyrénées - 91090 LISSES

Avertissement à nos lecteurs

Les articles publiés par les *CMO* relèvent tous de l'histoire complexe et plurielle du mouvement ouvrier. Ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de rédaction ou de tel ou tel membre de cette instance. Le courrier des lecteurs permet à ceux qui le souhaitent de contester le contenu des articles publiés, en tenant compte du principe énoncé ci-dessus

Conférence des *Cahiers du mouvement ouvrier*

Samedi 16 mars, de 14 heures à 17 heures

Salle du Maltais rouge
40, rue de Malte, 75011 Paris
Métro : République ou Oberkampf

La révolution allemande (1919-1921) :
positions et activités des organisations et des conseils ouvriers.

**Deux points de vue d'historiens
Jean-Numa Ducange
et Philippe Bourrinet**

Ça y est, le site des CMO est ouvert !

Pour vous connecter : cahiersdumouvementouvrier.org

Ce site, que nous ouvrons vingt ans après la parution du n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, met en ligne tous les numéros d'avril 1998 à l'année 2012, tous les sommaires jusqu'au n° 72, un tableau classant plus de 1 200 articles par thèmes...

Ce site sera progressivement enrichi (chaque année, quatre numéros de plus en ligne, les vidéos de conférences...) et son accessibilité améliorée.

Sommaire

des cahiers du mouvement ouvrier n° 81

- Invitation à la conférence des CMO du samedi 16 mars
sur la révolution allemande avec Jean Numa Ducange et Philippe Bourrinet..... p. 2
- Sommaire p. 3
- Présentation du numéro 81 p. 5

Dossier sur la révolution allemande : 1923

- Chronologie p. 7
- Troisième partie de l'exposé de Pierre Broué p. 8
- Extraits des *Leçons d'octobre* de Léon Trotsky p. 25
- Lettre de Radek à Zinoviev..... p. 31
- Lettre de Trotsky à Bordiga. p. 35
- Lettre de Chtrodakh, conseiller militaire soviétique près le CC du KPD
au Comité exécutif du Comintern..... p. 38
- Rapport du dirigeant de l'appareil illégal du CC du KPD
au comité exécutif du Comintern p. 40
- Témoignage d'Alfred Rosmer p. 42
- Témoignage de Victor Serge p. 44

Dossier sur la révolution française

- Présentation du dossier suivi de l'article *Terreur la fin d'un mythe?*
par Rémy Janneau p. 46
- Plan de Paris en 1793..... p. 62
- *Hannah Arendt et la Révolution : la légende contre l'histoire*
par Rémy Janneau p. 63
- Entretien avec l'historienne Annie Jourdan, pour son dernier livre :
Nouvelle histoire de la Révolution p. 66
- La "révolution atlantique" Rémy Janneau p. 74
- Note de lecture du livre d'Hervé Leuwers – *Robespierre –*
Pluriel – 2017 par Roger Revuz p. 76
- Chronologie simplifiée de la révolution française..... p. 79
- Michel Vovelle, le "missionnaire diplomate" par Odile Dauphin p. 82
- Extraits d'une conférence de Michel Vovelle,
"L'An II de la Révolution" p. 86

Quelques questions fondamentales

- L'URSS et la « *propriété sociale* » par *Jean Jacques Marie* p. 92
- *La dernière esclave* d'Alexandra Kollontai, paru dans
le Bulletin communiste n° 11 (17 mars 1921). p. 96
- « *Le sionisme est-il un mouvement libérateur démocratique ?* »
La réponse du bundiste Henryk Erlich à Simon Doubnov (1938) -
Présentation de J.J. Marie p. 98
- *L'antisémitisme, doctrine de barbarie*, paru dans *La Vérité*,
n° 22, 1^{er} octobre 1941 p. 103

Une critique de l'Archipel Goulag de Soljenitsyne

- **Valery Essipov** *Mieux vaut tard ou le rôle joué par l'Archipel Goulag
auprès des partisans de la guerre froide* p. 106

Notes de lecture - Critiques de film

- *Les bolcheviks par eux-mêmes* (Les bons caractères). Réédition du livre
de Georges Haupt et Jean-Jacques Marie sorti en 1969, avec des ajouts
de J.J. Marie, par Claudie Lescot..... p. 120
- *Quand la révolution ébranlait le monde ? La vague révolutionnaire
1917-1923*. de Jacques Legall par Jean-Jacques Marie p. 123
- A propos de la série *Trotsky* parue sur Netflix. Article de Valéry Roudoï
présenté par Katia Dorey p. 125

Et pour terminer

- Nemesis : Quand les propos d'un polémiste du XIX^e semblent étrangement
d'actualité.. p. 130
- Référendum référendum et demi... Un article d'un correspondant vaudois..... p. 131

Présentation

Jean-Jacques Marie

Ce numéro des CMO, le dernier consacré à la révolution allemande, dont le moins que l'on puisse dire est que les médias divers ne lui ont pas consacré une grande attention (1), comporte, après la dernière partie de la conférence de Pierre Broué, des documents inédits en français, dont un rapport de Karl Radek, cosigné par Iouri Piatakov, au comité exécutif du Komintern (Internationale communiste) plus une lettre de Trotsky à Bordiga datée de mars 1926 qui revient en particulier sur la place et le rôle d'Heinrich Brandler.

Les trois documents inédits rédigés par des militants soviétiques envoyés en Allemagne comme conseillers du Parti communiste allemand (le KPD) posent, sans, me semble-t-il, y répondre, la question que soulevait Lénine dans sa lettre aux camarades, rédigée en réponse à la lettre de Kamenev et Zinoviev du 16 octobre 1917 critiquant la décision d'organiser l'insurrection.

Kamenev et Zinoviev avaient écrit en particulier : « Les masses, comme on l'annonce de partout, ne sont pas d'humeur à descendre dans la rue. Parmi les indices qui justifient le pessimisme se trouve aussi la diffusion très fortement accrue de la presse ultra-réactionnaire, de la presse des Cent-Noirs » (2).

Lénine répond d'abord en critiquant ceux qui « à la place de l'analyse politique du

développement de la lutte de classe et du cours des événements dans le pays dans son ensemble, dans la conjoncture internationale dans son ensemble, introduisent des impressions subjectives sur l'état d'esprit des masses ; ils oublient naturellement "à propos" que la fermeté de la ligne du parti, sa résolution inflexible sont aussi un facteur de cet état d'esprit, surtout dans les moments les plus critiques de la révolution. » De plus, « par leurs hésitations (...), les dirigeants responsables font naître les hésitations les plus déplacées dans l'état d'esprit de certaines couches des masses ».

Enfin, Lénine, critiquant ceux « qui, parlant de l'état d'esprit des masses, rejettent sur les masses leur propre veulerie », s'interroge : « Peut-on concevoir une société capitaliste à la veille de la faillite sans que le désespoir envahisse les masses opprimées ? »

Ce numéro 81 contient de plus un important dossier sur la Révolution française,

(1) Arte – souvent mieux inspirée – l'a évoquée par un petit téléfilm parfaitement honteux sur Rosa Luxemburg, caricaturée au point d'être présentée surtout d'abord comme une féministe, alors que, soucieuse, certes comme Clara Zetkin, de l'émancipation des femmes, cette dernière était pour elle une composante et un produit de la révolution sociale.

(2) Les Cent-Noirs ou Centuries noires : organisations d'extrême droite, ultra-nationalistes et antisémites, organisatrices de pogromes préfascistes, formées au début du XX^e siècle.

caricaturée et diffamée comme toute révolution qui renverse l'ordre (ou plutôt le désordre) social établi : un entretien avec l'historienne Annie Jourdan, auteur d'une Nouvelle Histoire de la révolution, un article de Rémy Janneau sur la Terreur et la vision mythifiée qui en est souvent donnée, dossier enrichi par plusieurs recensions de livres et une mise au point sur l'essayiste officieuse Hannah Arendt.

Ce numéro contient enfin des articles et documents portant sur des problèmes divers. D'abord, sur l'antisémitisme : un texte inédit en français rédigé en 1938 par Henryk Ehrlich, dirigeant du Bund (parti ouvrier juif) polonais, qui sera plus tard condamné à mort par le NKVD (sur décision de Staline), puis un article publié le 1^{er} octobre 1941 par *La Vérité*, organe trotskyste clandestin, le premier organe clandestin à avoir dénoncé l'antisémitisme vichyssois, ce qui réduit à leur juste

(très, très petite) valeur les allégations d'un sous-psychanalyste de pacotille, si fanatique dans sa volonté de justifier son appel à voter pour le candidat des banques et des multinationales à la présidentielle de 2017, qu'il attribua aux trotskystes rebelles à cet appel un passé de collaborateurs pétainistes. Certes, la psychanalyse n'est pas soumise aux règles qui doivent présider à la recherche historique, mais de là à fabuler à ce point...

Un article de l'historien russe Essipov rectifie plusieurs contre-vérités factuelles dont Alexandre Soljenitsyne n'a pas toujours été avare.

Après la chronique des falsifications, ce numéro se conclut par une inhabituelle page de poésie : des extraits de Némésis, poème publié en 1834 par le poète satirique Barthélémy, et dont l'actualité a résisté à l'épreuve du temps. ■

La révolution allemande

Chronologie des événements de l'année 1923

Début janvier : la livre sterling = 50 000 marks.

11 janvier : occupation de la Ruhr par les troupes françaises. Le gouvernement allemand proclame la résistance passive.

Fin janvier : la livre sterling = 250 000 marks. Congrès du KPD à Leipzig.

25 mars : conférence régionale du KPD à Essen.

Fin mars : gouvernement social-démocrate de gauche de Zeigner en Saxe.

Avril-mai : agitation croissante dans la Ruhr.

26 avril : Leo Schlageter est fusillé.

Début mai : conférence des deux tendances du KPD avec les bolcheviks à Moscou.

10 mai : assassinat en Suisse du diplomate russe Vorovski.

Mai : grève des métallos.

Juin : comité exécutif de l'Internationale communiste : discussion sur l'Allemagne. Discours de Radek : la « ligne Schlageter ».

Fin juin : la livre sterling = 500 000 marks.

29 juillet : le KPD renonce à la journée antifasciste interdite par le gouvernement.

29 juillet : la livre sterling = 5 millions de marks.

10 août : grève à Berlin contre le gouvernement Cuno.

11 août : démission du gouvernement Cuno.

12 août : gouvernement Stresemann, à participation social-démocrate.

23 août : le bureau politique du PC russe se prononce pour la préparation de la prise du pouvoir en Allemagne.

Août-septembre : conférence secrète à Moscou ; préparation de l'insurrection.

Fin août : la livre sterling = 45 millions de marks.

Septembre : la livre sterling à 125 millions de marks. Stresemann met fin à la « résistance passive ». Préparatifs militaires de la Bavière contre la Saxe et la Thuringe.

10 octobre : entrée de communistes dans le gouvernement Zeigner, en Saxe.

15 octobre : ultimatum du général Müller à la Saxe.

21 octobre : conférence des conseils à Chemnitz. L'insurrection est décommandée.

22 octobre : insurrection communiste à Hambourg.

8 novembre : échec du putsch de Hitler à Munich : le danger révolutionnaire liquidé, la bourgeoisie rejette son aile fasciste.

La révolution allemande

par Pierre Broué

Troisième partie : 1923

Au début de 1923, c'est la stabilisation qui est à l'ordre du jour, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe. Pour la première fois depuis 1918, les sociaux-démocrates viennent de quitter le gouvernement après la chute de Wirth : le nouveau gouvernement,



Wilhelm Cuno et le président Ebert. (D.R.)

que préside Cuno président d'une des plus grosses compagnies de transport maritime, envisage de revenir sur l'une des principales conquêtes de la social-démocratie, la journée de huit heures. Le règne de la bourgeoisie semble consolidé. Or cette stabilisation va être brutalement remise en cause par la crise internationale qui éclate sur la question des réparations

et prend, dès le début de janvier, une forme aiguë avec l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises (1).

C'est à la suite de désaccords franco-britanniques sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la résistance allemande au paiement



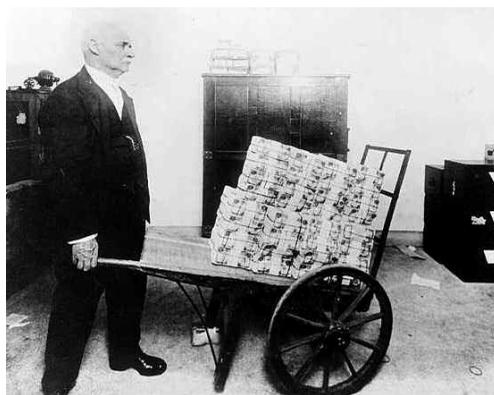
L'occupation de la Ruhr par l'armée française en 1923. (D.R.)

des réparations prévues par le traité de Versailles, et au lendemain de l'échec de la conférence internationale des 2, 3 et 4 janvier, que le gouvernement Poincaré décide d'occuper la Ruhr, que les troupes françaises envahissent à partir du 11 janvier. En quelques mois, la crise internationale va déclencher en Allemagne une crise économique, sociale et politique sans précédent : dès le premier mois, pour faire face aux énormes besoins financiers créés par l'occupation de ce secteur-clé de l'économie allemande, le gouvernement

(1) Occupation qui, on le sait, fut combattue en France par le Parti communiste (il ne s'appelait pas alors Parti communiste français, mais Parti communiste, section française de l'Internationale communiste) qui pratiqua, à cette occasion, une politique de défaitisme révolutionnaire.

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE PAR PIERRE BROUÉ

Cuno fait « marcher la planche à billets » : le mark s'effondre, passant de 50 000 la livre sterling à 250 000 à la fin du mois. Stabilisé à ce niveau, déjà catastrophique, il ne reprendra sa chute – verticale, cette fois – qu'à partir du mois d'avril.



Le mark s'effondre en 1923. (D.R.)

C'est que les événements de la Ruhr secouent profondément l'Allemagne. Dès l'annonce de la décision de Poincaré, le gouvernement Cuno annonce son intention de résister. Le 12, le président de la République, Ebert, lance un appel au peuple allemand. Le 13, par 284 voix contre 12 (celles des communistes), le Reichstag vote la confiance à Cuno et approuve son mot d'ordre de « *résistance passive* » : toute collaboration, tout paiement, tout contact même sont interdits aux Allemands avec les autorités françaises d'occupation, la grève devient un devoir patriotique... Très vite, les incidents se multiplient entre les troupes françaises et les autorités ou les travailleurs allemands. A Düsseldorf et Bochum, la troupe française tire sur les manifestants. Le 17, le bourgmestre de Dortmund est arrêté, et, le 27, c'est le tour du grand industriel Fritz Thyssen. La température monte et, pour épauler la résistance, le gouvernement allemand promet son aide financière aux entrepreneurs et travailleurs qui résistent ; il menace de considérer comme des traîtres ceux qui travaillent encore. Le gouvernement français riposte en confisquant le produit des impôts et le charbon, puis réquisitionne les transports. Finalement, il expulse de la zone occupée toutes les au-

torités allemandes, police comprise.

En fait, durant le mois de janvier et une bonne partie de février, l'industrie et les transports sont totalement paralysés dans toute la région rhénane.

Les sabotages se succèdent dans les entreprises, sur les lignes de chemin de fer et les lignes téléphoniques : les Français ripostent par des arrestations massives, puis par des exécutions, dont la plus retentissante sera celle du nationaliste Schlageter (2). Très vite, pourtant, la résistance de masse s'effrite. Les travailleurs supportent en effet le poids d'énormes sacrifices que ne vient compenser aucune aide effective, et ils ont de plus en plus conscience d'être les seuls à payer. Les Thyssen, les Krupp, dont la propagande bourgeoise fait les héros de la résistance, sont leurs vieux ennemis : la majorité des chefs d'entreprise met d'ailleurs à profit la « grève » pour aménager les usines, rénover le matériel et négocier en sous-main pour obtenir des garanties françaises. Quand le travail reprend, la « *résistance passive* » n'est plus qu'une triste farce : on ne « *livre* » pas le charbon aux Français, mais on se contente de le « *laisser prendre* » sur le carreau de la mine. Dès le mois de mars, la quantité de charbon saisie par les Français augmente tous les jours.

La réaction nationaliste

L'occupation de la Ruhr a provoqué, dès le premier jour, une violente poussée des nationalistes. Le général Ludendorff, l'ex-chef d'état-major du Kaiser, lance un « *appel aux armes* ». Dans toute l'Allemagne, c'est une explosion d'indignation contre l'agression française qui vient renforcer les rancœurs nées de l'armistice du 11 novembre 1918 et du « *diktat* » de Versailles : la propagande extrémiste des nationalistes en profite pour la

(2) Schlageter, ancien membre des corps francs, aventurier contre-révolutionnaire, envoyé dans la Ruhr pour le compte d'une organisation terroriste, est fusillé pour sabotage sur ordre des autorités françaises.



« La honte noire » ; caricature dénonçant l'utilisation des troupes coloniales par l'armée française, parue dans un journal satirique allemand. (D.R.)

marquer de son empreinte caractéristique, dénonçant la « honte noire », l'atteinte portée à l'honneur de la race (3), en appelant aux réactions émotionnelles les plus violentes. Les débris des corps francs, les restes des organisations secrètes contre-révolutionnaires qui ont fleuri au lendemain de la fin de la guerre, à nouveau soutenus par des fonds importants, se réorganisent et se développent, pour lutter à la fois

contre les impérialistes de l'« Entente » et le « péril rouge » dénoncé comme la cause de la défaite et de la « honte ». Tandis que d'anciens officiers et sous-officiers mettent sur pied des groupes paramilitaires dans la jeunesse, la « Reichswehr noire » se renforce (4), et des groupes de saboteurs et de terroristes sont expédiés dans la Ruhr.

C'est en Bavière, depuis 1919 le bastion de la réaction allemande, que se trouve le foyer nationaliste le plus actif. Sous la protection du gouvernement réactionnaire de Von Kahr se développent des groupes armés contre-révolutionnaires. C'est là qu'est Ludendorff, en contact étroit avec le Parti national-socialiste (nazi) de Adolf Hitler, dont le grand public entend alors parler pour la première fois. Quand le capitaine Ehrhardt, fameux chef des corps francs, emprisonné pour son rôle pendant le putsch de Kapp, s'évadera de la prison de Leipzig, c'est en Bavière qu'il se réfugiera, et Hitler célébrera par un meeting ce haut fait.

Le congrès de Leipzig du KPD

Dès le premier jour, le PC allemand a cherché à éviter que sa politique d'hosti-

lité à l'occupation de la Ruhr puisse être interprétée comme une approbation de la politique de Cuno ou même comme un soutien de fait (5). Les députés communistes votent au Reichstag contre la confiance au gouvernement, et contre la « résistance passive ». Pour les communistes allemands, la lutte se mène contre deux impérialismes, et leur seul allié est le prolétariat français : la conférence d'Essen essaiera d'organiser le front international de la lutte (6).

En fait, l'occupation de la Ruhr n'entraîne aucun tournant dans la politique du KPD. Le congrès de Leipzig, en janvier, est tout entier consacré à de vives discussions sur l'interprétation à donner aux mots d'ordre de « Front unique prolétarien » et de « gouvernement ouvrier ». La droite, qui dirige le parti, avec Thalheimer et Brandler –celui-ci succède à Meyer – insiste sur l'importance des accords aux sommets pour la réalisation du front unique. En Saxe et Thuringe, où communistes et sociaux-démocrates ont, ensemble, la majorité au Landtag, et où s'est développé un courant gauche dans



Heinrich Brandler, dirigeant du KPD (1881-1967). (D.R.)

(3) Les nationalistes dénonçaient la présence de troupes noires dans les unités françaises d'occupation comme un danger pour la pureté de la race allemande.(4) La « Reichswehr noire » : troupes clandestines, car violant les conditions militaires de Versailles, du point de vue effectifs comme du point de vue armement, généralement dirigées par d'anciens cadres des corps francs.

(5) Le traité de Rapallo, accord entre l'URSS et le gouvernement bourgeois d'Allemagne, ne devait, dans l'esprit d'aucun communiste, signifier un tournant dans la politique du KPD, qui restait l'irréductible ennemi du gouvernement bourgeois de son pays. Ce n'est que sous le règne de Staline que la politique des PC sera soumise aux impératifs de la politique extérieure russe.

(6) En France, le PC mena une courageuse campagne : c'est à cette époque et pour cette action que furent emprisonnés de nombreux militants, dont Gabriel Péri, secrétaire des Jeunesses communistes.

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE PAR PIERRE BROUÉ

la social-démocratie, la direction Brandler propose de constituer des « *gouvernements ouvriers* » par l'entrée des communistes dans les gouvernements que dirigent les sociaux-démocrates de gauche. A ces thèses, Ruth Fischer, Maslov, Thaelmann opposent celles de la gauche : front unique à la base, gouvernement ouvrier sous la direction du KPD, et ils reprennent inlassablement le thème de l'offensive révolutionnaire. « *Le parti, déclare Ruth Fischer, doit agir, et sans cesse essayer de mettre les masses en mouvement.* »

Ces discussions occupent tout le congrès, qui ne parlera pas de la Ruhr, une proposition de la gauche de mettre à l'ordre du jour « *la situation politique et les tâches du parti* », considérée par la direc-

tion comme une motion de défiance, étant repoussée par 122 voix contre 88. Les thèses de Brandler sur le front unique et les gouvernements ouvriers sont adoptées par 118 voix contre 59. Une fois de plus, le parti a été à deux doigts de la scission, que Radek, délégué de l'IC, a cherché à éviter à tout prix : ni Maslov, ni Ruth Fischer, ni Thaelmann ne sont élus au comité central.



Ernst Thälmann, dirigeant de l'aile gauche du KPD (1886-1944) (D.R.)

Nouvel arbitrage de l'Internationale

Les désaccords vont d'autant plus s'accroître au sein du parti que l'occupation de la Ruhr a créé des conditions ex-



Arkadi Maslov, autre dirigeant communiste (1891-1941). (D.R.)

ceptionnelles et révolutionnaires dans cette région, et que les communistes de gauche y contrôlent la majorité de l'organisation. Dès le lendemain du congrès de Leipzig, les communistes de la Ruhr appliquent leur propre ligne : à la politique officielle, qu'ils considèrent comme un soutien de fait de la résistance passive, ils opposent une politique d'offensive révolutionnaire, avec, comme objectif, la prise en mains des puits et des usines par les conseils d'ouvriers, et la prise du pouvoir appuyée sur les milices ouvrières qu'ils organisent sous le nom de « *Centuries rouges* ». Pour eux, la proclamation de la République ouvrière de la Ruhr doit être la riposte des travailleurs aux deux impérialismes jumeaux. C'est cette ligne qu'adopte, à une forte majorité, la conférence régionale du KPD réunie à Essen le 25 mars. Elle va se traduire par toute une série d'incidents violents, que la direction du KPD qualifie d'actions « *aventuristes et putschistes* ». Le 31 mars, il y a 13 morts et 42 blessés autour des usines Krupp à Essen ; le 13 avril, à Mülheim, le KPD s'empare du pouvoir, constituant aussitôt conseils et milices ouvrières. La police de sécurité – revenue, à la demande de Berlin, avec l'autorisation de Paris – reprend, le 21, l'hôtel de ville de Mülheim : il y a 10 morts et 70 blessés. En mai, il y a de nouveaux incidents à



Incident de Bochum en 1923 retranscrit par *Le Peuple* journal quotidien. (D.R.)

Bochum (13 morts) et à Gelsenkirchen, où les mineurs s'emparent des locaux de la police, les saccagent et détruisent les dossiers.

L'opposition est si vive entre la direction du parti et la gauche, qui anime les communistes de la Ruhr, que le comité exécutif de l'Internationale intervient à nouveau : le 22 avril, il réunit à Moscou une conférence internationale pour régler les divergences à l'intérieur de la section allemande. Autour de Boukharine, Radek, Trotsky, Zinoviev, délégués du parti russe, ont été convoqués Brandler et Boettcher, pour la direction, Maslov et Thaelmann, pour la gauche. Une fois de plus, les deux tendances acceptent une résolution de compromis admettant les erreurs commises de part et d'autre. Elle réaffirme la ligne du front unique, condamne les initiatives révolutionnaires dans la Ruhr tant que ne se produit pas de mouvement révolutionnaire dans le reste de l'Allemagne et en France. Elle approuve l'alliance avec l'aile gauche de la social-démocratie en Saxe, mais refuse la participation des communistes au gouvernement saxon : c'est pour l'ensemble de l'Allemagne que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier doit être avancé. La conférence extraordinaire décide la cooptation au CC du KPD de quatre membres dirigeants de la gauche, dont Thaelmann, Maslov, Ruth Fischer. En échange de ce geste, la gauche s'engage à ne pas engager de « guerre civile » à l'intérieur du parti, et à ne pas mener de campagne pour ses thèses en dehors de Berlin et Hambourg, ses bastions de la zone non occupée. Une fois de plus, l'Internationale avait agi responsablement : la section allemande allait, en effet, se trouver immédiatement après face à la crise révolutionnaire la plus sérieuse que l'Allemagne ait connue depuis 1918.

L'inflation

Nous avons vu que le gouvernement Cuno avait, fin janvier, stabilisé le mark à 250 000 la livre sterling. Il se maintiendra à ce niveau jusqu'en avril, puis s'effondrera. La tentation était trop forte pour le

gouvernement de financer l'énorme surcroît de dépenses provoqué par la crise de la Ruhr en multipliant les billets. Elle était non moins forte pour tous les possédants par les perspectives spéculatives de bénéfices quasi miraculeux que leur offrait une inflation galopante. Gouvernement capitaliste, prisonnier des capitalistes, le gouvernement Cuno ne pouvait résister. La



L'hyperinflation - billet de 100 millions de marks le 22-8-1923. (D.R.)

livre sterling passe à 500 000 marks en juin, pour atteindre un million et demi en juillet et cinq millions début d'août. Les prix montent parallèlement dans une course vertigineuse. La petite bourgeoisie, rentiers et épargnants, est touchée à mort, intégralement ruinée. Les salariés voient s'effondrer brutalement leur pouvoir d'achat : employés et fonctionnaires, payés au mois, sont encore plus atteints que les ouvriers payés à la semaine, car les salaires suivent, mais de très loin, la course des prix. Sur l'Allemagne de 1923 s'abat une effroyable misère : allocations de chômage symboliques et salaires de famine, tandis que les paysans, affolés par la dévaluation, stockent les produits agricoles. Un peu partout se produisent de véritables émeutes de la faim ; on pille entre-



Un pain = 460 milliards de marks (D.R.)

pôts de vivres et boulangeries. Travailleurs et chômeurs, avec leurs femmes et leurs enfants, se rassemblent ou défilent quotidiennement, réclamant du pain. Avec la sous-alimentation, la tuberculose fait de terribles ravages. On enregistre à Berlin une véritable épidémie de suicides. Il faut pour le travailleur privilégié – celui qui travaille – deux jours entiers d'un salaire moyen d'ouvrier qualifié pour acheter une livre de beurre, cinq mois entiers de salaire pour acheter un costume ordinaire.

L'inflation ne signifie pourtant pas la misère pour tous. Les détenteurs d'or ou de devises étrangères réalisent de fantasmatiques bénéfices. Industriels et entrepreneurs, dont les frais en salaires et charges sociales sont pratiquement réduits à rien, peuvent baisser leurs prix en conséquence et exporter à l'étranger contre des devises. C'est un véritable âge d'or pour les trusts et les banques qui, en quelques jours, font des bénéfices colossaux et stables, tandis que petits bourgeois et prolétaires sont réduits à la misère et au désespoir.

On comprend que, dans ces conditions, on ait assisté à un véritable déferlement de sentiments révolutionnaires. L'esprit de la révolution, « *l'esprit de novembre* », est largement dépassé : rien ne subsiste des garde-fous idéologiques que la bourgeoisie dresse dans les masses pour assurer sa domination. Les notions d'ordre, de légalité, de propriété n'ont plus de sens.

La petite-bourgeoisie est réduite à la condition de sous-prolétariat et n'a plus rien à perdre. Il n'y a plus d'aristocratie ouvrière : tous les salaires sont, en fait, nivelés au plus bas, en dessous du minimum vital. Les fonctionnaires n'obéissent plus à l'Etat qui ne leur donne que des salaires dérisoires. La police, le plus souvent, assiste, passive, aux manifestations et aux émeutes de la faim. Même l'armée semble peu sûre : la république bourgeoise n'a apporté aux Allemands que l'humiliation et la misère, et un affamé ne se résout pas facilement à tirer sur un affamé, quand c'est la faim qui l'attend, lui aussi, au bout du compte. Comment justifier un régime à ce point décomposé, responsable d'une aussi

noire misère dans un des pays les plus avancés ? Le gouvernement bourgeois tente à la fois de justifier le conflit de la Ruhr et ce que Rosenberg appelle fort justement l'« *orgie inflationniste* » : il ne fait qu'accroître l'exaspération (7). Plus encore qu'en 1918-1919, la bourgeoisie allemande est au bord de l'abîme. En effet, son plus solide rempart, l'appareil social-démocrate, est attaqué jusque dans ses fondements.

La crise de la social-démocratie

La direction de la social-démocratie n'a pas évolué depuis 1919. Certes, elle s'est débarrassée de Noske, trop cynique, trop sanglant, trop ouvertement compromis avec l'extrémisme militariste et les généraux. Mais la révolution lui paraît toujours aussi haïssable, calamité suprême dans un monde de calamités. Le parti social-démocrate est prêt à assurer la direction de l'Etat capitaliste, pour mettre fin à la crise internationale et à l'inflation : il ne veut pas sortir des cadres de la Constitution et de la légalité. Jamais il ne répondra autrement que par le mépris aux propositions de front unique des communistes.

Pour la première fois, pourtant, depuis la guerre, est apparue une aile gauche social-démocrate qui n'a rien à voir avec le vieux courant indépendant. Toute une série de militants, de cadres moyens en particulier, se sont convaincus, après les événements des dernières années et surtout le putsch de Kapp, que la politique qui les allie, au Parlement, aux partis bourgeois, les enchaîne en fait aux pires ennemis de la classe ouvrière, aux grands capitalistes et aux généraux. En même

(7) C'est depuis cette époque que la propagande nationaliste allemande a été marquée du sceau de l'« anticapitalisme ». Hitler fit alors ses premières armes de national-« socialiste ». Comment, en effet, dans l'Allemagne de 1923, défendre les « bienfaits de la libre entreprise » ?

temps, ils se sont convaincus de la nécessité d'un front unique de la classe ouvrière et sont prêts à répondre favorablement aux propositions du KPD. Cette aile gauche est particulièrement solide en Thuringe et en Saxe, où elle est animée par le docteur Erich Zeigner. En mars, les sociaux-démocrates de Saxe ont rompu au Landtag la coalition avec les partis bourgeois, et le nouveau gouvernement social-démocrate de Zeigner bénéficie de l'appui des élus communistes.

Mais la crise de la social-démocratie est plus profonde encore que ne pourrait le laisser croire ce développement nouveau d'une aile gauche. C'est que l'organisme est atteint au cœur même de ce qui faisait l'essentiel de sa force : les syndicats, base de la puissance de l'appareil social-démocrate, sont en pleine décomposition. Leurs caisses sont vides, ruinées par l'inflation : plus de salaires décents pour les dizaines de milliers de permanents, plus d'assistance pour les centaines de milliers d'adhérents qui étaient en droit de l'attendre. Avec l'effondrement de la monnaie et la montée des prix, les contrats collectifs n'ont plus aucune signification. En bref, les syndicats et leur vieille conception du syndicalisme sont désormais sans prise aucune sur la réalité sociale. Les travailleurs les quittent en masse : plus de deux millions de syndiqués en moins à l'été 1923, par rapport à l'été 1922. Ceux qui restent ne paient plus leurs cotisations. D'ailleurs les cotisations ne sont plus utilisables. L'énorme machine reste suspendue dans le vide.

L'exaspération des travailleurs contre le régime capitaliste se tourne contre la social-démocratie, qui se cramponne à la république et ne propose rien. Alors que, fin 1922, l'énorme majorité des travailleurs allemands la suivait encore, on peut assurer qu'elle s'en est détournée à l'été



Eric Zeigner (1886-1949), dirigeant social-démocrate de gauche, photo parue dans *l'Humanité* en 1923. (D.R.)

1923. Arthur Rosenberg, qui le pense, a recherché quelques indications chiffrées permettant de le prouver dans une époque où, précisément, il y a eu très peu d'élections. Pour les élections au Landtag, dans la région agraire de Strelitz, en juillet 1923, les communistes recueillent 11 000 voix contre 12 000 aux sociaux-démocrates, alors qu'en 1920, les sociaux-démocrates majoritaires avaient obtenu 25 000 voix et les Indépendants 2 000 seulement. Un vote à l'intérieur du syndicat des métallos de Berlin, au cours du même mois de juillet, donne 54 000 voix aux communistes contre 22 000 aux sociaux-démocrates (8).

L'autorité révolutionnaire du KPD

C'est tout naturellement vers le PC que vont les masses de travailleurs qui se détournent de la social-démocratie par haine du régime capitaliste. C'est qu'il est à leurs yeux le parti de la révolution ouvrière, le seul qui ait la volonté de mettre fin à ce régime de famine. En 1918-1919, les sociaux-démocrates avaient brandi la menace du chaos économique en cas de victoire des « bolcheviks ». Les « bolcheviks » ont été battus, et c'est, néanmoins, le chaos et la misère que connaissent les travailleurs. La révolution d'Octobre apparaît aux masses allemandes sous un jour nouveau : elle n'est plus, comme beaucoup l'ont cru et dit, la « *socialisation de la misère* », mais bien le socialisme, la seule issue pour échapper à la misère. Le KPD semble la seule force capable de mettre fin à l'exploitation du prolétariat allemand. C'est vers lui qu'il se tourne, attendant son initiative, évitant les actions sporadiques et désordonnées qui l'ont, quelques années plus tôt, mené à la défaite.

(8) Tous ces chiffres sont cités par Rosenberg. La bourgeoisie prit bien garde, en cette période cruciale, d'éviter les élections. Lors de la montée nazie, au contraire, on votera tous les six mois...

C'est également autour de lui que se créent les organismes de masse, qu'impulsent ses militants. Ce sont la multitude des « comités de contrôle des prix », organisés dans les quartiers et les villes pour lutter contre la hausse. Ce sont les « comités d'usine », que les militants s'efforcent de rattacher à la tradition allemande des « hommes de confiance » et qui, bien souvent, au détriment des syndicats, apparaissent comme la véritable direction ouvrière dans les entreprises.

Ce sont enfin les milices ouvrières, les « centurions rouges », organisées, elles aussi, sur la base des entreprises, regroupant, autour des communistes, des sociaux-démocrates, des chrétiens, des sans-parti, avec les mêmes objectifs : servir d'organe d'exécution aux comités de contrôle ou d'usine, protéger, aussi, les travailleurs des raids de l'extrême-droite, des groupes nazis notamment. Au printemps de 1923, lors des funérailles de l'ambassadeur d'URSS en Italie, Vorovski, a lieu à Berlin une grandiose manifestation aux flambeaux, dont Victor Serge, qui nous en a laissé le récit, dit qu'elle « ouvre la période de mobilisation révolutionnaire ».

Malgré ces perspectives favorables et la sympathie croissante des travailleurs, les désaccords subsistent à l'intérieur du KPD. Pour la gauche, il faut systématiquement pousser au développement et à l'élargissement de l'influence des comités d'usine qui seront les soviets, les centurions, qui seront le noyau de l'Armée rouge de demain : le KPD doit engager la lutte pour le pouvoir, sans délai. Pour la droite, il s'agit, par la propagande et la pratique du front unique, d'élargir encore l'audience du KPD dans la classe ouvrière allemande. La chute de Cuno ouvrira la voie à un gouvernement ouvrier, dont l'alliance parlementaire au Landtag saxon est l'annonce et la préfiguration. Les deux tendances reprennent l'une contre l'autre les mêmes arguments sur des thèmes nouveaux : la droite taxe la gauche de sectarisme, l'accuse de dresser systématiquement les conseils d'usine contre les syndicats, dénonce ses tendances put-

schistes et aventuristes. La gauche rétorque que la droite freine le développement des comités pour ne pas déplaire aux bureaucrates syndicaux. Pour la droite, les centurions rouges de la Ruhr sont des milices au service d'une politique putschiste et aventuriste. Pour la gauche, les centurions de Saxe sont, par la volonté des « communistes réformistes », de simples corps de police auxiliaire, chargés d'un contrôle économique peu efficace sous l'autorité des organismes de « collaboration des classes » que sont les comités de contrôle. C'est pourtant à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis des nationalistes étrangers qu'éclateront les désaccords les plus spectaculaires.

L'exécutif de juin : la ligne Schlageter

Déjà, au mois de février, le théoricien du KPD allemand Thalheimer, dans un article publié dans *die Kommunistische Internationale*, avait posé les problèmes politiques nés de l'occupation de la Ruhr en termes inadmissibles pour la gauche. Analysant les forces en présence, il assignait des rôles différents aux bourgeoisies allemande et française. La bourgeoisie allemande, selon lui, jouait « malgré elle, un rôle objectivement révolutionnaire ».



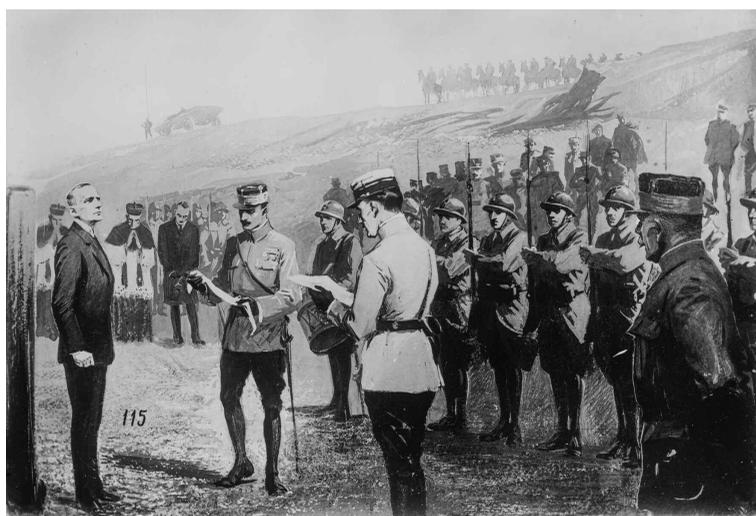
Karl Radek (D.R.)

La « défaite de l'impérialisme français dans la Ruhr » était, selon lui, « un but communiste ». Les communistes tchèques Neurath et Sommer avaient vivement répondu dans les mêmes colonnes : cela signifiait-il le soutien des communistes allemands au gouvernement Cuno (9) ?

tien des communistes allemands au gouvernement Cuno (9) ?

(9) Preuve de la liberté de discussion dans l'IC à l'époque : une politique de conciliation vis-à-vis d'un gouvernement bourgeois lié à l'URSS par un traité était ouvertement qualifiée de trahison dans la presse de l'Internationale.

Il semble bien qu'une telle idée ait existé au moins dans la tête de Karl Radek, éminence grise de la direction du KPD allemand dans cette période, sceptique sur les chances de toute révolution allemande depuis 1919. Au comité exécutif de l'IC, qui se réunit en juin, Karl Radek fit une intervention dont Alfred Rosmer nous a laissé un vivant compte rendu (10). Saluant en Schlageter (11) le « vaillant soldat de la contre-révolution », il déclare : « La grande majorité des masses secouées par des sentiments nationalistes appartient, non au camp des capitalistes, mais au camp des travailleurs. » Sa pensée, largement développée dans des



Alfred Schlageter devant le peloton d'exécution en 1923 - dessin (D.R.)

articles ultérieurs, est qu'il faut gagner la petite bourgeoisie au socialisme et la soustraire ainsi à l'influence fasciste en luttant énergiquement contre les conséquences de Versailles : ainsi renaît la vieille thèse du « national-bolchevisme ». L'application de la ligne « Schlageter », les confrontations publiques entre communistes et nazis mises sur pied dans les semaines suivantes, ont alimenté la propagande sociale-démocrate sur la « collusion nazi-communiste », et, depuis, servi de précédent à ceux qui, comme Ruth Fischer, ont voulu retrouver, *a posteriori*, dans le communisme les germes du stalinisme, et, dans la ligne « Schlageter », l'annonce lointaine du pacte Hitler-

Staline. Mais ce rapprochement est un anachronisme. Personne, en 1923, n'a vu dans cette ligne autre chose qu'une tactique et n'y a dénoncé une trahison (12). La ligne « Schlageter » n'était que la conséquence de la ligne « droitière » du KPD allemand : du moment que la révolution n'était pas à l'ordre du jour, il existait la possibilité – et le temps – de gagner au communisme les troupes petites bourgeoises du fascisme.

La journée antifasciste

La meilleure preuve en est que la ligne « Schlageter » ne se traduit par aucune mesure pratique de conciliation vis-à-vis des nazis. Le 11 juillet, la centrale du Parti décide d'organiser pour le 29 une grande manifestation de masse sous le titre de « Journée anti-fasciste ». Craignant des incidents, le gouvernement prussien interdit toute manifestation à Berlin ce jour-là. L'état-major du parti se divise à nouveau. La droite préférerait s'incliner, car elle redoute une

bataille qu'elle juge prématurée. La gauche veut passer outre et dénonce une capitulation. On a, une fois de plus, recours à l'arbitrage de l'exécutif de l'Internationale. Lui aussi apparaît profondément divisé. Zinoviev et Boukharine, qui sont en vacances, télégraphient que les Allemands doivent passer outre à l'interdiction de manifester. Radek les accuse aussitôt de pousser le KPD alle-

(10) Voir *Moscou sous Lénine* d'Alfred Rosmer.

(11) Voir note 2, p. 28.

(12) Il est à noter que c'est du côté nazi que l'on mit fin aux « confrontations publiques ».

(13) Rendue publique seulement en 1927, lors du passage de Zinoviev à l'opposition, cette lettre resta jusqu'à cette date ignorée de Trotsky.

mand à un « *désastre de juillet* » (allusion à juillet 1917). Staline, nouveau secrétaire général du PC russe, prend, pour la première et unique fois, une position nette dans la question allemande. Dans une lettre à Zinoviev et Boukharine (13), après avoir souligné que les communistes allemands manquent de deux atouts qui furent précieux aux bolcheviks, la volonté de paix et la faim de terre des paysans, il prend position sur le fond du problème, affirmant que la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour en Allemagne :

« Si, aujourd'hui, le pouvoir en Allemagne s'effondrait pour ainsi dire, et si les communistes s'en emparaient, tout cela finirait par une débâcle... Le problème n'est pas que Brandler veut "éduquer les masses", mais que la bourgeoisie plus que les sociaux-démocrates de droite transformeront sûrement la manifestation en bataille générale (en ce moment toutes les chances sont de leur côté), et les extermineront. Bien sûr, les fascistes ne dorment pas, mais il est de notre intérêt qu'ils attaquent les premiers. Cela ralliera toute la classe ouvrière autour des communistes. En plus, selon toutes les informations, les fascistes sont faibles en Allemagne. A mon avis, les Allemands doivent être freinés, non poussés. »

Finalement, après des hésitations et d'incohérentes discussions de couloir, le bureau de l'exécutif prend la responsabilité de décommander par télégramme la manifestation. Le 29, 250 000 militants et sympathisants berlinois, enfermés dans les locaux du parti, critiquent violemment la passivité de leur direction. Quand la question vient à l'ordre du jour du comité central, les 5 et 6 août, Ruth Fisher réclame à nouveau – comme elle le fait depuis des années, ce qui nuit malheureusement à son audience – que le parti se place résolument à la tête des masses pour la conquête du pouvoir. Brandler maintient ses positions ; le moment n'est pas venu de la dictature prolétarienne et le régime bourgeois s'effondrera de lui-même à son heure. La tâche de l'heure, c'est, pour les communistes, de gagner la masse des ouvriers sociaux-démocrates. La résolution

finale du CC affirme la nécessité d'en finir avec le gouvernement Cuno. Ecartant à nouveau la perspective de gouvernements régionaux avec les sociaux-démocrates de gauche, elle réclame un gouvernement ouvrier et paysan pour toute l'Allemagne.

La grève contre Cuno

En réalité, la température des masses n'a cessé de monter dans tout le pays. Les incidents de tous ordres se multiplient : saisies d'entreprises comme la mine de Zwickau par les mineurs, émeutes de la faim, coups de feu... Pour la première fois, la campagne bouge, démentant Staline : plus de 150 000 ouvriers agricoles de Prusse-Orientale font grève contre les grands propriétaires. Sous l'impulsion des communistes de gauche s'est constitué un organisme de liaison entre les comités d'usine, le « Comité des Quinze » de Berlin, dont le rôle sera primordial dans la chute de Cuno.

Ce furent, en réalité, les travailleurs de l'Imprimerie nationale qui jetèrent à terre le gouvernement. La grève des imprimeurs arrêta tout : en quelques heures, faute de billets qu'ils imprimaient, toute la vie du pays est arrêtée, aucun échange, aucun paiement ne sont possibles. Le Comité des Quinze lance alors le mot d'ordre de grève générale, immédiatement suivi dans toute la capitale. Le conseil syndical de Berlin, au cours d'une séance dramatique, à laquelle étaient invités les représentants des partis ouvriers, communistes compris, se divise. Une partie des responsables syndicaux, dont quelques-uns des plus « conservateurs », conscients de la volonté des masses, penche en effet pour donner au mouvement la caution de la centrale. Ce n'est que d'extrême justesse, sous la pression du social-démocrate Wels, que le conseil, à une faible majorité, décide finalement de s'abstenir... Mais cette abstention hésitante de la centrale berlinoise ne change rien et le mouvement s'étend dès le lendemain au reste du pays ; les bagarres se multiplient. Le Parti social-démocrate lui-

même se prononce pour la démission de Cuno. Le jour même, il démissionne. Incapable de faire face seule à la crise, la bourgeoisie allemande recourt, une fois de plus, au soutien des sociaux-démocrates. Le 12, Gustav Stresemann, du parti populiste, ancien syndic des industriels de Saxe, constitue un nouveau gouvernement. L'Intérieur, la Justice, les Finances, surtout avec Hilferding, sont entre les mains de ministres sociaux-démocrates.

Pour la direction du KPD ce nouveau gouvernement de coalition montre que la situation n'est pas mûre : les masses devront encore faire cette expérience-là. Pour l'instant, l'objectif fixé par le CC, la démission de Cuno, est atteint. Le 13, le CC lance l'ordre de reprise du travail. Heckert, délégué de la direction, s'emploie à convaincre les délégués des comités d'usine de Berlin de la nécessité de reprendre le travail. Sans objectif ni direction, la grève meurt, se prolongeant pourtant, pendant plus d'une semaine, par de brusques flambées locales ou régionales.

Le gouvernement Stresemann, lui, ne cache pas son programme. Il veut régler le problème de la Ruhr en négociant avec l'Entente, annonce la stabilisation prochaine du mark, et menace d'écraser l'« *agitation communiste* ». Le socialiste Severing, ministre prussien de l'Intérieur, dissout le Comité des Quinze. Stresemann prend contact avec Londres pour une médiation. Il s'agit, avant tout, pour la bourgeoisie allemande, comme bientôt pour la bourgeoisie internationale, de faire face au danger révolutionnaire en Allemagne. C'est ce que l'on comprend, enfin, à l'exécutif de l'Internationale communiste. Les dirigeants, rappelés de vacances, vont délibérer : le grand tournant va être pris, l'étape décisive approche.

Le tournant de l'Internationale communiste

Le succès de la grève contre Cuno, la constitution du gouvernement Stresemann à Berlin étaient des éléments nouveaux

d'importance. Pour Radek, le rapprochement germano-britannique signifiait la fin de ses perspectives nationales-bolchevistes, de tous les calculs basés sur une alliance durable entre l'URSS et l'Allemagne bourgeoise. Le caractère révolutionnaire de la situation allemande était, d'autre part, mis en lumière par l'attitude même des dirigeants capitalistes. Zinoviev semble avoir été ébranlé par les arguments de la gauche allemande, auxquels il n'avait d'ailleurs pas été jusqu'alors insensible. Le Politburo se réunit le 23 août, en présence de quelques spécialistes, dont Radek et Piatakov, pour étudier la situation allemande. Trotsky soutient à fond la thèse que le moment est venu de passer à l'offensive, et personne ne le contredit sérieusement. Dans la lutte qui se dessine pour la succession de Lénine, personne ne se soucie de prendre vis-à-vis de l'Allemagne une lourde responsabilité : Staline se tiendra coi. Brandler est déjà convoqué à Moscou ; les autres dirigeants allemands le sont à leur tour, pour la mise au point des préparatifs de l'insurrection. Au cours de ces entretiens secrets qui se prolongent de la fin août au début octobre, les communistes allemands et la commission désignée par le Politburo préparent en détail le plan de l'Octobre allemand.

Brandler, venu une fois de plus avec l'intention de réclamer des sanctions contre la gauche, et notamment contre Maslov de plus en plus lié aux oppositionnels russes, n'avait pas pensé qu'on puisse remettre en question la ligne suivie jusqu'alors. Il éprouve, selon Ruth Fischer, le « *choc de sa vie* » en découvrant dans Moscou d'immenses affiches sur l'« *Octobre allemand* », en apprenant que, dans tout le pays, se déroulent dans les organisations du parti des discussions passionnées sur la « *révolution allemande* ». violemment hostile d'abord à ce qu'il considère comme un « *cours aventuriste idiot* », il finit pourtant par s'incliner.

Seul, l'appui politique de l'IC lui avait permis de résister, dans son parti, à l'impatience croissante des cadres et des militants : il n'est pas homme à tenir tête à une

tendance qu'animerait l'exécutif, et sans doute n'est-il pas homme à « avoir raison » contre les prestigieux dirigeants de l'Internationale. Il accepte donc la ligne. Par ailleurs, personne, à l'exécutif, ne pense à le remplacer à la tête du parti allemand : Trotsky, le premier à réclamer le tournant, considère Brandler comme le seul dirigeant capable (14). C'est donc lui qui sera chargé de l'application de la ligne qu'il avait si énergiquement combattue et de la justesse de laquelle il n'est peut-être pas convaincu.

Deux points seulement seront passionnément discutés, dans le schéma politique de l'insurrection. Trotsky propose de fixer pour l'insurrection une date. Brandler se bat comme un lion contre cette décision qui lui lierait les mains et obtient en fin de compte satisfaction : la fixation de la date précise de l'insurrection est laissée, dans le cadre des mois qui viennent, à l'appréciation de la direction du KPD allemand. Sur l'autre point, Brandler se retrouvera d'accord avec Trotsky. Il s'agit de savoir si le KPD allemand doit ou non appeler à la constitution de soviets. Contre les délégués de la gauche allemande, prévaut finalement le point de vue selon lequel, suivant les termes de Trotsky, « *le mouvement des larges masses prolétariennes et semi-prolétariennes commençait à se cristalliser autour des comités d'usine qui, pour l'essentiel, remplissaient les fonctions assumées par les soviets (russes) dans la période précédant immédiatement la lutte directe pour le pouvoir* » (15). Il n'y aura donc pas de soviets élus avant l'insurrection, cette « forme parallèle » d'organisation risquant, de plus, de constituer un avertissement non déguisé à la bourgeoisie allemande...

Plan d'insurrection et préparation technique

Le reste des sept semaines de délibération à Moscou est consacré aux détails techniques de schéma d'insurrection. Brandler ayant convaincu ses interlocuteurs de l'importance des positions révolution-

naires de Saxe et Thuringe, il est décidé de faire de ces deux régions les foyers de l'organisation militaire révolutionnaire. Après une brève période d'intense propagande révolutionnaire, les communistes entrèrent dans les gouvernements sociaux-démocrates de Saxe et Thuringe avec, comme objectif, la construction, sur la base des centuries rouges, de noyaux de l'Armée rouge, qui apporteraient immédiatement leur aide à l'insurrection armée dans le reste de l'Allemagne. Le gouvernement ouvrier et paysan, constitué au lendemain de l'insurrection, comprendra, aux côtés des communistes, des sociaux-démocrates de gauche, des syndicalistes et, éventuellement, des éléments militaires ralliés à la révolution (16). Son programme sera la nationalisation immédiate de l'industrie lourde et le partage des terres des grands propriétaires d'Allemagne orientale.

Rien ne semble avoir été négligé dans le domaine de la préparation technique de l'insurrection. Si, finalement on n'a pas retenu, du fait de l'hostilité de Zinoviev, la suggestion d'envoyer Trotsky en Allemagne pour qu'il dirige en personne l'opération, on a tout de même désigné un « directoire » de « techniciens » qui sont des communistes russes de premier plan :

(14) En désaccord avec lui sur l'estimation de la situation, Trotsky avait cependant beaucoup d'estime pour Brandler. En revanche, il n'avait aucune confiance dans les dirigeants de la gauche, dont tout l'avait séparé durant les dernières années, alors même que leurs points de vue coïncidaient depuis quelques semaines.

(15) *Les Leçons d'Octobre* de Léon Trotsky.

(16) On comptait toujours sur le ralliement au communisme d'éléments nationalistes, convaincus que le prolétariat seul pouvait libérer la « nation prolétaire » asservie par Versailles : le KPD avait, depuis le séjour de Radek à Berlin en 1919, des contacts avec les officiers de la Reichswehr. C'est là, d'ailleurs, que commencent les ambiguïtés. Ces officiers regardaient plus vers l'URSS, Etat allié contre l'Entente, que vers le communisme. Les communistes pensaient en faire des alliés dans la lutte contre leur propre bourgeoisie. Radek ne semble avoir rien fait pour éclaircir le malentendu.

Karl Radek, Piatakov, Wassili Schmidt. Plusieurs centaines d'officiers de l'Armée rouge sont envoyés en Allemagne, où ils doivent constituer les cadres de la future armée révolutionnaire et où ils sont, en attendant, les conseillers techniques de l'insurrection : c'est le général polonais Skoblevsky qui les dirige, assisté d'un autre polonais, Guralsky dit Kleine. Les services de renseignements ont envoyé aussi de nombreux agents placés, par l'intermédiaire de Krivitsky, sous l'autorité du directoire. Les uns se chargent de l'achat et du stockage des armes, d'autres des liaisons avec les milieux militaires. On établit les plans d'attaque des casernes, de coupure des communications, de distribution des armes en vue de la mobilisation des centuries. Ce n'est que lorsque tout semble au point que Brandler repart pour l'Allemagne. Sur sa demande, pour éviter toute discorde fâcheuse au moment décisif, Maslov est retenu à Moscou. Lors de leurs adieux au Kremlin, Trotsky étreint longuement Brandler : il est convaincu que l'homme qu'il embrasse sera bientôt le chef de la seconde révolution prolétarienne victorieuse.

La réaction de la bourgeoisie : le gouvernement Stresemann



Gustav Stresemann (1878-1929). D. R.

Pendant ce temps, le gouvernement Stresemann s'efforce à la hâte de jeter les bases du redressement, de mettre fin à la crise qui menace de tout emporter. Les négociations avec l'Angleterre donnent des résultats encourageants et, le 26 septembre, le gouvernement reconnaît offi-



Piatakov, un des envoyés du Comintern. (D.R.)

ciellement l'occupation de la Ruhr : c'est la fin de la « résistance passive », le début de la détente internationale, la possibilité assurée d'un redressement économique.

Le gouvernement étudie les moyens de mettre fin à l'inflation. Il a dû, dans les premiers jours de son existence, concéder l'échelle mobile des salaires qui, en fait, diminue considérablement les bénéfices des spéculateurs. Surtout, l'ensemble de la classe capitaliste

allemande comprend qu'après les énormes bénéfices déjà réalisés il serait imprudent de poursuivre une politique qui mène tout droit à la révolution. Cependant, tandis que Hilferding confronte les différents projets de stabilisation monétaire, l'inflation continue. Du 31 juillet au 31 août, le mark passe de 5 millions à 45 millions la livre sterling, pour dépasser la centaine de millions quelques semaines après. La chute est vertigineuse : les prix doublent tous les jours. Le salaire de la semaine est fixé, suivant la loi de l'échelle mobile, tous les mardis à l'indice officiel et payé en deux fois, avec un acompte le mardi et le reste le vendredi. Mais, le vendredi, la somme fixée le mardi a déjà perdu les trois quarts de sa valeur. On va se faire payer avec des valises et des brouettes, pour des billets dont la valeur ne dépasse guère celle du papier au poids.



L'hyper inflation. Les enfants jouent avec des briques de billets de banque. (D.R.)

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE PAR PIERRE BROUÉ

En Bavière, sous le gouvernement réactionnaire de Von Kahr, l'aile extrémiste de l'impérialisme allemand poursuit ses préparatifs contre-révolutionnaires. Après l'entrée des socialistes au gouvernement, la Bavière défie ouvertement le gouvernement central. En contact avec les éléments nationalistes, que dirige à Berlin l'amiral Von Tirpitz, assurés de la bienveillance de la Reichswehr, et comptant sur l'appui actif du général Von Lossow, qui la commande en Bavière, les conspirateurs font peser sur la Saxe et la Thuringe ouvrières une constante menace. Forts de leurs amitiés à Berlin, ils exercent sur le gouvernement central un constant chantage. C'est sous le prétexte du danger qu'ils constituent que le gouvernement Stresemann fait remettre la totalité des pouvoirs exécutifs au ministre de la Reichswehr, en l'occurrence à son délégué le général Von Seeckt. « Arbitre » entre Berlin et la Bavière, l'état-major concentre entre ses mains des pouvoirs considérables : il aspire, une fois de plus, au rôle de « sauveur suprême », maintenant que la bourgeoisie est remise de sa grande peur du mois d'août.

La classe ouvrière ne s'est pas soulevée ; l'espoir demeure de prendre de vitesse la révolution. La confiance renaît dans les milieux d'affaires et, puisque c'est la stabilisation monétaire qui est à l'ordre du jour, on commence à mettre en avant l'augmentation de la durée du travail. Au Reichstag, la droite et le centre se coalisent contre Hilferding, qui ne veut pas porter atteinte à la journée de huit heures. Stresemann démissionne, et, après cette fausse sortie, présente un ministère remanié où les sociaux-démocrates sont écartés des postes-clés, le populiste Luther ayant le portefeuille des Finances. Le Reichstag accorde au nouveau gouvernement les pleins pouvoirs en matière économique, sociale et financière, lui conférant ainsi une autorité quasi dictatoriale.

Pendant les mois décisifs où l'on s'est décidé puis préparé à Moscou, tout semble avoir changé au sein du KPD. Dès le 30 août, la centrale a prévenu que « *le moment décisif approche* ». La décision prise à Moscou et l'unanimité retrouvée, l'arrivée des experts russes, les armes, les dollars, ont fait renaître la confiance et l'enthousiasme un instant ébranlés par les hésitations et les dissensions. Thaelmann, leader de la gauche, est revenu de Moscou absolument convaincu de la justesse de la ligne et du sérieux des préparatifs. Le militant yougoslave Voya Vouyovitch, un des émissaires de l'IC, confie à Victor Serge qu'il pense que tout ira mieux qu'en Russie, car tout est mieux préparé.

Mais rien n'a changé dans la propagande extérieure du parti et rien n'indique qu'il marche maintenant vers la prise du pouvoir. L'agitation se fait toujours sur les mêmes thèmes et – comme avant le tournant – on s'efforce de freiner les mouvements spontanés, d'éviter les provocations, d'endormir même les méfiances du gouvernement, pour le frapper une bonne fois, d'un coup décisif. On craint tout ce qui serait prétexte à une intervention contre-révolutionnaire armée, alors qu'on se prépare fébrilement, mais qu'on n'est pas tout à fait prêt. Victor Serge, évoquant ce temps dans ses *Mémoires*, écrit : « *Les cadres supérieurs ont de l'élan, mais ils sont les seuls à en avoir.* » En 1923, sous le pseudonyme d'Albert, il écrivait : « *Les masses suivront-elles ?... Le parti a freiné le mouvement pour ne point gaspiller les forces. Se concentrent-elles ou s'énervent-elles, les forces ? La faim désoriente. Quand l'Internationale aura tout réglé, que se sera-t-il passé dans la tête des sociaux-démocrates – qui se méfient des communistes – et des hommes de la rue ?* » Et il ajoute : « *L'attente tendue des faubourgs semble se détendre inexplicablement. Le chômeur passe par des gradations brusques d'une fièvre d'insurgé à une attitude de résigné...* » Le parti prépare la révolution ; les masses ouvrières attendent, puis se lassent.

Les « gouvernements ouvriers » de Saxe et de Thuringe

A Moscou, on sait cela, et on se répète la question : « *Les masses suivront-elles ?* » Il arrive d'ailleurs des nouvelles inquiétantes : la police a saisi à Berlin les principaux stocks d'armes, elle a arrêté un dirigeant qui portait dans sa serviette toute la comptabilité des armes... Par ailleurs, les sociaux-démocrates de gauche de Saxe et de Thuringe se sentent directement menacés par les préparatifs militaires de la Bavière. Zeigner, au Landtag saxon, a dénoncé les préparatifs de la Reichswehr et des contre-révolutionnaires bavarois. Il se tourne vers les communistes, car eux seuls ont assez de force en Allemagne pour empêcher le coup qui se prépare.

A Moscou, on pense maintenant qu'il faut se hâter. Zeigner a demandé aux communistes allemands d'entrer dans son gouvernement. Le KPD interroge l'exécutif. Brandler – encore à Moscou – est opposé à cette entrée : elle n'est pas préparée politiquement, elle va désorienter les masses qui croiront à un recul. Avant de faire ce pas, il faut les mobiliser pour qu'elles y voient un pas en avant, un geste révolutionnaire. Mais l'exécutif ne le suit pas. En son nom, Zinoviev télégraphie les instructions aux Allemands : le moment décisif approche, dans un délai de quatre à six semaines, il faut occuper toute position utile, et entrer dans le gouvernement Zeigner s'il est vraiment décidé à se battre, armer aussitôt 50 000 à 60 000 hommes, et « *ignorer le général Müller* », chef de la Reichswehr en Saxe (17).

Le 10 octobre, Brandler (qui est en route), Heckert et Boettcher entrent en Saxe dans le gouvernement Zeigner. Deux autres communistes, Korsch et Tenner, entrent en Thuringe dans le gouvernement du social-démocrate de gauche Froelich. Le comité central du KPD se transporte de Berlin à Dresde. La première phase de la révolution est commencée – suivant le plan prévu.

Elle en reste pourtant là. Soit que les préparatifs techniques aient été insuffisants et qu'on n'ait pu se procurer les armes nécessaires, soit que – faute de la préparation politique vainement souhaitée par Brandler – les sociaux-démocrates de gauche n'aient pas été convaincus de la nécessité de telles mesures (18), la constitution des fameux « gouvernements ouvriers » de Saxe et Thuringe ne se traduit par aucune mobilisation révolutionnaire, par aucun armement des masses (19). Ils vont, par contre, fournir le prétexte à l'intervention armée que la bourgeoisie allemande prépare depuis des mois.

La bourgeoisie tête le terrain

En constituant son gouvernement avec participation communiste, Zeigner lance un solennel appel au gouvernement central : la Saxe, dit-il, lutte pour défendre la république contre les réactionnaires bavarois. Au même moment, les industriels saxons demandent au gouvernement de les protéger contre la menace communiste qui se précise... Le 14, le président Ebert charge le général Müller de rétablir l'ordre en Saxe, et d'y constituer des « exécutifs » qui remplaceront les gouvernements élus. Le Parlement social-démocrate est en pleine effervescence : des éléments aussi peu gauchistes qu'Otto Braun, président du gouvernement prussien, s'élèvent contre ces mesures prises contre des gouvernements présidés par des « *camarades* » socialistes, effectivement mena-

(17) Ruth Fischer, pour la commodité de sa démonstration, place ce télégramme à la mi-octobre, au moment où le général Müller menace d'entrer en Saxe avec ses troupes. Faux grossier, qui n'accrédite guère les thèses de son auteur.

(18) On ignore si les dirigeants communistes avaient bien posé aux sociaux-démocrates de Saxe et de Thuringe les conditions prévues par le télégramme de l'exécutif.

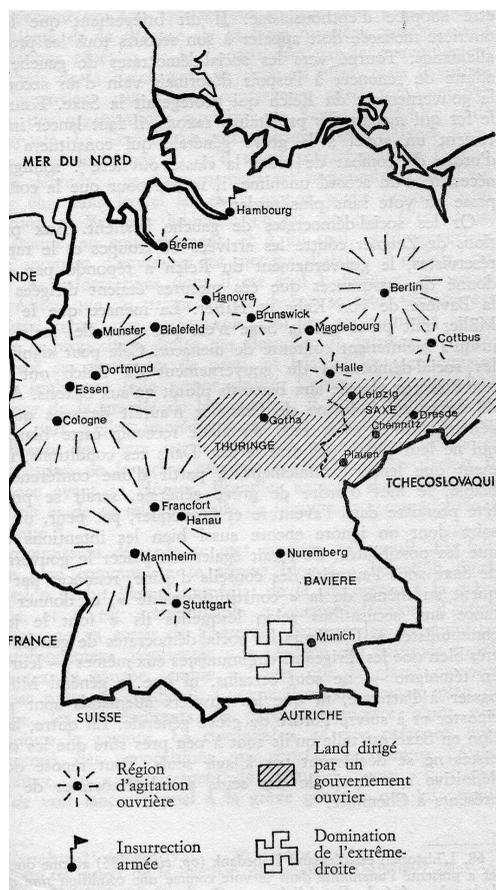
(19) Ruth Fischer et Rosenberg soulignent tous deux le souci de « respectabilité » des ministres communistes et le caractère purement réformiste de leurs initiatives. Les détails donnés par Ruth Fischer sont invérifiables et, de toute façon, entachés, au moins, de malveillance.

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE PAR PIERRE BROUÉ

cés par les réactionnaires bavarois, et qui ne sont pas sortis de la stricte « légalité ». Le correspondant de *L'Observer* pense que 80 % des militants socialistes sont alors hostiles à la politique de leur direction, qui approuve Ebert. A Chemnitz et à Dresde, de violents incidents se produisent entre manifestants et policiers. Les troupes de Müller, qui ont mis quelques jours à se préparer, n'avancent qu'avec prudence. Mais aucune riposte ne vient, ni de Saxe ni d'ailleurs. « Une grève générale à ce moment, écrit Albert, eût entraîné toutes les masses ouvrières et conquis la sympathie de tous les éléments républicains. » A Hambourg, la conférence du syndicat des dockers, le 21 octobre, veut appeler à la grève générale pour empêcher l'action de la Reichswehr contre la Saxe ouvrière. Les communistes combattent la résolution : ils ne veulent pas de combat prématuré, alors qu'ils attendent le signal qui doit, d'un jour à l'autre, venir de Saxe. La Bavière s'impatiente et menace de passer elle-même à l'action si le gouvernement persiste à tergiverser. Le général Von Lossow va défier le pouvoir central en se mettant sous l'autorité de Von Kahr. Les communistes ne bronchent pas et restent fidèles à leur plan. Brandler a-t-il, comme le suppose Arthur Rosenberg, espéré une réaction spontanée des travailleurs allemands dont le KPD aurait pris la tête, mais en même temps ménagé ses arrières et cherché à ne pas trop s'engager pour le cas où elle ne se produirait pas ? Il est impossible de répondre à cette question (20).

La conférence de Chemnitz et l'insurrection de Hambourg

Quand, le 21 octobre, se réunit à Chemnitz, en Saxe, une conférence des comités d'usine saxons, tout le parti attend l'ordre d'insurrection. Or le directoire juge la situation défavorable. Le général Müller vient d'envoyer un ultimatum, les armes sont insuffisantes et le parti, dans tout le pays, n'a que



Situation de l'Allemagne en octobre 1923.
(carte de Pierre Broué) (D.R.)

11 000 fusils à opposer aux 100 000 Bavarois, à la Reichswehr noire. On décide de trancher la question d'après la réaction de la conférence.

Brandler défend une motion pour la grève générale et la résistance armée à l'insurrection de la Reichswehr. La conférence l'accueille par un silence total et le ministre social-démocrate Graupe menace de quitter la salle avec ses camarades de parti si elle est déposée. La résolution Brandler est alors enterrée par le renvoi en commission. Le directoire tire les conclusions qui s'imposent ; il décommande

(20) La discussion ultérieure dans le parti et l'Internationale fut menée en fonction d'une unique préoccupation : la recherche d'un « bouc émissaire », responsable de l'échec. C'est Brandler qui fut choisi pour ce rôle. Ses fautes sont certes incontestables, mais il ne fit rien sans consulter l'exécutif de l'IC, dont la responsabilité est plus engagée encore.

l'insurrection. En fait, le groupe Zeigner, dont Graupe a été le porte-parole, s'est senti isolé devant l'absence de réaction dans le reste du pays. Il a refusé le risque d'une bataille dont le poids aurait risqué de porter sur les seuls travailleurs saxons (21). En s'en remettant à lui de l'ultime décision, Brandler n'a fait que se débarrasser d'une responsabilité qui lui pesait (22). Exprimant le point de vue – partial – qui fut celui des communistes de la base, Albert peut parler de « *défaillance, à la dernière minute, des chefs de la moitié des effectifs de la révolution* », du « *front ouvrier brisé devant la Reichswehr* ».

Deux jours après, le 23 octobre, le général Müller entre à Dresde après quelques escarmouches (13 morts). Le gouvernement saxon est dissous, Zeigner arrêté, les ministres communistes en fuite. Müller installe un exécutif... Le 22, les communistes de Hambourg, qui n'ont pas été informés du contrordre (23), déclenchent l'insurrection. Sans grève, sans préparation politique, sans manifeste, quelques centaines de combattants des centuries rouges pauvrement armés se lancent à l'assaut des casernes et des postes de police, persuadés que toute l'Allemagne ouvrière s'est soulevée en même temps qu'eux. Détrompés le lendemain, ils battent en retraite progressivement. La masse ouvrière de Hambourg et même une bonne partie des militants communistes ont assisté, sans comprendre, à ce combat déclenché sans avertissement par une poignée de militants du parti qui, deux jours avant, s'opposaient à la grève générale.

Défaite sans combat

Ainsi se terminait une révolution qui n'avait pas eu lieu : « *La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné* », écrit Albert. « *Drame presque silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut ; derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux murmurant : "Nous aussi ! Nous aussi !" Les muscles de cette foule déjà tendus, les poings déjà serrés sur les mausers qu'on allait opposer aux autos blindées de la Reichswehr... Et rien ne s'est passé que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un caporal suivi de quatre reîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flaques de sang – soixante morts au total – sur le pavé des cités industrielles de Saxe* »... Défaite sans combat qui en annonçait d'autres. Battu en 1918-1919 faute de direction, le prolétariat venait, à nouveau, de s'avouer battu en 1923, cette fois par la faute de sa direction. ■

(21) La crainte d'être défaits dans un combat isolé était, depuis 1919, un facteur prépondérant dans les décisions de recul prises par bien des chefs ouvriers...

(22) Les gens du groupe Zeigner étaient d'ailleurs parfaitement au courant des sentiments personnels de Brandler, de ses hésitations et de ses doutes.

(23) C'est là la thèse généralement admise : elle n'est pas prouvée et ne peut pas l'être.

Extraits des *Leçons d'octobre*

de Léon Trotsky

Dans Les Leçons d'Octobre, brochure rédigée en septembre 1924, Léon Trotsky tire les premiers enseignements d'Octobre 1917 en Russie. Il compare également l'échec de l'Octobre allemand de 1923 à la révolution russe victorieuse.

Le site marxiste.org publie intégralement la brochure. Nous en avons extrait les passages concernant l'Allemagne.

Les Editions des Bons caractères l'ont publiée en 2018.

Il faut étudier Octobre

« (...) Nous avons subi, l'année dernière, deux pénibles défaites en Bulgarie : tout d'abord le PCB, pour des considérations doctrinaires fatalistes, a laissé passer le moment exceptionnellement favorable pour une action révolutionnaire (soulèvement des paysans après le coup de force de juin de Tsankof) ; ensuite, s'efforçant de réparer sa faute, il s'est lancé dans l'insurrection de septembre sans en avoir préparé les prémisses politiques et d'organisation. La révolution bulgare devait être une introduction à la révolution allemande. Par malheur, cette déplorable introduction a eu un développement encore pire en Allemagne même. Dans le deuxième semestre de l'année dernière, nous avons observé dans ce pays une démonstration classique de la façon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire exceptionnelle d'une importance historique mondiale. Les expériences bulgare et allemande, elles non plus, n'ont pas été l'objet d'une appréciation suffisamment complète et concrète. L'auteur de ces lignes a donné le schéma du développement des événements allemands l'année dernière (voir dans l'opuscule *L'Orient et*

l'Occident les chapitres *A un tournant et L'étape que nous traversons*). Tout ce qui s'est passé depuis a entièrement confirmé ce schéma. Personne n'a tenté de donner une autre explication. Mais un schéma ne nous suffit pas, il nous faut un tableau complet, avec tous les faits à l'appui, du développement des événements d'Allemagne de l'année dernière, un tableau qui mette en lumière les causes de cette pénible défaite.

Mais il est difficile de songer à une analyse des événements de Bulgarie et d'Allemagne, quand nous n'avons pas encore donné un tableau politique et tactique de la révolution d'Octobre. Nous ne nous sommes pas encore rendu exactement compte de ce que nous avons fait et comment nous l'avons fait. Après Octobre, il semblait que les événements en Europe se développeraient d'eux-mêmes avec une telle rapidité qu'ils ne nous laisseraient même pas le temps de nous assimiler théoriquement les leçons d'Octobre. Mais il s'est avéré qu'en l'absence d'un parti capable de le diriger le coup de force prolétarien devenait impossible. Le prolétariat ne peut s'emparer du pouvoir par une insurrection spontanée : même dans un pays industriel-

lement très développé et hautement cultivé comme l'Allemagne, l'insurrection spontanée des travailleurs (en novembre 1918) n'a pu que transmettre le pouvoir aux mains de la bourgeoisie. Une classe possédante est capable de s'emparer du pouvoir enlevé à une autre classe possédante en s'appuyant sur ses richesses, sur sa "culture", sur ses innombrables liaisons avec l'ancien appareil étatique. Mais, pour le prolétariat, rien ne peut remplacer le parti. C'est à partir du milieu de l'année 1921 que commence véritablement la période d'organisation des partis communistes ("lutte pour les masses", « front unique », etc.). Les tâches d'Octobre reculent alors dans le lointain. En même temps, l'étude d'Octobre est reléguée à l'arrière-plan. L'année dernière nous a remis face à face avec les tâches de la révolution prolétarienne. Il est temps de réunir tous les documents, d'éditer tous les matériaux et de procéder à leur étude.

(...) On peut dire, il est vrai, que la connaissance la plus approfondie du développement de la révolution d'Octobre n'aurait pas été une garantie de victoire pour notre parti allemand. Mais un tel raisonnement n'avance à rien. Certes, la seule étude de la révolution d'Octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays; mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la révolution, sauf une direction clairvoyante et résolue du parti basée sur la compréhension des lois et des méthodes de la révolution. Telle était précisément la situation l'année dernière en Allemagne. Elle peut se répéter dans d'autres pays. Or, pour l'étude des lois et des méthodes de la révolution prolétarienne, il n'est pas jusqu'à présent de source plus importante que notre expérience d'Octobre. Les dirigeants des partis communistes européens qui n'étudieraient pas d'une façon critique et dans tous les détails l'histoire du coup de force d'Octobre ressembleraient à un chef qui, se préparant actuellement à de nouvelles guerres, n'étudierait pas l'expérience stratégique, tactique et technique de la dernière guerre impérialiste. Un tel chef vouerait ses armées à la défaite. (...)

Autour de la révolution d'Octobre

La classe ouvrière lutte et grandit avec la conscience que son adversaire est plus fort qu'elle. C'est ce que l'on observe constamment dans la vie courante. L'adversaire a la richesse, le pouvoir, tous les moyens de pression idéologique, tous les instruments de répression. L'accoutumance à la pensée que l'ennemi nous est supérieur en force est partie constitutive de la vie et du travail d'un parti révolutionnaire, à l'époque de sa préparation. D'ailleurs les conséquences des actes imprudents ou prématurés auxquels le parti peut se laisser aller lui rappellent brutalement chaque fois la force de son ennemi. Mais il vient un moment où cette habitude de considérer l'adversaire comme plus puissant devient le principal obstacle à la victoire. La faiblesse d'aujourd'hui de la bourgeoisie se dissimule en quelque sorte à l'ombre de sa force d'hier. Evidemment, dans la guerre civile, quand il ne s'agit pas simplement de compter les bataillons mais d'évaluer leur degré de conscience, il n'est jamais possible d'arriver à une exactitude parfaite. Lénine lui-même estimait que l'ennemi avait des forces importantes à Petrograd et proposait de commencer l'insurrection à Moscou où, selon lui, elle devait se réaliser sans effusion de sang. Des fautes partielles de ce genre dans le domaine de la prévision sont inévitables, même dans les conditions les plus favorables, et il est toujours plus rationnel d'envisager l'hypothèse la moins favorable. Mais ce qui nous intéresse en l'occurrence, c'est le fait de la formidable surestimation des forces de l'ennemi, la déformation complète de toutes les proportions, alors que l'ennemi n'avait en réalité aucune force armée.

Cette question, comme l'a montré l'expérience de l'Allemagne, a une immense importance. Tant que le mot d'ordre de l'insurrection était principalement, sinon exclusivement, un moyen d'agitation pour les dirigeants du KPD allemand, ces derniers ne songeaient pas aux forces armées de l'ennemi (Reichswehr, détachements fascistes, police). Il leur semblait que le flux révolutionnaire sans cesse montant résou-

EXTRAITS DES LEÇONS D'OCTOBRE DE LÉON TROTSKY

drait de lui-même la question militaire. Mais quand ils se trouvèrent placés directement en face du problème, ces mêmes camarades qui avaient considéré en quelque sorte la force armée de l'ennemi comme inexistante tombèrent du coup dans une autre extrémité : ils se mirent à accepter de confiance tous les chiffres qu'on leur fournissait sur les forces armées de la bourgeoisie, les additionnèrent soigneusement aux forces de la Reichswehr et de la police, puis arrondirent la somme (jusqu'à un demi-million et plus) et ainsi ils eurent devant eux une masse compacte, armée jusqu'aux dents, suffisante pour paralyser leurs efforts. Il est incontestable que les forces de la contre-révolution allemande étaient plus considérables, en tout cas mieux organisées et mieux préparées que celles de nos korniloviens et demi-korniloviens, mais les forces actives de la révolution allemande sont également différentes des nôtres. Le prolétariat représente la majorité écrasante de la population de l'Allemagne. Chez nous, tout au moins dans le premier stade, la question était décidée par Petrograd et Moscou. En Allemagne, l'insurrection aurait eu du coup une dizaine de puissants foyers prolétariens. Si les dirigeants du KPD avaient songé à cela, les forces armées de l'ennemi leur auraient paru bien moins importantes que dans leurs évaluations statistiques démesurément enflées. En tout cas, il faut rejeter catégoriquement les évaluations tendancieuses que l'on a faites et que l'on continue de faire après l'échec d'Octobre en Allemagne afin de justifier la politique qui a amené cet échec.

(...) La pression instantée, continue, inlassable de Lénine sur le comité central pendant les mois de septembre et d'octobre était motivée par la crainte que nous ne laissions passer le moment. Bagatelle ! répondaient les droitiers, notre influence ne fera qu'augmenter. Qui avait raison ? Et que signifie laisser passer le moment ? Nous abordons ici la question où l'appréciation bolchevique active, stratégique des voies et des méthodes de la révolution se heurte le plus nettement à l'appréciation social-démocrate, menchevique, imprégnée de fatalisme. Que signifie laisser passer le moment ? La situation est

évidemment la plus favorable pour l'insurrection quand la corrélation des forces est le plus en notre faveur. Il s'agit ici, il va de soi, de la corrélation des forces dans le domaine de la conscience, c'est-à-dire de la superstructure politique, et non de la base que l'on peut considérer comme plus ou moins constante pour toute l'époque de la révolution. Sur une seule et même base économique, avec la même différenciation de classe de la société, la corrélation des forces varie en fonction de l'état d'esprit des masses prolétariennes, de l'effondrement de leurs illusions, de l'accumulation de leur expérience politique, de l'ébranlement de la confiance des classes et groupes intermédiaires dans le pouvoir étatique, et enfin de l'affaiblissement de la confiance que ce dernier a en lui-même. En temps de révolution ces processus s'effectuent rapidement. Tout l'art de la tactique consiste à saisir le moment où la combinaison des conditions nous est le plus favorable. L'insurrection de Kornilov avait définitivement préparé ces conditions. Les masses qui avaient perdu confiance dans les partis de la majorité soviétique avaient vu de leurs propres yeux le danger de la contre-révolution. Elles considéraient que c'était maintenant au tour des bolcheviks de chercher une issue à la situation. Ni la désagrégation du pouvoir étatique ni l'afflux spontané de la confiance impatiente et exigeante des masses dans les bolcheviks ne pouvaient être de longue durée ; la crise devait se résoudre d'une façon ou de l'autre. Maintenant ou jamais, répétait Lénine.

A cela, les droitiers répliquaient : "C'est une erreur historique profonde que de poser la question du passage du pouvoir aux mains du parti prolétarien sous cette forme : ou tout de suite ou jamais. Non, le parti du prolétariat grandira, son programme deviendra de plus en plus clair pour des masses de plus en plus nombreuses... Ce n'est qu'en prenant l'initiative de l'insurrection dans les circonstances présentes qu'il pourrait interrompre le cours de ses succès... Nous mettons en garde contre cette politique funeste." (*Sur le moment présent.*)

Cet optimisme fataliste exige une étude attentive. Il n'a rien de national, ni à plus

forte raison d'individuel. Pas plus tard que l'année dernière, nous avons observé la même tendance en Allemagne. Au fond, c'est l'irrésolution et même l'incapacité d'action qui se dissimulent sous ce fatalisme expectatif, mais elles se masquent à la faveur d'un pronostic consolant : nous devenons soi-disant de plus en plus influents, notre force ne fera qu'augmenter avec le temps. Erreur grossière ! La force d'un parti révolutionnaire ne s'accroît que jusqu'à un certain moment, après quoi elle peut décliner devant la passivité du parti, les espoirs des masses font place à la désillusion et, pendant ce temps, l'ennemi se remet de sa panique et tire parti de cette désillusion. C'est à un revirement de ce genre que nous avons assisté en Allemagne en octobre 1923. Nous n'avons pas été non plus très loin d'un tel revirement en automne 1917, en Russie. Pour qu'il s'accomplît, il eût suffi peut-être de laisser passer encore quelques semaines. Lénine avait raison : maintenant ou jamais !

“Mais la question décisive – disent les adversaires de l'insurrection, donnant ainsi leur dernier et plus fort argument – est la suivante : l'état d'esprit des ouvriers et des soldats de la capitale est-il véritablement tel que ces derniers ne voient plus de salut que dans la bataille de rue, qu'ils veulent à tout prix ? Non. Cet état d'esprit n'existe pas... L'existence, dans les masses de la population pauvre de la capitale, d'un état d'esprit combatif qui les inciterait à descendre dans la rue serait une garantie que, si ces masses prenaient l'initiative de l'intervention, elles entraîneraient à leur suite les organisations les plus considérables et les plus importantes (syndicat des cheminots, des postes et télégraphes, etc.) dans lesquelles l'influence de notre parti est faible. Mais comme cet état d'esprit n'existe même pas dans les usines et les casernes, édifier des plans là-dessus serait un leurre.” (Sur le moment présent.)

Ces lignes, écrites le 11 octobre, acquièrent une importance d'actualité exceptionnelle si l'on se souvient que les camarades allemands qui dirigeaient le parti ont, eux aussi, pour expliquer la retraite sans coup férir de l'année dernière, allégué la raison

que les masses ne voulaient pas se battre. Mais il faut bien comprendre que l'insurrection victorieuse est en général la mieux assurée quand les masses sont déjà assez expérimentées pour ne pas s'élancer déraisonnablement à la bataille et attendent, exigent une direction combative, résolue et intelligente. En octobre 1917, instruites par l'intervention d'avril, les journées de juillet et l'émeute de Kornilov, les masses ouvrières, tout au moins l'élite, comprenaient parfaitement qu'il ne s'agissait plus de protestations spontanées partielles, ni de reconnaissances, mais de l'insurrection décisive pour la prise du pouvoir. Par suite, leur état d'esprit était devenu plus concentré, plus critique, plus raisonné. Le passage de la spontanéité confiante, pleine d'illusions à une conscience plus critique engendre inévitablement une crise révolutionnaire. Cette crise progressive dans l'état d'esprit des masses ne peut être surmontée que par une politique appropriée du parti, c'est-à-dire avant tout par son désir et sa capacité véritable de diriger l'insurrection du prolétariat. Au contraire, un parti qui a longtemps mené une agitation révolutionnaire en arrachant peu à peu le prolétariat à l'influence des conciliateurs, et qui, une fois porté au faite des événements par la confiance des masses commence à hésiter, à chercher midi à quatorze heures, à tergiverser et à louvoyer, paralyse l'activité des masses, provoque chez elles la déception et la désorganisation, perd la révolution, mais par contre s'assure la possibilité d'alléguer, après l'échec, le manque d'activité des masses. C'est dans cette voie que la lettre *Sur le moment présent* poussait notre organisation. Par bonheur, le parti, sous la direction de Lénine, liquida résolument cet état d'esprit dans les sphères dirigeantes, et, grâce à cela seulement, il réalisa victorieusement le coup d'Etat.

Des soviets et du parti dans la révolution prolétarienne

(...) Très instructive à ce point de vue est la lutte que Lénine engagea après les

EXTRAITS DES LEÇONS D'OCTOBRE DE LÉON TROTSKY

jours de juillet contre le fétichisme soviétique. Les soviets S-R– mencheviks étant devenus en juillet des organisations poussant ouvertement les soldats à l'offensive et persécutant les bolcheviks, le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières pouvait et devait se chercher d'autres voies. Lénine indiquait les comités d'usines comme organisation de la lutte pour le pouvoir. Très probablement, le mouvement aurait suivi cette ligne sans l'insurrection de Kornilov qui obligea les soviets conciliateurs à se défendre eux-mêmes et permit aux bolcheviks de leur insuffler à nouveau l'esprit révolutionnaire en les liant étroitement aux masses par l'intermédiaire de leur gauche, c'est-à-dire des bolcheviks.

Cette question, comme l'a montré la récente expérience de l'Allemagne, a une immense importance internationale. Dans ce pays, les soviets furent plusieurs fois construits comme organes de l'insurrection, comme organes du pouvoir sans pouvoir. Le résultat fut qu'en 1923 le mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes commença à se grouper autour des comités d'usines, qui au fond remplissaient les mêmes fonctions que celles qui incombaient chez nous aux soviets dans la période précédant la lutte directe pour le pouvoir. Cependant, en août et en septembre, quelques camarades proposèrent de procéder immédiatement en Allemagne à la création de soviets. Après de longs et ardents débats leur proposition fut repoussée, et avec raison. Comme les comités d'usines étaient déjà devenus effectivement les points de concentration des masses révolutionnaires, les soviets auraient, dans la période préparatoire, joué un rôle parallèle à ces comités d'usines et n'auraient été qu'une forme sans contenu. Ils n'auraient fait que détourner la pensée des tâches matérielles de l'insurrection (armée, police, centurions, chemins de fer, etc.) pour la reporter sur une forme d'organisation autonome. D'autre part, la création de soviets comme tels, avant l'insurrection, aurait été comme une proclamation de guerre non suivie d'effet. Le gouvernement, qui était obligé de tolérer les comités d'usines, parce qu'ils réunissaient autour d'eux des masses

considérables, aurait frappé les premiers soviets comme organe officiel cherchant à s'emparer du pouvoir. Les communistes auraient été obligés de prendre la défense des soviets en tant qu'organisation. La lutte décisive n'aurait pas eu pour but la prise ou la défense de positions matérielles et ne se serait pas déroulée au moment choisi par nous au moment où l'insurrection aurait découlé nécessairement du mouvement des masses ; elle aurait éclaté à cause d'une forme d'organisation, à cause des soviets, au moment choisi par l'ennemi. Or il est évident que tout le travail préparatoire de l'insurrection pouvait avec un plein succès être subordonné à la forme d'organisation des comités d'usines qui avaient déjà eu le temps de devenir des organisations de masse qui continuaient à augmenter et à se fortifier et laissaient au parti les coudées franches sous le rapport de la fixation de la date de l'insurrection. Évidemment, à une certaine étape, les soviets auraient dû surgir. Il est douteux que, dans les conditions que nous venons d'indiquer, ils eussent surgi au fort de la lutte comme organes directs de l'insurrection, car il eût pu en résulter au moment critique une dualité de direction révolutionnaire. Il ne faut pas, dit un proverbe anglais, changer de cheval quand on traverse un torrent. Il est possible que, après la victoire dans les principales villes, les soviets eussent commencé à apparaître sur tous les points du pays. En tout cas, l'insurrection victorieuse aurait nécessairement provoqué la création de soviets comme organes du pouvoir. (...)

La question de la sélection du personnel dirigeant a, pour les partis communistes d'Europe occidentale, une importance exceptionnelle. C'est ce que montre entre autres l'expérience de la faillite d'Octobre 1923 en Allemagne. Mais cette sélection doit être effectuée sur le principe de *l'action révolutionnaire*... Nous avons eu en Allemagne assez d'occasions d'éprouver la valeur des dirigeants du parti au moment des luttes directes. Sans cette épreuve, tous les autres critères ne sauraient être considérés comme sûrs. (...)

Sans une direction perspicace, résolue et courageuse du parti, il ne peut y avoir de

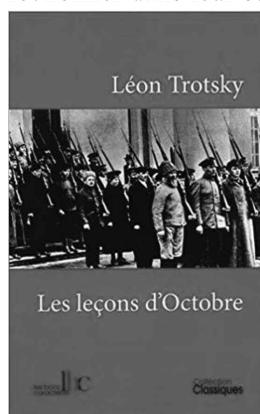
victoire de la révolution prolétarienne.

Tout parti, même le plus révolutionnaire, élabore inévitablement son conservatisme d'organisation, sinon il manquerait de la stabilité nécessaire. Mais, ici, tout est affaire de degré. Dans un parti révolutionnaire, la dose de conservatisme nécessaire à sa vie doit se combiner avec son total affranchissement de la routine, sa souplesse d'orientation, sa hardiesse dans l'action. C'est aux tournants historiques que ces qualités se vérifient le mieux. Lénine, nous l'avons vu plus haut, disait que souvent les partis même les plus révolutionnaires, lorsque survient un brusque changement de situation et, partant, des tâches qui en découlent, continuent à suivre leur ligne antérieure et, de ce fait, deviennent ou menacent de devenir un frein au développement de la révolution. Et le conservatisme du parti et son aptitude à l'initiative trouvent leur expression la plus concentrée dans les organes de sa direction.

Considérée à la lumière de notre propre expérience, l'expérience des batailles des dernières années en Europe, et principalement en Allemagne, nous montre qu'il y a deux catégories de chefs enclins à tirer le parti en arrière au moment où il lui faut accomplir le plus grand saut en avant. Les uns sont portés à voir principalement les difficultés, les obstacles et à apprécier chaque situation avec le parti pris, inconscient parfois, de se dérober à l'action. Chez eux, le marxisme devient une méthode servant à motiver l'impossibilité de l'action révolutionnaire. Les mencheviks russes représentaient les spécimens les plus caractéristiques de ce type de chefs. Mais ce type ne se limite pas au menchevisme et, au moment le plus critique, se révèle dans le parti le plus révolutionnaire, chez les militants occupant les plus hauts postes. Les représentants de l'autre catégorie sont des agitateurs superficiels. Ils ne voient pas les obstacles tant qu'ils ne s'y heurtent pas de front. Leur coutume d'éluder les difficultés réelles en jonglant sur les mots, leur optimisme extrême dans toutes les questions se transforment inévitablement en impuissance et en pessimisme quand vient le moment de l'action décisive. Pour le premier

type, pour le révolutionnaire mesquin, gagne-petit, les difficultés de la prise du pouvoir ne sont que l'accumulation et la multiplication de toutes les difficultés qu'il est habitué à voir sur son chemin. Pour le second type, pour l'optimiste superficiel, les difficultés de l'action révolutionnaire surgissent toujours soudainement. Dans la période de préparation, ces deux hommes ont une conduite différente ; l'un apparaît comme un sceptique sur lequel il est impossible de compter fermement au point de vue révolutionnaire ; l'autre, par contre, peut sembler un révolutionnaire ardent. Mais, au moment décisif, tous deux marchent la main dans la main, s'élèvent contre l'insurrection. Pourtant, tout le travail de préparation n'a de valeur que dans la mesure où il rend le parti, et surtout ses organes dirigeants, capables de déterminer le moment de l'insurrection et de la diriger. Car la tâche du Parti communiste est de s'emparer du pouvoir afin de procéder à la refonte de la société.

Ces derniers temps, on a fréquemment parlé et écrit sur la nécessité de la bolchevisation de l'Internationale communiste. C'est là une tâche urgente, indispensable, dont la nécessité se fait sentir encore plus impérieusement après les terribles leçons qui nous ont été données l'année dernière en Bulgarie et en Allemagne. Le bolchevisme n'est pas une doctrine (c'est-à-dire n'est pas seulement une doctrine), mais un système d'éducation révolutionnaire pour l'accomplissement de la révolution prolétarienne. Qu'est-ce que bolcheviser les Partis communistes ? C'est les éduquer, c'est sélectionner dans leur sein un personnel dirigeant, de façon qu'ils ne flanchent pas au moment de leur révolution d'Octobre. (...) »



Leçons d'octobre
Léon Trotsky
Editions Les bons caractères

Lettre de Radek...

... au camarade Zinoviev pour le bureau politique

Copie à Piatnitski pour le comité exécutif du Comintern

Je pense que je suis en état de donner une appréciation générale de la situation et je m'efforcerai de le faire de la façon la plus concrète.

a) La situation intérieure et extérieure de la bourgeoisie allemande.

Elle empire chaque jour. Le chômage augmente comme signe de la chute des exportations.

Radek énumère ensuite plusieurs mesures économiques et financières prises par le gouvernement dont il affirme :

Ces mesures n'auront aucun effet réel et n'amélioreront pas la situation.

En liaison avec cet état de choses le désordre politique s'accroît.

Il cite l'agressivité croissante des dirigeants bavarois, l'activité des séparatistes rhénans (1) auxquels le gouvernement central de Stresemann multiplie les concessions, en même temps qu'il prépare une Constitution fédérale qui menacerait l'unité de l'Allemagne et provoque le gouvernement de Saxe en lui présentant un ultimatum exigeant sa soumission totale :

Cet ultimatum avait comme but de chasser les sociaux-démocrates du gouvernement central (2), et éventuellement de provoquer les ouvriers au combat. Les industriels poursuivent les mêmes buts provocateurs sur toute la ligne. Ils essaient de faire descendre les ouvriers dans la rue en multipliant les lock-out.

b) La situation dans le mouvement ouvrier.

Radek cite ses diverses sources d'information et poursuit :

Les chômeurs, les travailleurs à temps partiel ou ceux qui craignent de perdre leur travail demain brûlent d'envie de se jeter au combat. Ceux qui ont encore le plus petit espoir d'échapper à la catastrophe de la famine craignent de s'y lancer. La masse ouvrière jeûne littéralement avec un morceau de pain. Une partie du prolétariat qui se trouve dans une situation désespérée veut se ruer au combat. Mais elle constitue une minorité. L'autre partie se démène, cherche encore une issue sans avoir à se battre. C'est la raison pour laquelle à Chemnitz (3) on n'a pas réussi à obtenir la décision de grève générale, la raison pour laquelle à Berlin on n'a pas réussi à mettre en œuvre la décision du comité d'usine des ouvriers imprimeurs de décréter la grève de la profession pour la libération de *Die Rote Fahne* (4), la raison

(1) Au début de 1923, l'armée française avait envahi la Rhénanie pour imposer le paiement des réparations de guerre imposées par le traité de Versailles et encourageait un mouvement de séparatistes rhénans visant à séparer la Rhénanie de l'Allemagne.

(2) Le gouvernement bourgeois de Gustav Stresemann formé en août comportait quatre ministres sociaux-démocrates.

(3) Lors de la réunion des comités d'usines tenue le 21 octobre.

pour laquelle les ouvriers du port de Hambourg, qui sympathisaient avec l'insurrection des communistes, ne l'ont pas soutenu activement. Les sociaux-démocrates de droite utilisent cet état d'esprit indécis de la majorité des ouvriers.

La suite dépend de l'amélioration ou de la dégradation de la situation économique. Je suis persuadé qu'elle se dégradera. Mais avant que cette dégradation généralisée ne se produise et resserre les rangs des travailleurs, l'avant-garde, qui se trouve dans une situation désespérée, peut nous entraîner dans les combats les plus décisifs.

c) La politique du KPD (5) et la situation dans le parti.

Le parti vit en ce moment une crise interne très brutale. Les causes telles que nous les avons déterminées avec Arvid (6) lors de la réunion du CC et de l'organisation de Berlin sont les suivantes :

Les représentants de la centrale (7) ont donné à Moscou un tableau tout à fait irréel de la préparation du parti. Tout ce que racontait Brandler sur l'état de l'armement était pure baliverne. Si nous avions su que rien n'était prêt dans le parti pour l'insurrection, nous aurions insisté cent fois plus sur sa préparation que sur les délais. Nous avons tous compris le délai comme un moyen d'accélérer la préparation. Mais c'est le plus léger des membres du CC, Eberlein (8), qui a présenté nos décisions. C'est lui qui a déclaré à la conférence du parti de Berlin que le parti allait passer à l'offensive dans les prochains jours et entrer dans le gouvernement saxon pour arrêter le général Müller (9) et que, si le gouvernement central répondait par une offensive sur la Saxe nous y répondrions immédiatement par l'insurrection. Kleine (10), qui contrôlait l'appareil d'influence sur les Hundertschaften (11) travaillait dans le même sens. Il n'y avait et ne pouvait y avoir aucune préparation sérieuse, et non pas parce que le temps ne le permettait pas mais parce que les deux camarades cités ci-dessous et la gauche (12) ne comprennent pas le sens d'une préparation technique.

Ils mènent une politique « au petit bonheur » qu'ils camouflent en déclarant qu'il

est impossible d'acheter des armes que l'on se procurera au cours même des combats. Dans l'attente hystérique de cet affrontement, le parti a renvoyé à plus tard toute préparation politique : il n'y a pas de section chargée des chemins de fer, pas de section chargée de l'agitation dans l'armée et la police. Le journal illégal, rédigé par des gamins et qui développe une agitation criarde, est distribué à un nombre minime d'exemplaires. Deux semaines durant, le parti a vécu dans l'attente hystérique d'un conflit provoqué par la Saxe ; et en Saxe nous avons été les dindons de la farce. Le gouvernement (13) ne représentait aucune force, il ne pouvait en mobiliser aucune. Il n'a pas accepté le combat.

Le dimanche 21 octobre s'est tenue la conférence décisive de Chemnitz. La veille de la conférence, les nôtres étaient convaincus que la conférence allait décider la grève générale et ils envoyèrent des courriers diffuser la directive : lundi, la Saxe attaquera, mardi Kiel et le Meklembourg, mercredi Hambourg. Ordre

(4) Le quotidien du KPD avait été interdit.

(5) KPD : Parti communiste d'Allemagne (PCA).

(6) Arvid : pseudonyme de Grigori Piatakov, l'un des quatre responsables soviétiques envoyés par le comité exécutif du Comintern auprès de la direction du KPD, avec Radek, Vassili Schmidt et Gouralski.

(7) Nom traditionnel du comité central du KPD.

(8) Hugo Eberlein (1887-1944), membre de la centrale du KPD dès sa fondation le 1^{er} janvier 1919 ; délégué au congrès de fondation de l'Internationale communiste (Comintern), sur laquelle il s'abstint ; chaud partisan de « l'action de mars » 1921 ; député au Parlement de Prusse de 1921 à 1933 ; exilé en URSS, arrêté par le NKVD en 1937 ; meurt en prison en 1944.

(9) Müller : général commandant les troupes gouvernementales en Saxe.

(10) Kleine : pseudonyme du militant russe Gouralski (1890-1960), émissaire du Comintern dans les PC de France, d'Allemagne (il fut même membre du CC du KPD en 1923 et 1924) puis, après son rappel à Moscou en 1924, de plusieurs pays d'Amérique latine. Un moment membre du secrétariat d'Amérique latine du comité exécutif du Comintern. Emprisonné en 1937.

(11) Compagnies ouvrières d'autodéfense armées.

(12) La gauche de la direction du KPD : Ruth Fischer, Paul Frölich, Hugo Eberlein.

(13) Radek désigne ici le gouvernement régional saxon dirigé par le bloc des communistes et des sociaux-démocrates de gauche.

LETTRE DE RADEK... AU CAMARADE ZINOVIEV POUR LE BUREAU POLITIQUE

fut donné de commencer par la grève générale puis de passer à la lutte armée.

Le dimanche, les comités d'usine de Saxe annulèrent l'action, mais Hambourg qui ne disposait pas d'armes décida d'en saisir et, ignorant que la Saxe ne bougeait pas, se lança à l'assaut de dépôts d'armes de la police dans la nuit du lundi au mardi. Les dirigeants des arrondissements se réveillèrent le matin au bruit des fusils. Aucun tract n'expliqua aux ouvriers de quoi il s'agissait. Dans les faubourgs, 400 ouvriers se battirent héroïquement. Dans la ville on ne s'aperçut de rien.

Le mardi soir, le CC, qui avait amené le parti au bord du gouffre, décida de sonner la retraite, mais la circulaire rédigée par Brandler dans la nuit de mardi à mercredi, qui interprétait grossièrement la ligne du parti, n'était pas encore parvenue le samedi entre les mains des organismes régionaux du parti, qui interprétèrent ce qui se passait comme une trahison. L'état d'esprit pogromiste contre le CC ne se manifesta pas seulement à Berlin. Ajoutez à cela l'absence totale de liaison entre le CC et les arrondissements, l'absence d'appartements conspiratifs pour les activités du CC et la totale désorganisation du sommet. Des gens viennent de province, courent des jours durant par la ville sans pouvoir trouver un seul membre du CC.

Avec Arvid, nous avons dès le début dû nous orienter, nous installer, organiser la liaison. Nous avons le sentiment que nous nous trouvions dans une fondrière. Il n'y avait pas un seul point d'appui possible. Le samedi 27 et le dimanche 28 furent, du moins dans le sommet, des jours critiques.

Dans la nuit de samedi, nous avons eu un rendez-vous avec cinq représentants de l'organisation berlinoise. Nous leur avons déclaré que la situation du parti tant sur le plan politique que sur celui de l'organisation rendait indispensable de suspendre l'action décidée, qui se serait conclue par l'écrasement total du parti, que nous prenions l'entière responsabilité de cette décision, que quiconque, quel qu'il soit, s'attaquerait au CC au lieu d'utiliser chaque jour pour préparer le parti aux combats inévitables dans un futur proche, serait exclu du parti. Ils exigèrent que Brandler (14) soit

chassé du CC, que l'affaire Maslow (15) soit réglée dans les deux semaines à venir car c'était un authentique dirigeant du parti. Nous leur avons rétorqué que nous ne pouvions leur garantir que l'affaire Maslow serait réglée dans les deux mois à venir, et nous les avons menacés d'imprimer un fac-similé du document de Maslow. Notre réplique ferme ayant suscité le trouble dans leurs rangs, nous avons fait appel à leur sens du devoir.

La réunion d'hier soir s'est déroulée dans une atmosphère tempétueuse mais sans aboutir à une scission. Nous avons rassemblé hier soir les sept membres dirigeants du CC, et nous leur avons soumis une esquisse de résolution de fond et un plan de travail. Nous convoquons une conférence du parti pour expliciter sa ligne d'action. Notre résolution a été adoptée par Brandler, Thalheimer (16), Walcher (17), Kleine (qui est passé par tous les mouvements du pendule) et – ce

(14) Heinrich Brandler (1881-1967), membre de Spartacus pendant la guerre, puis du KPD dès sa fondation, dirigeant du conseil ouvrier de Chemnitz en 1920 puis, en 1922, élu membre du présidium du Comintern et secrétaire général du KPD, membre de l'éphémère gouvernement ouvrier (KPD-SPD) de Saxe, exclu du KPD en 1929, fonde alors le KPO (parti communiste d'opposition) d'orientation boukharinienne, se réfugie en France en 1933, puis à Cuba en 1941. Il meurt en Allemagne en 1967.

(15) Maslow Arkadi (1893-1941), dirigeant de l'aile gauche (ou gauchiste) du KPD avec Paul Frölich et Ruth Fischer. Il avait été accusé en juin 1923 par la majorité du CC du KPD et par le comité exécutif du Comintern d'avoir livré à la police des renseignements secrets sur le KPD, lors de ses interrogatoires en 1923. Le comité exécutif du Comintern avait décidé de le maintenir à Moscou pour examiner son affaire. Il l'innocentera seulement au début de janvier 1924. Peu après, Zinoviev l'installera avec Ruth Fischer à la tête du KPD.

(16) August Thalheimer (1884-1948), membre de Spartacus pendant la guerre, puis de la centrale dès la fondation du KPD, co-fondateur avec Brandler du KPO ; se réfugie en France en 1933 puis à Cuba en 1941, meurt en exil.

(17) Jacob Walcher (1887-1970), membre de Spartacus pendant la guerre, élu en 1920 à la centrale du KPD dont il est élu secrétaire en 1921, exclu du KPD en 1928, se rallie au KPO de Brandler et Thalheimer, puis au SAP (social-démocrate de gauche) en 1933. Réfugié aux Etats-Unis en 1941, revient en Allemagne de l'Est (RDA) en 1946, adhère au parti stalinien, le SED, dont il est exclu en 1949 puis où il est réintégré en 1956 après le rapport Khrouchtchev.

que je n'attendais pas – Ruth Fischer. Son vote démontre que tous ses cris sur la nécessité d'engager l'action exprimaient son incapacité à résister à l'état d'esprit de l'organisation. Dans sa tête elle sentait que nous avions raison. Contre la résolution ont voté Pieck et Eberlein engagés par leurs bavardages devant l'organisation et désireux de jouer aux intransigeants. La résolution dont je parle et que je joins à ma lettre ne représente qu'une esquisse rapide, que j'ai écrite pendant la réunion en accord préalablement avec Arvid. Elle a été votée comme texte de base pour la réunion d'une commission composée de Talheimer, Ruth et moi, chargée de rédiger une résolution pour la conférence du parti. Le changement essentiel qu'il faut introduire dans l'activité du parti est le suivant : le parti vociférait sur l'insurrection sans s'y préparer. Il faut entamer cette préparation à toute allure. Nous allons sélectionner un groupe de cinq membres du CC, sous la supervision d'Arvid et de moi. Nous allons installer tous les autres membres du CC qui se comportent comme des brebis, sans rien faire, et se démoralisent, nous allons les placer à la tête de districts ou de secteurs d'activité à savoir : chemins de fer, syndicats, comités d'usines, travail paysan, travail parmi les fonctionnaires, achat d'armes, direction militaire, activité de démoralisation des troupes de l'adversaire, liaison, renseignements, agitation et propagande.

Dans l'attente de l'insurrection, le parti ne faisait rien. Nous essayons maintenant de prendre en main la direction de la réplique aux lock-out et la conduite des grèves, nous allons monter des manifestations et des grèves de protestations de courte durée pour faire apparaître l'état d'esprit des ouvriers et les rapports de force. Nous n'allons pas laisser dormir les centuries (18) et, en cas de nécessité, nous allons les mener au combat, même dans des combats partiels. Le parti ne peut attendre l'insurrection sans rien faire. Il n'y a pas de préparation de l'insurrection en dehors d'une politique active. La simple attente renforce l'adversaire, démoralise le parti par l'incrédulité. Mener de façon centrale le parti au combat dans son état actuel et vu la situation de la classe ouvrière signi-

fierait le détruire pour des années.

d) Ce que nous attendons de vous.

Radek critique d'abord l'envoi par Moscou de Vassili Schmidt, commissaire du Travail de l'URSS, comme renfort. Il propose avec l'accord de Piatakov de leur envoyer à la place Jan Roudzoutak, ou si son état de santé ne le permet pas Kharitonov, membre du CC. Puis il demande l'envoi d'un organisateur militaire et propose à cette fonction Iossip Ounschlicht, ancien membre du bureau polonais près le CC du parti russe et alors vice-président du Guépéou et conclut :

Enfin après réception de cette lettre je vous demande de donner votre avis sur la ligne que nous avons adoptée et sur laquelle nous sommes absolument unanimes. Il est évident que nous avons besoin de votre sanction. Je vous demande de prendre en compte le fait que, vu l'état du parti, nous devons voir une telle quantité de gens, puérilement étrangers aux règles de la conspiration, que nous pouvons tomber chaque jour qui passe. Il faut donc mettre l'affaire sur les rails. Dépêchez-vous de nous envoyer les gens que nous vous demandons. Dépêchez-vous de définir votre attitude face à la ligne que nous avons définie et que nous mettons en œuvre.

Le 29/X/23

Signé : Andreï

A cette lettre, Piatakov a ajouté un court PS :

La lettre a été rédigée en accord avec moi. Je juge que la situation interne du parti est encore plus délicate qu'Andreï ne la décrit. La crise est très aiguë. A Berlin, les choses vont horriblement mal.

Arvid ■

(18) Centuries : organisations de combat d'ouvriers communistes.

Lettre de Trotsky à Bordiga

L. Trotsky (traduction de Jean-Pierre Laffite)

« 2 mars 1926

Cher camarade Bordiga,

Il ne fait aucun doute que l'exposé des faits que vous donnez se fonde sur une série de malentendus qui, les documents en main, peuvent être dissipés sans difficulté.

1°) Au cours de l'automne 1923, j'ai critiqué durement le CC dirigé par le camarade Brandler. J'ai dû à plusieurs reprises exprimer de manière officielle ma préoccupation selon laquelle ce CC ne pouvait pas conduire le prolétariat allemand à la conquête du pouvoir. Cette affirmation de ma part est établie dans un document officiel du parti. J'ai eu plusieurs fois l'occasion – en parlant avec Brandler et de Brandler – de dire qu'il n'avait pas compris le caractère spécifique de la situation révolutionnaire, qu'il confondait la révolution avec une insurrection armée, qu'il acceptait de manière fataliste l'évolution des événements au lieu d'aller à leur rencontre, etc., etc.

2°) Il est vrai que je me suis opposé à ce que l'on fasse travailler Ruth Fischer avec Brandler parce que je considérais



Bordiga et Trotsky. (D.R.)

que, dans un tel danger, la lutte à l'intérieur du CC pouvait mener à une défaite complète, d'autant plus que *pour l'essentiel*, c'est-à-dire par rapport à la révolution et à ses étapes, la position de Ruth Fischer était chargée

du même fatalisme social-démocrate – en effet, elle n'avait pas compris que, dans une période semblable, quelques semaines sont décisives, et ce pour de nombreuses années, et même pour des décennies. Je considérais comme nécessaire de soutenir le CC existant, d'exercer une pression sur lui, de renforcer sa fermeté révolutionnaire, en envoyant des camarades pour l'assister, etc., etc. Personne ne pensait alors qu'il était nécessaire de remplacer Brandler et je n'ai pas fait cette proposition.

3°) Quand Brandler est venu à Moscou en janvier 1924 et qu'il nous a dit qu'il était alors plus optimiste par rapport à l'évolution des événements que lors de l'automne de l'année précédente, le fait que Brandler n'avait pas compris la combinaison particulière de conditions qui crée une situation révolutionnaire est devenu pour moi encore plus évident, et

je lui ai dit : *“Vous ne savez pas distinguer le visage de la révolution de son dos. Lors de l’automne précédent, la révolution vous montrait son visage, et vous avez laissé passer le moment. Maintenant, la révolution vous tourne le dos, et vous croyez au contraire qu’elle vient vers vous.”*

Si, en automne 1923, je craignais plus que tout que le Parti communiste allemand avait laissé passer le moment décisif – comme c’est vraiment arrivé –, après janvier 1924, je craignais que la gauche mène une politique comme si l’insurrection armée était encore à l’ordre du jour. C’est ce qui explique une série d’articles et de discours dans lesquels je cherchais à démontrer que la situation révolutionnaire était déjà passée et qu’un reflux de la révolution était inévitable, que le Parti communiste perdrait inévitablement de son influence dans le futur immédiat, que la bourgeoisie utiliserait ce reflux de la révolution pour se renforcer économiquement, que le capital américain exploiterait le renforcement du régime bourgeois pour effectuer une grande intervention en Europe sous le mot d’ordre de “normalisation”, de “pacification”, etc., etc. Je soulignais en même temps la perspective révolutionnaire générale comme une ligne stratégique et non comme une ligne tactique.

4°) J’ai donné par téléphone ma signature aux thèses de janvier du camarade Radek. Je n’ai pas pris part à la rédaction de ces thèses car j’étais malade. J’ai donné ma signature parce qu’elles contenaient l’affirmation que le parti allemand avait laissé passer la situation révolutionnaire et qu’une nouvelle phase commençait pour nous en Allemagne, non pas une phase d’offensive immédiate, mais de défensive et de préparation. C’est cela qui était pour moi alors l’élément décisif.

5°) L’affirmation que j’aurais faite selon laquelle le parti allemand ne devait pas mener le prolétariat à l’insurrection est fautive de fond en comble. Mon accu-

sation principale à l’égard du CC de Brandler était précisément qu’il n’a pas su suivre les événements pas à pas, ni amener le parti qui était à la tête des masses populaires jusqu’à l’insurrection armée au cours de la période août-octobre.

6°) J’ai dit et écrit que, après que le parti avait perdu par fatalisme le rythme des événements, il était trop tard pour donner le signal de l’insurrection armée : les militaristes avaient employé le temps perdu par la révolution pour occuper les positions importantes, et surtout il y avait eu un changement chez les masses, et un reflux avait commencé. C’est précisément en cela que consiste le caractère spécifique et original de la situation révolutionnaire, à savoir qu’en l’espace d’un mois ou de deux elle peut se modifier de façon radicale. Ce n’est pas pour rien que Lénine répétait en septembre-octobre 1917 : *“Maintenant ou jamais”*, c’est-à-dire que “jamais” la situation révolutionnaire ne se répètera.

7°) Si, en janvier 1924, je n’ai pas non plus pris part aux travaux du Komintern pour cause de maladie, il est entièrement vrai que j’étais opposé à ce que l’on mette Brandler à l’écart des travaux du CC. Mon opinion était que Brandler avait payé cher l’expérience pratique si nécessaire à un chef révolutionnaire. C’est dans ce sens bien sûr que j’aurais défendu l’opinion selon laquelle Brandler devait rester dans le CC si je ne m’étais pas trouvé à l’extérieur de Moscou à cette époque-là. En outre, je n’avais aucune confiance en Maslow. Sur la base des discussions que j’avais eues avec lui, j’estimais qu’il partageait tous les défauts de la position brandlérienne par rapport aux problèmes de la révolution, mais qu’il n’avait pas les bonnes qualités de Brandler, c’est-à-dire le fait d’être sérieux et consciencieux. Indépendamment du fait de savoir si je me trompais ou non dans cette évaluation de Maslow, ce problème n’est qu’en relation indirecte avec l’évaluation de la situation révolution-

LETTRE DE TROTSKY À BORDIGA

naire de l'automne 1923 et du changement advenu en novembre-décembre de la même année.

8°) L'une des principales conclusions à tirer de l'expérience allemande a été pour moi le fait que, au moment décisif dont dépend, comme je l'ai déjà dit, le sort de la révolution pour une longue période, une récidive sociale-démocrate est, dans une mesure plus ou moins grande, inévitable chez tous les partis communistes. Dans notre révolution, grâce à tout le passé du parti et au rôle sans exemple de Lénine, cette récidive a été minime et, malgré cela, à certains

moments, le succès du parti dans la lutte pour son existence a été mis en danger. Ce qui me paraissait et me paraît d'autant plus important encore, c'est le caractère inévitable des récidives sociales-démocrates au moment décisif chez les partis communistes européens plus jeunes et moins trempés. C'est de ce point de vue qu'il faut évaluer le travail du parti, son expérience, ses offensives, ses retraites, à toutes les étapes de la préparation de la conquête du pouvoir. Et c'est en se fondant sur cette expérience qu'il faut effectuer la sélection des cadres dirigeants du parti. » ■

Rapport du conseiller militaire soviétique près le CC du KPD, Alexei Chtrodakh (1), au comité exécutif du Comintern

Après un séjour de quatre mois en Allemagne, je veux brièvement communiquer mes impressions.

L'état d'esprit des masses n'est pas combatif et ne correspond pas aux nécessités de la conquête du pouvoir. Et ce n'est pas un phénomène accidentel et passager. La population de l'Allemagne contemporaine est politiquement extrêmement passive. Il n'y a pas chez elle la foi dans la révolution qui existait chez nous. Personne ici ne croit à l'avènement du paradis socialiste ou communiste au lendemain de la révolution. Les phrases socialistes à force d'avoir été utilisées sont depuis longtemps déjà émoussées et usées et ne produisent pas de gros effet, pas comme ce fut pendant un temps chez nous. Le sentiment est assez profond que le lendemain de la révolution ne sera pas le paradis et l'expérience de la révolution russe semble prouver qu'il faudra passer quelques années dans une lutte acharnée et dans le besoin, avant d'arriver sur une voie plus ou moins supportable. Et chacun se demande : est-ce que cela vaut la peine de se lancer dans un combat risqué pour un futur douteux ? Est-ce que cela vaut la peine de passer d'une situation de paix à la guerre ? Il n'y a pas de foi ferme et incontestable en ce sens dans les larges

masses du parti, sans parler de la masse ouvrière.

Il n'existe aucune base littéraire sérieuse qui pourrait nourrir une telle foi. Il y a beaucoup de livres mais c'est un vieux bric-à-brac ou des traductions de notre littérature d'avant la NEP, qui pour une bonne moitié d'entre elle a été réfutée par le développement de notre révolution. Ni la masse du parti, ni la masse ouvrière, ni même les dirigeants du sommet n'ont pas devant eux un schéma clair de la fondation de leur futur Etat. Ils n'ont ni formulations claires ni assurance. Chez nous, ces questions ont été élaborées, quoique sous beaucoup d'aspects de façon incorrecte. Dans le pire des cas, même des schémas incorrects peuvent donner de l'assurance. Il n'y a pas de base littéraire fondamentale là, et c'est le plus grand défaut. Les esprits allemands ont besoin de l'élaboration la plus fondamentale et c'est cela qu'il faut poser comme la première tâche à remplir. Il faut imprégner l'esprit

(1) Alexei Chtrodakh (1894 - ?) ancien marin, membre de l'Armée rouge dès 1918, achève en 1922 l'Académie de l'état-major. En 1923-1924, conseiller militaire soviétique près le CC du KPD, peut-être parce qu'entre autres il parlait l'allemand ; de 1934 à 1936, enseignant à l'Ecole léniniste internationale. Sort ultérieur inconnu.

RAPPORT DU CONSEILLER MILITAIRE SOVIÉTIQUE PRÈS LE CC DU KPD, ALEXEI
CHTRODAKH, AU COMITÉ EXÉCUTIF DU COMINTERN

des militants et des ouvriers d'une foi inébranlable dans leur cause et une claire conscience des voies à suivre, ce qui manque aujourd'hui. Sans cela, la victoire est impossible.

Dans la situation actuelle, il ne faut pas attendre une révolution en Allemagne. L'état d'esprit des masses n'y était pas favorable, même en octobre-novembre, malgré le fait que la situation était alors favorable à l'émergence d'un esprit combatif. (Bien sûr, des explosions de mécontentement isolées se manifesteront étant donné le chômage colossal, mais il y a loin de cela à la révolution. Il faut organiser les chômeurs séparément, car, en tant qu'élément combatif ils sont les mieux préparés à toutes sortes d'actions.)

La révolution allemande ne peut se produire sans l'aide de notre Armée rouge. Les organisations blanches sont trop fortes et l'état d'esprit de la masse est insuffisamment combatif. Les organisations blanches mènent sans tapage inutile un renforcement énergique de leurs rangs et, chez nous, on fait plus de bruit que de résultat. Le rapport des forces ne peut être assez bon pour qu'ils gagnent sans nous. Nous devons avoir une frontière commune avec l'Allemagne afin de pouvoir,

au moment critique, détourner les forces des Blancs vers nous et les fixer. Pour cela la Pologne doit devenir soviétique. Les premiers pas suivants de la révolution mondiale doivent commencer en Pologne, et l'Allemagne ne viendra qu'après. Toutes les forces doivent être d'abord concentrées sur la Pologne. Il faut au préalable faire de la Pologne une république soviétique. Il y a en Allemagne beaucoup de matériel révolutionnaire. Il y a eu dans le passé beaucoup de prétextes pour la révolution et il y en aura aussi pas mal dans l'avenir, mais l'expérience des années passées montre que sans notre aide directe (et une frontière commune) une révolution victorieuse ne peut se produire.

Nos forces militaires sont aujourd'hui développées en Allemagne et ont une riche expérience. Il est en général souhaitable de généraliser l'expérience du travail militaire dans les différents pays. Pour commencer, on peut se limiter à du matériel écrit et ensuite organiser une petite conférence des militants investis dans les différents pays (ou même organiser une section militaire du Comintern).

Le 11 février 1924 ■

Rapport du dirigeant de l'appareil illégal du CC du KPD au comité exécutif du Comintern

15 novembre 1923

La préparation du parti à l'insurrection armée s'est sensiblement ralentie ces derniers temps. A la suite du faible travail de l'appareil illégal, les cadres dirigeants ont été arrêtés dans de nombreux districts. L'appareil illégal du comité central est presque totalement inactif. Les responsables de la direction militaire de Berlin ont été arrêtés, l'activité à Berlin-Brandebourg et à Leipzig est paralysée. Des camarades sont partis à Leipzig pour y remettre sur pied l'organisation locale qui s'était effondrée. Ils ont été arrêtés au cours de cette tentative. L'organisation de Leipzig a été démantelée en grande partie par la faute de l'appareil central. Le CC y a envoyé un courrier pour y apporter les directives, des plans, de l'argent. Ce courrier n'a pas trouvé l'agent de liaison auquel il devait les transmettre. Il les a donc confiés au propriétaire de la maison. Ce dernier, sachant que ce camarade était un militant du KPD, a transmis le paquet à la police, qui a ensuite arrêté les cadres dirigeants du parti.

Avant-hier, tout l'appareil des courriers du CC du parti a été arrêté. Ces courriers s'étaient réunis dans un café pour y recevoir les documents, les directives, les circulaires, l'argent et autre matériel pour les districts. Pendant cette distribution tous les camarades et leurs dirigeants ont été arrêtés.

A Munich, il y a deux semaines, toute la direction de l'organisation a été arrêtée. Les dirigeants de quelques arrondissements de la ville s'étaient réunis. Plusieurs participants à la réunion avaient avec eux les plans de sabotages, des cartes, de l'argent et même des capsules explosives. Ils s'étaient réunis dans un café que nous avons utilisé pendant plusieurs années pour les réunions du parti. A la suite de l'arrestation de ces camarades, l'activité en Bavière est entièrement paralysée. La nouvelle direction est installée en dehors de la Bavière.

L'organisation de Munich a été pendant un long moment à ce point truffée d'espions que la police était informée de presque toutes les mesures prises par le parti. Même l'agent de liaison à Munich était un espion envoyé dans le parti par l'union Oberland (1). On avait confié cette fonction à cet individu sans avoir auparavant vérifié d'où il venait par satisfaction d'avoir quelqu'un pour remplir la fonction.

Dans le Wurtemberg, en Silésie, dans le Mecklembourg, en Thuringe, en Saxe et

(1) Oberland : organisation politico-militaire composée surtout d'officiers volontaires et active en Bavière. Elle s'était distinguée, entre autres, par son activité antipolonaise lors des conflits sur le sort de la Haute-Silésie évoqués dans l'article de Darius Zalega dans les *CMO*, n° 80 (NDLR).

RAPPORT DU DIRIGEANT DE L'APPAREIL ILLÉGAL DU CC DU KPD
AU COMITÉ EXÉCUTIF DU KOMINTERN

à Hambourg nombre des meilleurs militants ou sont arrêtés ou se sont enfuis, et dans ces secteurs, l'activité est presque entièrement arrêtée. Même à Berlin on ne peut que rarement trouver nos journaux ou nos tracts. Seul le service chargé de se procurer des armes travaille très bien à Berlin. Le camarade dirigeant A., qui a longtemps travaillé avec Karl (2), est très capable. L'appareil de ce camarade est le seul qui travaille efficacement, mais autour de cette activité il y a beaucoup de remue-ménage. Ce camarade doit donc surmonter beaucoup de difficultés et son activité est menacée. Dans les autres dis-

tricts l'acquisition d'armes est très mal organisée.

(Document sans signature.)

RGASPI, fonds 495, inventaire 19, dossier 67, feuillets 81-83. Publié dans *Komintern et idieia mirovoï Revolioutsii* (*Le Komintern et l'idée de la révolution mondiale*) pages 435-437. ■

(2) Karl Radek, l'un des envoyés du Komintern pour conseiller le KPD (NDR).

Témoignage d'Alfred Rosmer, militant syndicaliste révolutionnaire ; opposé à l'Union sacrée en 1914, il rejoint, dès 1917, le mouvement communiste et est élu à la direction de l'Internationale

La première séance [du Comité exécutif de l'Internationale communiste (1) eut lieu le 12 juin 1923. Après le rapport général habituel, Clara Zetkin ouvrit, par un long exposé, le débat sur « la lutte contre le fascisme ». Dans l'après-midi du 21, Sméral puis Gyptner étaient intervenus dans la discussion, quand Radek surgit à la tribune. Son aspect était inhabituel et le discours qu'il allait prononcer ne le fut pas moins. Il débutait ainsi :

« *Durant tout le discours de la camarade Clara Zetkin, j'étais obsédé par le nom de Schlageter et par son sort tragique. Le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être tu ni être seulement honoré d'un mot dit en passant. Il a beaucoup à nous apprendre, à nous et au peuple allemand. Nous ne sommes pas des romantiques sentimentaux qui oublient la haine devant un cadavre, ou des diplomates qui disent : devant une tombe il faut louer ou se taire. Schlageter, le vaillant soldat de la contre-révolution, mérite de nous, soldats de la révolution, un hommage sincère. Son camarade d'idées, Freks, a publié en 1920 un roman dans lequel il décrit la vie d'un officier tombé dans la lutte contre les spartakistes intitulé Le Pèlerin du néant. Si ceux de fascistes allemands qui veulent loyale-*

ment servir leur peuple ne comprennent pas le sens de la destinée de Schlageter, celui-ci est bien mort en vain et ils peuvent écrire sur sa tombe "Le Pèlerin du Néant".

Les délégués étaient interloqués. Que signifiait cet étrange préambule ? Ce qui suivit ne l'expliquait pas ; au contraire, venait renforcer l'impression première. Poursuivant son discours, Radek évoqua une Allemagne abattue, écrasée par le vainqueur. « *Seuls des fous, dit-il, pouvaient s'imaginer que l'Entente traiterait l'Allemagne autrement que l'Allemagne a traité la Russie. Schlageter est mort. Sur sa tombe, ses compagnons d'armes ont juré de continuer : contre qui ? avec qui ?* »

Maintenant, Radek rappelait Iéna : Gneisenau et Scharnhorst (2). D'où venait cette médiocre littérature à propos d'un « héros » nationaliste ? Il n'était pas la première victime de l'occupation. Des ouvriers avaient été, avant Schlageter, em-

(1) Extrait de *Moscou sous Lénine, les origines du communisme* d'Alfred Rosmer, Les Bons Caractères, 2009 (pp. 263-264).

(2) August von Gneisenau (1760-1831) et Gerhard von Scharnhorst (1755-1813) étaient des généraux prussiens qui avaient combattu Napoléon notamment lors de la bataille de Iéna (note des CMO)

TÉMOIGNAGE D'ALFRED ROSMER

prisonnés et exécutés. D'autres avaient été assaillis et brutalisés par les amis de Schlageter. En écoutant Radek, on avait l'impression qu'il lisait un article qu'il venait d'improviser en hâte, et qui était une affaire strictement personnelle. Seule la conclusion était plausible : « *Nous croyons que la grande majorité des masses secouées actuellement par des sentiments nationalistes appartient, non pas au camp des capitalistes, mais au camp du travail.* » ■

Témoignage de Victor Serge

En 1923, Victor Serge est à Berlin où il travaille à la rédaction de l'*Inprekor* (Correspondance internationale, agence de presse de l'exécutif de l'Internationale communiste). Dans ses *Mémoires*, il livre un témoignage sur la crise économique et sociale que connaît l'Allemagne (1).

« Le gouvernement Cuno déclarait l'Allemagne hors d'état de payer davantage les réparations. La Schwerindustrie (2) qui était derrière lui suspendait ainsi sur l'Europe la menace d'une banqueroute du Reich et même d'une révolution. Poincaré (3) faisait occuper la Ruhr par les troupes françaises qui fusillait un agitateur nationaliste, Schlageter [...]. Les événements que je suivais heure par heure, se précipitaient à une vitesse vertigineuse. Inflation catastrophique, spéculation sur les valutas (4), le change du dollar varia jusqu'à deux fois par jour et les détenteurs des précieux papiers verts émis par les banques fédérales nord-américaines, dans l'intervalle des coups de téléphone annonçant la hausse nouvelle, raflaient les marchandises dans les magasins... On ne voyait dans les artères centrales des grandes villes que gens courant avec des paquets. Le peuple allemand, lui, s'ameutait aux portes des boulangeries et des épiceries ; aucun rationnement n'intervenait. Des attroupements

stagnaient dans les rues. Combien fallait-il de trillions pour timbrer une lettre ? Je voyais à la caisse d'un magasin Wertheim une petite vieille portant un col de passementerie noire sortir de son réticule des billets verts de cent marks de l'an dernier : du temps de Walter Rathenau (5)... "Mais ils ne valent plus rien, *gnädige Frau* (honorabile Dame...) – Que dites-vous ? Je ne comprends pas..." Les gens s'esclaffent. Walter Rathenau gisait dans sa tombe, le corps tout déchiqueté : il avait rêvé, ce grand Juif, d'un néo-capitalisme allemand intelligemment organisé ; et il s'en était entretenu avec Radek.

Non loin de l'Alexanderplatz et du Polizeipraesidium, on pille en bon ordre un petit magasin. Que personne n'emporte plus de trois boîtes de conserve, hein ! Discipline prolétarienne. Ailleurs, je vois piller un commerce de chaussures. Deux

(1) Extraits de *Mémoires d'un révolutionnaire* (1901-1941) de Victor Serge, Points Seuil, 1978 (pp. 177 à 179).

(2) Organisation patronale de l'Industrie lourde (note CMO).

(3) Raymond Poincaré (1854-1934), président de la République de 1913 à 1920, est en 1923 président du Conseil.

(4) Les dates de valeur.

(5) Walter Rathenau (1867-1922), industriel et homme politique allemand d'origine juive. Ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar. Signataire avec l'URSS du traité de Rapallo. Assassiné par l'extrême droite en 1922 (note CMO).

TÉMOIGNAGE DE VICTOR SERGE

volontaires veillent à l'entrée, les gens essaient à la hâte, semelle contre semelle, leur pointure, et quelques-uns, qui n'ont pas trouvé chaussure à leur pied, s'en vont les mains vides, consciencieux... Le soir, dans ces mêmes rues de l'Alexanderplatz, j'entends éclater des coups de sifflet ; au signal, des ombres surgissent de partout, se rassemblent devant une boutique juive : des cris, des pleurs, le tintement des vitres cassées s'élèvent un moment ; à l'approche de la patrouille des Schupos (6) qui vient au pas de course, le bruit s'éteint, les ombres fuient. Le lendemain matin la rue offre un spectacle d'émeute éteinte [...]. Les *Schiebers* (mercantis) portent pelisse et roulent dans d'impériales voitures. Ils savent le prix juste des actions, des marchandises, des bateaux, des créatures et des machines, des ministres et des fonctionnaires de police en uniforme vert moisissure. Le peuple ne sait plus le prix de rien. Je paie trois gros pains bis par semaine au vieil ingénieur qui me loue un appartement. "Et si je ne peux trouver de pain avec ce papier, me demande-t-il, que faire ?" C'est un ancien courtisan du roi de Saxe, il a soixante-quinze ans. Je ne puis pas lui conseiller de jeûner ou d'aller enfoncer les vitrines...

[...] Chaque jour a son breelan de grèves, chaque nuit des coups de revolver claquent dans le silence louche. La voix de l'agitateur commente ça au milieu des visages de la rue. Social-démocrate modéré, modérément exaspéré, communiste ardent, patriote affilié aux ligues secrètes, sont presque d'accord : Versailles est un nœud coulant pour la nation allemande, malheur à la France, malheur à la Pologne, malheur au capitalisme ! Les communistes ont la partie belle : l'Allemagne industrielle et la Russie agricole peuvent en s'unissant faire le salut du monde. Radek fait prévaloir sa "tactique Schlageter" de rapprochement avec les nationalistes. C'est jouer avec le feu – jouons avec le feu ! Par où commencer ? Nos agitateurs le disent d'un mot qui claque sur les lèvres : *Loschlagen* ! Frapper ! La décision est prise. Nous frappons [...]. ■

(6) Appellation familière par laquelle on désigne les policiers de la Schutzpolizei (littéralement : police de protection) en Allemagne (équivalent des gardiens de la paix en France) (note CMO).

Dossier sur la révolution française

Présentation

La Révolution française a déjà fait l'objet de nombreux articles dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, et ce dès le début de leur parution : plus d'une cinquantaine, et deux numéros spéciaux conséquents (n° 49 et n° 50). Vous trouverez ces articles répertoriés sur notre site : www.cahiersdumouvementouvrier.org .

Nous avons consacré une rubrique spéciale à la Révolution française dans notre répertoire thématique, et vous pourrez télécharger gratuitement la plus grande partie de ces articles (y compris ceux des numéros spéciaux), puisque nous mettons à la disposition sur Internet le contenu de tous les *Cahiers* (sauf ceux des cinq dernières années).

Le présent dossier est destiné à rendre compte des dernières avancées historiographiques.

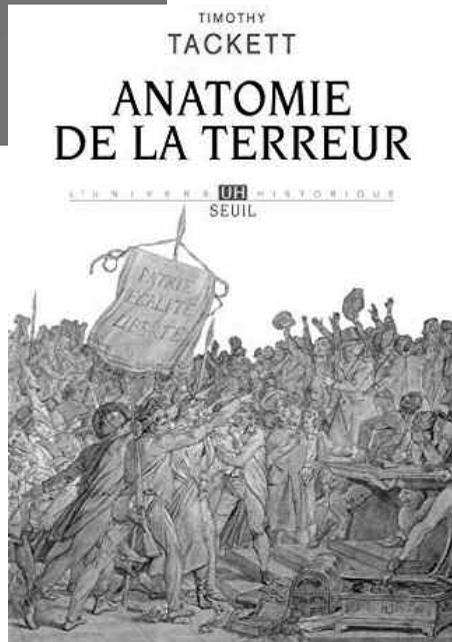
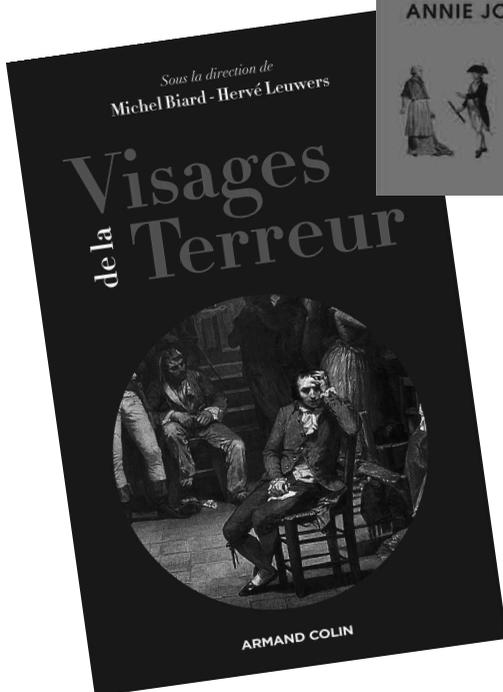
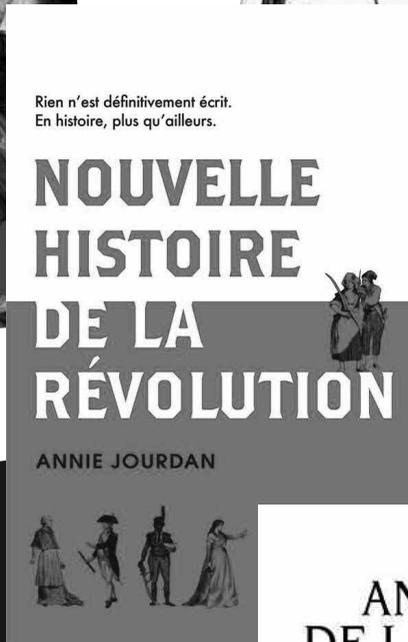
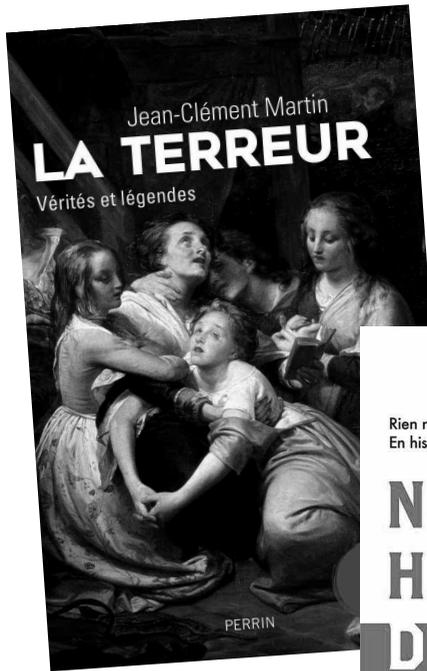


Danton (D.R.)



Robespierre. (D.R.)

DOSSIER SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



Terreur, la fin d'un mythe ?

Par Rémy Janneau

« *Il faut résister à penser que la Terreur a bien eu une réalité politique, qu'elle fut un régime, un moment précis ou une doctrine, quand elle ne fut que cette invention audacieuse et scandaleuse de Tallien, qu'il faut continuer à détricoter.* »

Jean-Clément Martin

« *La Terreur est à l'ordre du jour.* » Plus de deux siècles après les faits, la cause paraissait définitivement entendue. Cette phrase prononcée le 30 août 1793, réitérée lors des journées révolutionnaires de septembre, reprise par certains conventionnels puis validée par les historiens de toutes nuances (1) et la plupart des manuels scolaires, semblait attester depuis deux siècles de la mise en place délibérée, par la volonté de Robespierre, de Saint-Just et, plus généralement, des Jacobins, d'un « système de Terreur » auquel le 9 thermidor aurait mis un terme. Un certain nombre de travaux récents montrent qu'il n'en est rien.

Jean-Clément Martin

- *La Terreur, vérités et légendes* – Perrin – 2017 – 238 pages.

- *Les Echos de la Terreur ; Vérités d'un mensonge d'État (1794-2001)* – Belin – 2018 – 316 pages.

Annie Jourdan – *Nouvelle Histoire de la Révolution* – Flammarion – 2018 – 658 pages.

Michel Biard et Hervé Leuwers (dir) – *Visages de la Terreur* – Armand Colin – 2014 – 269 pages.

Timothy Tackett – *Anatomie de la Terreur* – Seuil – 2018 – 480 pages.

Comment la « Terreur » fut inventée

Jean-Clément Martin n'y va pas par quatre chemins : la Terreur (2) est un mythe. Pure « invention » des thermidoriens visant à « duper les contemporains », elle fut « sanctifiée par deux siècles d'habitude » et d'historiographie

(1) Les historiens de l'école « classique » (Albert Mathiez, Albert Soboul) et ceux du courant « révisionniste » incarné par François Furet sont sur ce point d'accord. Les premiers la justifient par les « circonstances », les seconds « y lisent une tentation totalitaire due à une idéologie » (A. Jourdan – *La journée du 5 septembre 1793* – in Biard et Leuwers – *Visages de la Terreur* – page 46). Seul Alphonse Aulard (1849-1928) contestait que la Terreur « ait été un système préconçu » (*Ibid.* – page 45).

(2) Certains auteurs conservent la majuscule lorsque le mot désigne la période marquée par le régime d'exception de l'An II ou le régime lui-même, d'autres pas. Pour notre part, nous la conservons par pur souci de distinguer le régime ainsi désigné du sens commun du terme. Pour ce qui est des citations, nous respectons le choix des auteurs. Compte tenu du contenu de cet article, il nous semble superflu de mettre systématiquement le mot entre guillemets.

complaisante (3). L'auteur ne nie pas la répression ni les formes de coercition qui s'exercèrent de septembre 1793 à l'été 1794 : « *Il y eut un État d'exception, des violences d'État et des exactions commises par des individus se couvrant de son autorité* » (4). Il s'efforce simplement, comme l'annonce le titre, de « *trier entre vérités et légendes* » (5).

A cette fin, il tord le cou à nombre d'idées reçues, en premier lieu à l'usage abusif du mot « *terreur* » conduisant à faire du « *rasoir national* » un symbole de l'ensemble de la Révolution. Jusqu'à l'été 1793, le mot n'est utilisé que pour mettre en garde contre « *des débordements susceptibles de semer la terreur* » (6) ou pour discréditer des adversaires. Le 29 mars, Gorsas (7) accuse ainsi Marat « *d'entretenir son système de terreur* ». Le 8 juillet, Saint-Just retourne l'accusation contre les Girondins. Chacun s'en défend. Lorsque Robespierre dénonce, dans son fameux discours du 8 thermidor an II, un « *odieux système de terreur et de calomnies* » (8), il vise ceux qui s'efforcent d'effrayer la Convention en répandant sournoisement la rumeur d'une nouvelle épuration. Tallien (9) retiendra la formule...

C'est sous la pression des masses et des événements qu'après l'assassinat de Marat, le 13 juillet 1793, dans un contexte marqué par les revers militaires et les rébellions monarchiste et fédéraliste, la notion change de caractère. Les sans-culottes « *réclament de pouvoir répondre par la violence et appellent à la Terreur* » (10). Jacques Roux, porte-parole des « *Enragés* », invite la Convention à « *jeter la terreur dans l'âme des traîtres* ». Claude Royer, curé de Chalon-sur-Saône (11), prononce aux Jacobins la phrase qui fera florès : « *Il faut mettre la terreur à l'ordre du jour.* » La formule sera reprise par Barère, par Billaud-Varenne (12), par divers représentants en mission (13), reproduite dans la presse...

Faut-il pour autant la prendre au pied de la lettre ? Bon nombre de conventionnels, remarque Annie Jourdan, sont

« *d'habiles ténors du barreau et l'historien ne doit pas se laisser bernier par leur rhétorique – ainsi que l'ont été, en ce jour, les Parisiens et les pétitionnaires* » (14). Car la question est bien là : les mots ne témoignent en rien des intentions réelles des conventionnels ; ce sont des concessions verbales à des masses excédées. Jean-Clément Martin montre de manière convaincante qu'à l'instar de Robespierre les députés font « *de la Terreur une rhétorique pour ne pas avoir à en faire une politique* » (15).

A ce stade, en effet, la légitimité de la Convention est loin d'être assurée (16).

(3) *La Terreur, vérités et légendes* – page 11.

(4) *Ibid.* – pages 10-11.

(5) *Ibid.* – page 10.

(6) Décret du 6 octobre 1789 – *La Terreur, vérités et légendes* – page 15.

(7) Antoine-Joseph Gorsas (1752-1793) – Journaliste proche des Girondins.

(8) *Ibid.* – pages 16-17.

(9) Jean-Lambert Tallien (1767-1820) – Conventionnel. Représentant en mission, il se livre à Bordeaux à une répression impitoyable. En Thermidor, il est l'un des principaux artisans de la chute de Robespierre.

(10) *Ibid.* – page 25.

(11) 8 000 délégués des assemblées primaires venus de tous les départements se trouvaient à Paris depuis la Fête de l'Union, célébrée le 10 août, en l'honneur de l'acceptation de la Constitution. Royer représentait le département de Saône-et-Loire. C'est lui que les Jacobins chargèrent de rédiger l'adresse présentée à la Convention le 3 septembre.

(12) Barère : discours de conclusion de la journée du 5 septembre remerciant les « *braves sans-culottes* » d'avoir demandé la « *mise de la terreur à l'ordre du jour* » (Martin – page 22). Billaud-Varenne : discours du 18 novembre 1793 (Martin – page 166). Les versions du discours de Barère varient selon les journaux de l'époque. Il ressort néanmoins que, pour Barère, c'est l'armée révolutionnaire qui, par son action énergique, va mettre la terreur à l'ordre du jour. A aucun moment, la Convention n'a proclamé « *la terreur à l'ordre du jour* ». Voir, sur ce point, Annie Jourdan, *La journée du 5 septembre 1793 in* Biard et Leuwers – *Visages de la Terreur* – pages 57-58.

(13) Tallien et Fréron, notamment, la font placarder en grosses lettres à Marseille.

(14) *La journée du 5 septembre 1793 in* Biard et Leuwers – *Visages de la Terreur* – page 46.

(15) *Ibid.* – page 23.

(16) Au lendemain de la Fête de l'Union, des pétitions émanant des assemblées primaires demandent un retour immédiat aux urnes et l'élection d'une nouvelle assemblée.

Lorsque le 5 septembre 1793 les sans-culottes défilent au sein même de l'Assemblée, exigeant la mise en place d'une armée révolutionnaire suivie d'une guillotine pour faire la guerre aux affameurs, d'un maximum des prix et de mesures de terreur, elle fait face à un mouvement qu'elle ne contrôle pas et dont elle redoute une réédition tout à la fois du coup de force du 2 juin (17) et des massacres de septembre 1792. C'est cette pression populaire qui conduit certains députés à faire des concessions verbales dont la phrase que l'Histoire retiendra : « *La terreur est à l'ordre du jour.* »

La formule n'en encourage pas moins, dans les départements, une terreur exercée, hors de tout cadre légal, de manière plus ou moins brutale et extensive suivant le tempérament des représentants en mission ou le zèle des comités de surveillance locaux, une terreur anarchique qui appelle une reprise en main et une recentralisation des pouvoirs. La Convention doit, pour reprendre la formule de Max Weber, se réappropriier le « *monopole de la violence légitime* ». La terreur ne figurera, pour autant, dans aucun texte de loi avant... le 5 août 1794 (18 thermidor an II) (18), c'est-à-dire après la chute de Robespierre. Elle ne constituera jamais un « *système* », pure « *invention* » de Tallien dans un discours prononcé le 28 août 1794 (18 fructidor an II). Loin d'être le fruit « *d'une utopie idéale ou abstraite* » (19), elle tient en une série de réponses pragmatiques aux exigences de la situation et surtout à la pression populaire.

L'adoption de la « *loi des suspects* », le 17 septembre, puis la proclamation du « *gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix* », le 10 octobre, ne visent pas initialement, comme on l'a trop souvent affirmé, à renforcer la terreur mais à mettre un terme à ses applications incontrôlées et à la recentrer sur les véritables ennemis de la Révolution. Dans son rapport du 16 octobre, Saint-Just dénonce ainsi ceux qui ont « *mis l'épouvante à l'ordre du jour* » et rappelle qu'elle ne doit viser que les « *ennemis du peuple* », non être « *répandue sur le peuple lui-même* ». Le 26 no-

vembre, Danton demande « *contre les ennemis de la liberté* », les « *châtiments les plus effrayants* » mais « *contre eux seuls* » et il précise : « *Contre les aristocrates, contre les égoïstes, contre les conspirateurs, contre les traîtres amis de l'étranger* » (20).

Contrairement à ce que l'on a pu déduire hâtivement de la formule consacrée, la Terreur est née dans la confusion et la Convention s'y est « *embourbée par défaut* » (21). Les « *circonstances* » traditionnellement invoquées par les historiens de l'école « *classique* » vont conduire, en effet, à une extension de la Terreur bien au-delà du champ que lui assignaient initialement les Montagnards. Au moment même où ils s'efforcent de limiter et de réguler la Terreur, ceux-ci entament, contre le mouvement populaire, une lutte sourde qui commence par la liquidation des « *Enragés* » (22). Lorsqu'en mars 1794 (germinal an II), les sans-culottes, dont Hébert se fait le porte-voix, envisageront un nouveau soulèvement, leurs leaders seront arrêtés et guillotins. Pour ne pas laisser le balancier repartir à droite, Robespierre liquidera deux semaines plus tard Danton, Desmoulin et les « *Indulgents* ». Paradoxalement, note

(17) Le 2 juin, la Convention, encerclée par les militants des sections et par la Garde nationale, avait été contrainte de voter l'exclusion et l'arrestation de 29 Girondins (aux 27 députés se sont ajoutés Lebrun, ministre des Affaires étrangères, et Clavière, ministre des Contributions).

(18) Décret renvoyant au Comité de salut public la dénonciation de différents arrêtés de Joseph Lebon (*Ibid.*, pages 13-14). Le 11, le même Tallien avait prononcé, sur le « *système de la Terreur* », un premier discours qui pourrait, selon Bronislaw Baczo, être de la main de Jean-Claude Méhée, auteur, sous le pseudonyme de Felhémési, du pamphlet *La Queue de Robespierre* qui dénonçait comme anneaux de cette « *queue* », Barère, Collot d'Herbois et Billaud-Varenne (Bronislaw Baczo – *Comment sortir de la Terreur. Thermidor et la Révolution* – Gallimard Essais – 1989 – page 83).

(19) *Les Echos de la Terreur. Vérité d'un mensonge d'Etat. 1794-2001* – page 111.

(20) *La Terreur. Vérités et légendes* – page 34.

(21) *Ibid.* – page 53.

(22) Jacques Roux est arrêté dès le 5 septembre. Il se suicidera dans sa cellule le 10 février suivant.

Jean-Clément Martin, la « *Terreur* » devient alors « *une menace qui plane sur tout le monde* » (23).

Or la concentration des pouvoirs a pour rançon de créer « *les conditions pour qu'un homme, Robespierre, et ses proches, puissent finalement en être tenus pour seuls responsables* ». Elle va accréditer pour la postérité l'idée d'une « *dictature de Robespierre* ». Au cours des quatre mois où, suivant la formule de Saint-Just, « *la Révolution est glacée* », c'est sur lui que vont se concentrer les craintes et les rancœurs. C'est devant lui que doivent, en effet, s'expliquer les représentants en mission accusés, tels Barras et Fouché, de s'être livrés à des excès. En l'absence de Saint-Just alors en mission, il dirige le Bureau de police qui empiète sur les attributions du Comité de sûreté générale et surtout, c'est lui qui impose un culte de l'Être suprême qui inquiète les athées et en indispose beaucoup d'autres. Enfin, la réforme du Tribunal révolutionnaire votée le 22 prairial fera de lui, dans la mémoire collective, le père de la « *Grande Terreur* » (24). Ne subsistent que deux sentences possibles, l'acquiescement ou la mort, prononcées sans appel et sans audition de témoins. Robespierre, note Jean-Clément Martin, n'a certes fait que reprendre des idées largement acceptées par le Comité de salut public et « *les procédures sont encadrées par des commissions qui doivent trier les suspects sous la surveillance des Comités de salut public et de sûreté générale* » (25), mais cette concentration accrue des pouvoirs, précisément, effraie les députés, d'autant que la nouvelle loi introduit une disposition redoutable : la possibilité de les traduire devant le Tribunal révolutionnaire *sans l'aval de la Convention*. Des intrigues vont désormais se nouer autour de Fouché, mis en cause pour son rôle dans la répression de Lyon, et Vadier, membre du Comité de sûreté générale, pour discréditer Robespierre, « *roi de la Révolution* » (26), protecteur de Catherine Théot, vieille illuminée se proclamant « *mère de Dieu* » qu'il sauvera du Tribunal révolutionnaire et, surtout, présenté comme seul responsable des char-

rettes qui se succèdent quotidiennement jusqu'à la place du Trône-Renversé (27).

Le discours de Tallien, le 18 fructidor, reste le discours fondateur du mythe de la « *Terreur* » : pour la première fois, le mot coïncide, encore que de manière imprécise, avec un épisode de la Révolution et avec ce qui est censé avoir été un système politique. L'objectif des Thermidoriens reste limité : écarter le danger que la loi de Prairial laissait planer sur l'Assemblée et faire oublier leur propre implication dans les mesures coercitives de l'An II en désignant Robespierre comme seul responsable.

Les suites d'un « *dérapiage incontrôlable* »

Or, écrit Jean-Clément Martin, « *la sortie de la Terreur est ratée* » (28). Les légendes forgées contre Robespierre, qui aurait ouvert une tannerie de peaux humaines à Meudon, inventé une guillotine à sept fenêtres et un « *sanguiduc* » pour évacuer plus efficacement le sang des victimes, les pamphlets, les mélodrames mettant en scène ce « *monstre* » assoiffé de sang, les caricatures plus horribles les unes que les autres (29), mettent cette fois « *l'horreur à l'ordre du jour* » (30). L'opinion se retourne, les muscadins royalistes tiennent la rue, la « *Terreur blanche* » sévit dans le midi, le balancier politique est renvoyé très loin à droite en-

(23) *Ibid* – page 45.

(24) L'expression fut forgée par Georges Lefebvre, professeur à la Sorbonne de 1936 à 1944. Cette terminologie, aujourd'hui contestée par les historiens, fut reprise, par souci de simplification pédagogique, par les manuels d'histoire.

(25) *Ibid*. – page 49.

(26) A la veille de Thermidor, fut répandue la rumeur selon laquelle Robespierre se préparait à épouser la fille de Louis XVI et à se proclamer roi !

(27) Actuelle place de la Nation. La guillotine y fut transférée le 14 juin 1794 après le vote de la loi du 22 prairial (10 juin).

(28) *Ibid*. – page 53.

(29) La plus célèbre montre Robespierre exécutant le bourreau, au milieu d'une forêt de guillottes, après avoir exterminé tous les Français.

(30) *Ibid*. – page 56.

traînant les Thermidoriens eux-mêmes bien au-delà de ce qu'ils avaient escompté (31). Au-delà de la légende noire de Maximilien parvenue jusqu'à nous, ce « *dérapiage incontrôlable* » (32) a également pour effet, par un usage extensif du mot « *terreur* », l'identification de l'ensemble de la Révolution à la guillotine et aux noyades de Nantes.

L'instrumentalisation politique de l'histoire par Bonaparte et bien sûr par les royalistes, les clichés véhiculés par la littérature et le cinéma, ont fait de la « *Terreur* » un mythe que les biographes et les historiens les plus sérieux, d'Albert Laponneraye (33) à Albert Soboul, en passant par Albert Mathiez (34), sont à peine parvenus à écorner et auquel la mémoire collective a fini par identifier l'ensemble de la Révolution.

Comment expliquer la pérennité d'une telle imposture ? Pourquoi « *la parole de Robespierre, qui avait rejeté expressément la terreur comme système, [n'a-t-elle] jamais été prise en considération par les contemporains, pas plus que par les générations successives* » ? Pourquoi est-ce « *celle de Tallien, représentant en mission sans scrupule, girouette politique bien connue qui [a] été retenue comme vraie...* » ? Dans un ouvrage plus récent (35), Jean-Clément Martin se propose, pour tenter d'expliquer ce qui lui apparaît comme « *l'une des plus grandes mystifications de notre histoire nationale* » (36), d'explorer « *les méandres généalogiques du savoir et de l'action, de la théorie et de la praxis* » (37) qui ont fait de la Terreur « *un mythe originel* ». A cette fin, il « *détricote [...] cette invention audacieuse et scandaleuse* » (38) en interrogeant les « *échos* » dans la production littéraire et cinématographique, dans l'historiographie elle-même et surtout chez les philosophes.

Au lendemain de Thermidor, la « *nausée de la guillotine* » rencontre de manière inversée le goût littéraire du moment. Le morbide, l'horreur et le fantastique sont à la mode dans un climat culturel marqué par « *une sensibilité critique à l'égard de la raison* ». Les sanguinaires « *terro-*

ristes » trouvent volontiers leur place dans les romans noirs et « *gothiques* », dans les mélodrames, objets d'un véritable engouement. Robespierre y incarne sans surprise « *le règne des monstres* » (39). Confondue avec la Terreur, la Révolution sera durablement identifiée au sang et à la guillotine. Relayée en France par le romantisme, en Angleterre par tout un courant inspiré du *Conte de deux villes* de Dickens (40), puis par le cinéma (41), cette tradition s'est perpétuée jusqu'à nous.

L'historiographie elle-même ne fut pas en reste. Qu'ils soient contre-révolutionnaires, libéraux ou républicains, les historiens du XIX^e siècle sont des « *hommes engagés* » qui réinterprètent l'Histoire en fonction de ce qu'ils veulent démontrer pour le présent. « *Tous sont convaincus que la rupture révolutionnaire a infléchi le cours des choses et*

(31) Dès décembre 1794 s'ouvre le procès de Vadier, Barère, Billaud-Varenne et Collot d'Herbois, qui, bien qu'alliés de Tallien le 9 thermidor, sont désignés désormais comme les « *grands coupables* ». Tous quatre seront condamnés à la déportation. Vadier et Barère parviendront à se soustraire à leur peine. Collot mourra à Cayenne.

(32) *Ibid.* – page 57.

(33) Albert Laponneraye (1808-1849) : instituteur, militant républicain, journaliste et historien ; éditeur des œuvres de Robespierre.

(34) Albert Mathiez (1874-1832), Albert Soboul (1914-1982) : historiens de la Révolution française ; représentants de l'école « classique ».

(35) *Les Echos de la Terreur. Vérités d'un mensonge d'État*. Page 12.

(36) *Ibid.* – page 58.

(37) *Praxis* : concept hérité d'Aristote. Dans le langage des philosophes, il désigne la pratique, l'action, par opposition aux activités théoriques ou contemplatives.

(38) *Ibid.* – page 101.

(39) Formule du publiciste Jean-François de La Harpe (1739-1803).

(40) Charles Dickens – *Un Conte de deux villes* – Gallimard Folio – 1989. Première édition : 1858.

(41) Le ton fut donné dès le début du XX^e siècle, par *Les deux orphelines* de David Wark Griffith. « *Pendant le XX^e siècle, écrit Jean-Clément Martin, les trois quarts des films consacrés à la Révolution ont privilégié un point de vue "contre-révolutionnaire" en insistant sur les violences* » (page 236).

voient avec la "Terreur" l'occasion de défendre une ligne politique » (42). Qu'ils l'analysent, en effet, comme « l'aboutissement des excès de la raison » ou comme un mal nécessaire, qu'ils la récusent ou la justifient par les « circonstances », tous contribuent, à la suite de Tallien, à « faire coïncider, de façon totalement imprécise, le mot "terreur" avec un épisode, une époque et un système politique » (43). Ils ne scrutent pas la « Terreur » dans son historicité mais fixent l'attention sur des personnages (Robespierre, Saint-Just, Marat) et des épisodes-clés (massacres de septembre, Thermidor) dont ils consacrent les stéréotypes.

Au siècle suivant, l'histoire recueille leur héritage et « tous les courants s'accordent au moins sur une chose : l'importance absolue de la Terreur. C'est à son aune que toute la Révolution [est] comprise » (44). Jean-Clément Martin se livre à une comparaison très instructive entre les trois grands dictionnaires historiques parus aux alentours du Bicentenaire : le dictionnaire Tulard, « conservateur » voire « réactionnaire », le « Soboul » (45) dit « classique », « universitaire » ou « marxiste » et le dictionnaire « révisionniste » mais réputé « critique » de François Furet et Mona Ozouf. Le premier insiste sur « la violence inhérente à la Révolution », le deuxième sur « la nécessité de faire face aux ennemis », le troisième sur « la dérive inexorable d'une ambition prométhéenne » (46), mais « les trois ouvrages [...] insistent sur "la mise de la Terreur à l'ordre du jour" le 5 septembre 1793 et remontent toujours à 1792 quand ce n'est pas à 1789 pour en trouver l'origine ». Fruit de la « dynamique révolutionnaire » ou produit des « circonstances », la Terreur reste ainsi un « système » que le gouvernement révolutionnaire prolongera « jusqu'à la paix ».

Dans la brume philosophique

Jean-Clément Martin consacre également de longs passages à la contribution des philosophes à cette transformation de la Terreur en notion centrale de toute réflexion sur la Révolution et, plus généralement, sur l'Histoire. De Hegel et Fichte à Sartre et Merleau-Ponty, on glisse, en effet, de l'étude du contexte et du ressort des événements, à une philosophie de l'Histoire qui dissout volontiers les faits historiques dans les brumes de la spéculation. La violence révolutionnaire et la Terreur deviennent des concepts permettant de (re)penser l'Histoire universelle, des catégories transposables d'une révolution à l'autre. Merleau-Ponty écrit ainsi : « La terreur historique culmine dans la révolution [soviétique] et l'Histoire est terreur parce qu'il y a une contingence. Chacun trouve ses motifs dans les faits et les installe dans une perspective d'avenir » (47). Le commentaire sans appel de Jean-Clément Martin vaut pour toutes les philosophies de l'Histoire : « La vision métaphysique de l'Histoire [prend] le pas sur l'examen de l'histoire » (48).

Le ciel des idées n'est cependant pas assez haut pour échapper au contexte politique et aux influences idéologiques du moment. Toute réflexion sur la « Terreur » est surdéterminée par les « traumatismes » du siècle, par la « brutalisation » du monde (49). Lorsque Merleau-Ponty

(42) Page 196.

(43) Page 25.

(44) Page 254.

(45) Albert Soboul est décédé en 1982. La direction scientifique de l'édition 1989 fut confiée à Jean-René Suratteau et François Gendron.

(46) Page 255.

(47) Maurice Merleau-Ponty – *Humanisme et Terreur* – Cité par J. C. Martin – *Les Echos de la Terreur*. Page 205.

(48) *Ibid.*

(49) Jean-Clément Martin emprunte l'expression à Joseph Conrad (*Au cœur des ténèbres*). La « brutalisation » a été théorisée depuis par l'historien Georges Mosse (*De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes* – Hachette – Pluriel – 1990).

écrit *Humanisme et Terreur* (1946-47) et Sartre la *Critique de la raison dialectique* (1957-58), le champ d'application du concept de « Terreur » est transféré au régime stalinien dont ils livrent une critique au demeurant fort modérée.

Avec Hannah Arendt, et dans une perspective beaucoup plus hostile, « la terreur perd sa majuscule » (50), devenant, selon les cas, « moderne », « dictatoriale », « totalitaire » voire « totale ». De ces brumes philosophiques émerge ainsi une grille de lecture appelée à un grand avenir : « Dictatoriale » lorsqu'elle ne vise que les opposants, la terreur devient « totalitaire » lorsqu'elle s'applique à l'ensemble d'une société. Sur ce simple critère, la terreur « soviétique » se trouve « rassemblée avec le nazisme sous la notion de totalitarisme » (51). Nous ne pouvons que souscrire à ce jugement porté, encore qu'en termes fort galants, par Jean-Clément Martin : « L'imprécision historique des textes d'Arendt facilite les interprétations peu sourcilleuses sur la vérité et la complexité des faits utilisés dans les démonstrations » (52). La notion extensible de « terreur » recouvrant *in fine* toutes les pratiques jugées « totalitaires » d'aujourd'hui et d'hier, c'est pourtant cette grille de lecture qui, reprise par l'école dite « critique » de François Furet et Mona Ozouf, vaudra à la Révolution française d'être promue « matrice de tous les totalitarismes » (53).

« Toute révolution est une guerre civile »

François Furet (54) récrivait l'histoire de la Révolution à la lumière de Benjamin Constant, d'Alexis de Tocqueville et d'Auguste Cochin (55). L'historienne Annie Jourdan se plonge, elle, dans les archives. La « nouveauté » de sa récente *Histoire de la Révolution*, toutefois, ne réside pas uniquement en cela. Elle réordonne, en effet, la réflexion autour de deux problématiques longtemps boudées par les historiens : 1/ toute révolution est une guerre civile qui se nourrit *des* terreurs exercées par les différentes

factions ; 2/ la terreur d'État fut une réponse nécessaire à l'anarchie née de la décomposition de l'ancienne société.

La terreur, écrit-elle en substance, n'est qu'un régime d'exception lié à la guerre civile. Aucun pays en révolution, qu'il s'agisse des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Italie ou des États-Unis, n'y a échappé. Qui plus est, dans le cas de la Révolution française, « le mouvement populaire a contraint la Convention à instaurer un régime d'exception – ou un régime révolutionnaire – digne des temps de guerre » (56). A la suite de Jean-Clément Martin, elle interroge les processus de transmission de la mémoire collective et de la connaissance historique : *L'énigme*,

(50) Page 245.

(51) Martin – OC page 251.

(52) Page 252.

(53) François Furet – *Penser la Révolution française* – Gallimard Folio Histoire – 1978.

(54) Ancien membre du Parti communiste passé à la « deuxième gauche » puis devenu libéral, François Furet s'attache, à partir des années 1960, à prendre le contrepied de l'école « classique » qu'il tient pour « marxo-jacobine ». Dans *La Révolution française* (Hachette Marabout – 1965), il nie le caractère bourgeois de la Révolution. Se seraient, selon lui, télescopées plusieurs révolutions, celle « des Lumières », c'est-à-dire celle des élites bourgeoises et aristocratiques, celle des campagnes et celle du peuple des villes. Ce télescopage dû à l'impact de la crise et de la guerre serait à l'origine du « dérapage » totalitaire de 1793-1794. Dans *Penser la Révolution française*, publié treize ans plus tard, il abandonne l'idée d'un « dérapage ». Il tire de l'oubli le monarchiste Augustin Cochin dont il reprend l'idée que la Révolution aurait été fomentée par des « sociétés de pensée » porteuses d'une intolérance que l'on allait retrouver dans la terreur. 1793 serait déjà en germe dans 1789. *La Révolution. 1770-1880* (Hachette – 1988), éditée à la veille du Bicentenaire, noie, comme annoncé par le titre, la Révolution dans la « longue durée ». Après que les républicains se sont rejoué la Révolution tout au long du XIX^e siècle, la Révolution s'arrêterait enfin avec la mise en place des réformes démocratiques de la III^e République.

(55) Benjamin Constant (1767-1830) : penseur libéral. Alexis de Tocqueville (1805-1859) : également libéral, auteur de *l'Ancien Régime et la Révolution*. Augustin Cochin (1876-1916) : historien catholique traditionaliste et monarchiste, violemment hostile à la Révolution française.

(56) *Nouvelle histoire de la Révolution* – Page 213.

TERREUR, LA FIN D'UN MYTHE ? PAR RÉMY JANNEAU

c'est bien sûr pourquoi le mythe des origines consensuel » s'est ainsi imposé, comment « *l'historien qui aurait dû être un "trouble mémoire"* » a pu consentir à n'être qu'un « *illusionniste* » (57) et « *à répéter inlassablement le même récit, [in-criminant] une unique faction [...] comme si, dans l'escalade des années 1789-1794, les responsabilités n'étaient pas partagées !* » (58).

Dès 1788, en effet, la violence est partout. Face aux manifestations qui accompagnent la démission de Loménie de Brienne (59) puis celle du garde des sceaux Lamoignon, la troupe couche sur le pavé plusieurs centaines de manifestants. « *La Garde [...] n'hésite pas à tirer sur le peuple – n'en déplaît aux thuriféraires des Bourbons. Cet épisode est fondamental pour comprendre ce qui va suivre* » (60). Dans toute la France, la violence populaire répond à celle des puissants. Plusieurs grandes villes, notamment Grenoble, sont le théâtre de violents affrontements. Dans les campagnes, les châteaux sont brûlés et pillés. S'il est vrai que les rumeurs ont amplifié les menaces de répression, celles-ci étaient bien réelles. Les affrontements ne feront que se durcir et s'amplifier en raison notamment du « rachat » de droits féodaux que les paysans croyaient abolis. Dans le sud, se réveillent les vieilles haines entre catholiques et protestants. En Alsace, l'émancipation des juifs déchaîne l'antisémitisme. Dans le Comtat-Venaissin, les partisans du rattachement à la France s'opposent à ceux qui refusent de changer d'allégeance. Les émigrés tentent de soulever certaines régions comme le Dauphiné. Aux troubles métropolitains s'ajoutent les guerres civiles enchevêtrées des colonies, plus sanglantes encore... Ce pan de l'histoire révolutionnaire, trop souvent invisible aux historiens, se solde par des milliers de morts. La guerre et les soulèvements royalistes et fédéralistes ne feront qu'ajouter à ce chaos sanglant dont la Terreur est l'aboutissement.

Les mesures de salut public ne sont, en effet, que des réponses à la terreur exercée par les autres groupes ou fac-

tions. Celles qui constituent ce que nous appelons communément « *la Terreur* » ne sont d'ailleurs pas imputables aux seuls Montagnards. La loi du 19 mars 1793 qui punit de mort les rebelles pris les armes à la main ou ayant porté la cocarde blanche est votée à l'initiative du Girondin Lanjuinais. Elle est rédigée par le modéré Cambacérès qui crée la catégorie des « *hors-la-loi* » qui seront jugés dans les vingt-quatre heures, sans appel, par les commissions militaires. Brissot approuve des mesures de rigueur dans les départements. Barère propose la mort pour tout partisan de la loi agraire... C'est encore la Gironde qui, la première, « *donne le mauvais exemple* » en faisant traduire devant le Tribunal révolutionnaire un élu du peuple, en l'occurrence Marat. Les haines nourrissent les haines, la terreur répond à la terreur, le peuple demande des mesures de répression plus sévères. « *A chaque traumatisme, la déchirure s'élargit. La terreur est plus que jamais à l'ordre du jour, dans les deux camps – ou trois si l'on inclut les royalistes [...]. C'est le lot de toute guerre civile* » (61).

(57) *Ibid.* – page 11.

(58) *Ibid.* – page 15.

(59) Etienne-Charles de Loménie de Brienne (1727-1794) : « *Principal ministre* » en 1787-1788. Chrétien-François de Lamoignon de Basville (1735-1789) : garde des Sceaux dans le gouvernement de Loménie de Brienne.

Toute tentative de réforme, notamment fiscale, se heurtant à l'opposition des Parlements, tribunaux d'appel qui disposaient du pouvoir redoutable d'enregistrer les édits royaux, Loménie de Brienne et Lamoignon tentent de les priver de cette prérogative. Comme souvent en pareil cas, toutes les couches de la population se coalisent contre le gouvernement, se solidarisant avec les parlementaires, autoproclamés « *pères de la patrie* » mais surtout défenseurs acharnés des privilèges. Des manifestations tournant souvent à l'insurrection, éclatent dans les grandes villes. Loménie de Brienne retire ses réformes et démissionne en août 1788 après avoir annoncé la convocation des États-généraux. Lamoignon meurt peu après dans un accident de chasse.

(60) *Nouvelle histoire de la révolution* – page 29.

(61) *Ibid.* – page 196.

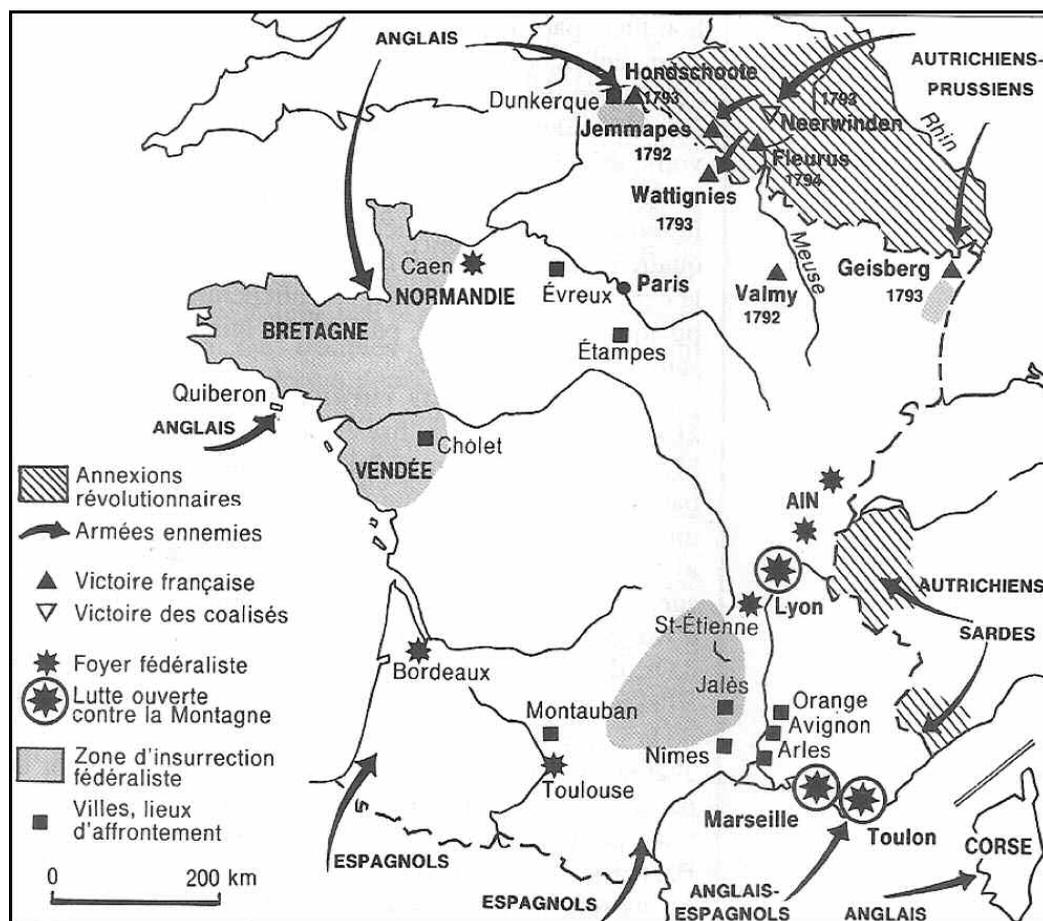
Déchirant le voile des « *romans nationaux* » forgés pour occulter un passé dérangeant, Annie Jourdan rappelle les violences et les répressions qui marquèrent les révolutions anglaise (1642-1651), hollandaise (1781-1787) et genevoise (1782-1798), sans oublier celle de Saint-Domingue, la plus meurtrière de toutes. Concernant enfin la guerre d'indépendance américaine (1776-1783), elle récite « *la légende dont Hannah Arendt se fit le porte-parole le plus efficace* » (62).

La « *Terreur* » n'est donc pas « *une aberration annonçant les totalitarismes du XX^e siècle* » ni « *une idéologie exclusive* » mais « *la conséquence de violents conflits internes, [...] un instrument de guerre, conçu progressivement en réponse aux défis du moment* » (63).

(62) Voir ci-après : *Hannah Arendt et la révolution : la légende contre l'histoire.*

(63) *Ibid.* – page 524.

LES MENACES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES



D'après Jean-Clément Martin
 - *La France en Révolution. 1789-1799*
 - Belin Sup - 1990

Visages de la Terreur

On retrouve un point de vue proche dans l'ouvrage collectif publié sous la direction de Michel Biard et Hervé Leuwers. Le chapitre consacré à la journée du 5 septembre 1793 est d'ailleurs de la plume d'Annie Jourdan (64). Nous ne reviendrons donc pas sur la question de savoir si la Terreur a bien existé comme « système », comme « moment » ou comme politique. Biard et Leuwers la tranchent dès les premières pages : « *La "mise à l'ordre du jour" n'a pas eu lieu* » (65). Outre la masse d'informations qu'il apporte, cet ouvrage, fruit du travail d'une quinzaine d'historiens, présente le double intérêt de rompre avec les « *évidences de la mémoire* » (66) et de proposer des explications là où, trop longtemps, les historiens ont cherché à condamner ou à justifier. Il ne saurait être question, dans les limites de cet article, de rendre compte de tous les thèmes abordés, thèmes qui vont de la Vendée au théâtre sous la Terreur en passant par la place des femmes et la « *défanatisation* » (67). Nous n'en retiendrons que les aspects directement liés au « *détricotage* » du mythe de la Terreur.

Haïm Burstin analyse la dialectique complexe entre une « *Terreur d'en haut* », « *stratégie de gouvernement axée sur une répression acharnée, dans le cadre d'une dictature de salut public* » et une « *Terreur d'en bas* » correspondant à « *une forte poussée populaire revendiquant l'adoption de mesures d'exception* ». Le « *bas-culement terroriste* » (68) qui en a résulté n'était pas inéluctable mais les mesures coercitives, adoptées « *à chaud* », « *de manière imprévue* », ont conduit « *dans une direction dont il était ensuite de plus en plus difficile de dévier ou de s'échapper* ». Les jacobins n'ont jamais mis en place un « *système de Terreur* », ils ont progressivement « *glissé* » dans la Terreur, ils s'y sont « *enlisés* », « *empêtrés* » (69), et l'historien ne doit pas se laisser abuser par une « *idéologie de service* » visant essentiellement à soutenir et justifier les mesures extrêmes. Il reste que

si elle satisfait, au début, une revendication populaire, à la longue, la Terreur « *finit par répondre de plus en plus exclusivement à des impératifs de gouvernement. La dimension d'en haut se met alors à prévaloir et tend à se déconnecter de celle d'en bas* ».

Un chapitre consacré aux comités de surveillance (70) nuance singulièrement l'idée que l'on s'en fait généralement, celle de relais implacables de la Terreur. S'ils s'acquittèrent effectivement de tâches de surveillance générale, notamment de la chasse aux suspects, ces comités, antérieurs à la Terreur (71), en furent rarement des agents zélés, particulièrement dans les campagnes. Généralement proches de la population qui les avait élus, recrutés dans le même milieu de l'échoppe et de la boutique, de la « *bourgeoisie à talents* », les commissaires furent rarement des « *terroristes* » fanatiques. « *Chaque dénonciation donne lieu à une enquête approfondie et à un interrogatoire avec témoins. [...] L'historien est frappé de l'extrême sérieux avec lequel sont menées l'ensemble de ces opérations : les comités font généralement preuve d'une grande équité, guidés par le souci constant d'éviter les erreurs judiciaires* ». On est loin de l'imagerie véhiculée par la littérature, le cinéma et, malheureusement, une bonne partie de l'historiographie.

Un chapitre est consacré (72) au « *couplage entre le fait militaire et le fait poli-*

(64) *La journée du 5 septembre 1793. La terreur a-t-elle été à l'ordre du jour ?* in *Visages de la Terreur*. Pages 45 à 60.

(65) *Ibid.* – page 8.

(66) *Ibid.* – page 5.

(67) Terme que l'auteur, Paul Chopelin, juge plus pertinent que « *déchristianisation* ».

(68) *Terreur d'en haut, Terreur d'en bas* – pages 29 à 43.

(69) Ce que Jean-Clément Martin, on l'a vu, traduit par « *embourbée* ».

(70) Serge Aberdam et Daniel Pingué – *Les comités de surveillance, des rouages de la Terreur ?* – pages 61 à 76.

(71) Ils furent créés par décret du 21 mars 1793.

(72) Annie Crépin – *Une armée et une guerre d'exception ?* – pages 77 à 90.

tique ». La grande nouveauté des guerres de la Révolution réside, en effet, dans l'irruption sur le champ de bataille de masses politisées qui vont influencer sur la conduite des opérations, sur le commandement, sur la stratégie et la tactique mais qui seront elles-mêmes modifiées par ces transformations. Annie Crépin souligne ainsi le lien étroit entre la démocratisation de l'armée et la victoire. Contrairement au mythe bien ancré d'une masse peu instruite, chargeant en colonnes, baïonnette au canon et enfonçant, par la seule force de l'enthousiasme, les lignes de soldats professionnels des armées prussiennes et autrichiennes, ces « *citoyens-soldats* » militairement et politiquement bien instruits ont tranché sur le champ de bataille un débat né avec le siècle sur les mérites comparés de la ligne et de la colonne d'assaut. Le plus illustre des théoriciens, Guibert (73), soutenait avec raison que les soldats devaient, selon les circonstances, savoir passer de manière ordonnée, de l'une à l'autre. Les armées de la Révolution l'ont fait. Justice est rendue, en outre, au rôle décisif des représentants en mission qui surent payer de leur personne et apprendre au soldat non à qui il devait obéir mais à quoi et pourquoi.

La terreur, fruit d'une « culture de la violence » ?

Timothy Tackett rejoint, pour l'essentiel, Jean-Clément Martin et Annie Jourdan : la Terreur n'a jamais été « mise à l'ordre du jour » (74) ni constituée en un « système », elle a résulté d'un « enchaînement de faits », en aucun cas d'une « idéologie définie préexistante ». La France ne fut d'ailleurs pas un cas unique : « *Toutes les révolutions majeures ont connu des périodes de Terreur* » car toutes engendrent « une opposition contre-révolutionnaire de ceux dont les intérêts et les valeurs sont menacés » (75). La Terreur révolutionnaire n'est donc qu'une réponse à celle des ennemis de la Révolution.

Cela étant, « *les circonstances [...] seraient insuffisantes à expliquer l'avènement de la Terreur sans une transformation antérieure de la psychologie et de la mentalité des révolutionnaires, une transformation qui suivit la logique propre et tragique du processus révolutionnaire lui-même* » (76). L'impact des mentalités occupe donc, selon Tackett, une place majeure dans le processus « qui mène à la violence d'État et à la Terreur » (77). Le comportement des leaders révolutionnaires, en effet, n'a pas toujours été aussi rationnel que l'ont cru les historiens. Les mesures de répression adoptées au printemps 1793 et, l'année suivante, la loi du 22 Prairial, seraient ainsi le fruit d'une « *quasi-panique* » des conventionnels.

Une analyse extrêmement fouillée des correspondances, sources plus difficiles à exploiter mais plus fiables que des mémoires écrits trente ans après les événements, révèle le rôle des rumeurs, des émotions et des peurs, peur de l'invasion, du chaos, de l'anarchie, de la volonté de revanche des aristocrates, crainte obsessionnelle d'une « *grande conspiration* », effets de panique, colères et haines qui en ont résulté.

Dans une situation « *inévitavelmente déstabilisante parce qu'elle entraîne un processus de destruction et de transition* » (78), vont se rencontrer la mentalité populaire imprégnée de l'idée « que la violence est une solution à toutes les difficultés politiques et économiques » et celle des élites révolutionnaires, profondément convaincues « que leur conception de la société [est] infiniment belle et juste et qu'il [faut] donc la défendre contre tous ceux qui voulaient revenir en arrière » (79).

(73) Jacques-Antoine-Hippolyte, comte de Guibert (1743-1790) – Général et théoricien fortement influencé par les conceptions militaires de Frédéric II.

(74) Timothy Tackett – *Anatomie de la Terreur*. Page 11.

(75) *Ibid.* – page 374.

(76) *Ibid.* – page 373.

(77) *Ibid.* – pages 10-11.

(78) *Ibid.* – page 18.

(79) *Ibid.* – page 369.

La « culture de la violence » ne naît pas cependant de la Révolution. Dès 1788, éclate « la plus grande vague des violences de subsistances du XVIII^e siècle et peut-être de toute l'histoire de France » (80). C'est l'aube d'une « année terrible » (81) dont les meurtres commis à Paris en juillet 1789 puis à Versailles en octobre ne sont que la partie émergée : « Des centaines d'émeutes de subsistances et des milliers de morts de faim [suivis] d'un été de violence et de chaos, une panique terrifiante » (82). L'effondrement de toute autorité ne fait que renforcer cette panique et nourrir partout la violence.

D'abord sans indulgence à l'égard des violences populaires, les futurs révolutionnaires les regarderont bientôt, face à la menace contre-révolutionnaire, comme une « une regrettable nécessité ». Cette alliance des militants radicaux et des classes laborieuses, une « volonté de pousser encore plus loin la Révolution », génèrent « une véhémence et une colère nouvelle et la violence [devient] un recours envisagé sans état d'âme » (83). Dès 1790, « la guerre civile est dans les cerveaux » (84).

Les patriotes se divisent bien vite en factions hostiles, la guerre et les défaites font ressurgir la hantise des conspirations, l'adversaire politique est volontiers soupçonné de trahison. « A partir de l'été [1792] le cours des événements [semble] se diriger, avec la force d'une tragédie classique, vers le régime de la Terreur. » Tackett reprend significativement la notion de « première Terreur » pour désigner les mesures coercitives mises en place pendant « la période marquée par l'exaltation, l'effroi et l'inquiétude » qui suit la prise des Tuileries. Cet état d'esprit, la hantise d'un « complot des prisons », la crainte d'un massacre des familles des patriotes une fois ceux-ci partis au front, expliquent sans doute en grande partie les massacres de septembre.

En 1793, la « crainte obsessionnelle d'une "grande conspiration" » génère un « style politique paranoïaque ». En mars-avril, face à la guerre civile, à la pression populaire, aux revers militaires, la

« quasi-panique » qui se serait emparée de la Convention se serait traduite par l'adoption « de mesures improvisées qui allaient former le socle du régime de la Terreur » (85). Tout l'été, le Comité de salut public évolue vers une politique de répression accrue, vers la « Terreur d'État » qu'imposera, en septembre, la pression populaire.

Le livre de Tackett a le mérite de rappeler l'autre versant du régime de l'An II, l'œuvre ébauchée en quelques mois par la Convention : création d'une école primaire gratuite dans chaque commune, avec des instituteurs rétribués par l'État, mesures en faveur des indigents, des vieillards, des infirmes, des femmes célibataires avec de jeunes enfants, légitimes ou non, mesures pour améliorer l'agriculture et les transports, premières mesures de redistribution de la terre, abolition de l'esclavage... « La France devenait le premier pays des temps modernes à promulguer ce type de lois » (86).

Les « circonstances » cependant, n'étaient guère favorables et les Montagnards furent souvent empêchés de mener ces réformes à leur terme. A la guerre, s'ajouta, en effet, la « division toxique en factions ». A partir de l'hiver 1793-1794, la « méfiance », le « soupçon », la « hantise des complots », la « crainte de l'assassinat » (87), polluèrent totalement le débat politique. « Ceux qui se reconnaissaient dans l'une ou l'autre des factions diabolisèrent bientôt leurs adversaires et les considérèrent comme de dangereux traîtres et conspirateurs. » La Révolution allait « dévorer ses propres enfants ».

(80) *Ibid.* – page 65.

(81) Formule reprise du registre paroissial d'un village proche de Cahors.

(82) *Ibid.* – page 82.

(83) *Ibid.* – page 191.

(84) *Ibid.* – page 119.

(85) *Ibid.* – page 282.

(86) *Ibid.* – page 336.

(87) Ces termes reviennent constamment dans l'ouvrage.

Recherche à l'Université, légende noire dans les médias

Une lecture croisée de ces ouvrages laisse apparaître de sérieuses nuances. D'un « *État d'exception* », peut-on conclure à une « *Terreur d'État* » ? Si la Terreur ne fut pas un « *système* », peut-on parler néanmoins d'un « *régime* » ? Était-elle en germe en 1791 voire dès 1789 ou est-elle une réponse circonstancielle plus tardive à la situation dramatique de 1793 ? Quelle fut, dans le processus qui y conduisit, la part respective du penchant accru des Comités vers un renforcement de la répression et du mouvement populaire ? La place accordée par Timothy Tackett aux émotions et aux effets de panique n'est-elle pas excessive ? Autant de questions qui restent en débat.

On note, en revanche, de fortes convergences : la Terreur fut un ensemble de mesures coercitives destinées à faire face à une situation d'exception, une riposte aux terreurs monarchiste et « fédéraliste », une réponse à la pression populaire, non le fruit d'une « *doctrine préétablie* » ; le « *système* » de la Terreur n'a jamais existé que dans des discours visant à justifier *a posteriori* le coup de force de Thermidor et l'exécution d'une bonne centaine de robespierristes ; la Terreur ne fut qu'un aspect d'une guerre civile inexpiable entre les forces du passé et celles de l'avenir ; à cela, aucune révolution de quelque importance n'a échappé.

Cette avancée historiographique ne met pas fin, pour autant, à la « *guerre de*

deux cents ans » (88) commencée dès Thermidor. Si la « légende noire » de la Révolution est mise à mal par les historiens, la tradition contre-révolutionnaire, repensée par Furet et le courant « révisionniste », garde la faveur des médias dont ni le temps ni les fins ne sont ceux de la recherche universitaire. Quant aux hommes politiques, ils instrumentalisent l'Histoire suivant les besoins du moment. Le grand public continue ainsi d'être abreuvé d'un discours idéologique qui fait de Robespierre un « *psychopathe légaliste* » (89), un précurseur de Pol-Pot voire de Daech (90), et de la Terreur une entreprise totalitaire. Les causes de ce décalage entre les avancées historiographiques et le discours ambiant nous semblent à rechercher dans un contexte politique où la bourgeoisie tente d'effacer sa tache originelle en reniant la Révolution qui l'a portée au pouvoir. La vérité se fraie certes son chemin, mais il est douteux que les travaux des historiens suffisent à la faire triompher. Par un étonnant paradoxe, c'est au mouvement ouvrier qu'il échoit aujourd'hui de défendre la Révolution bourgeoise et ses acteurs. ■

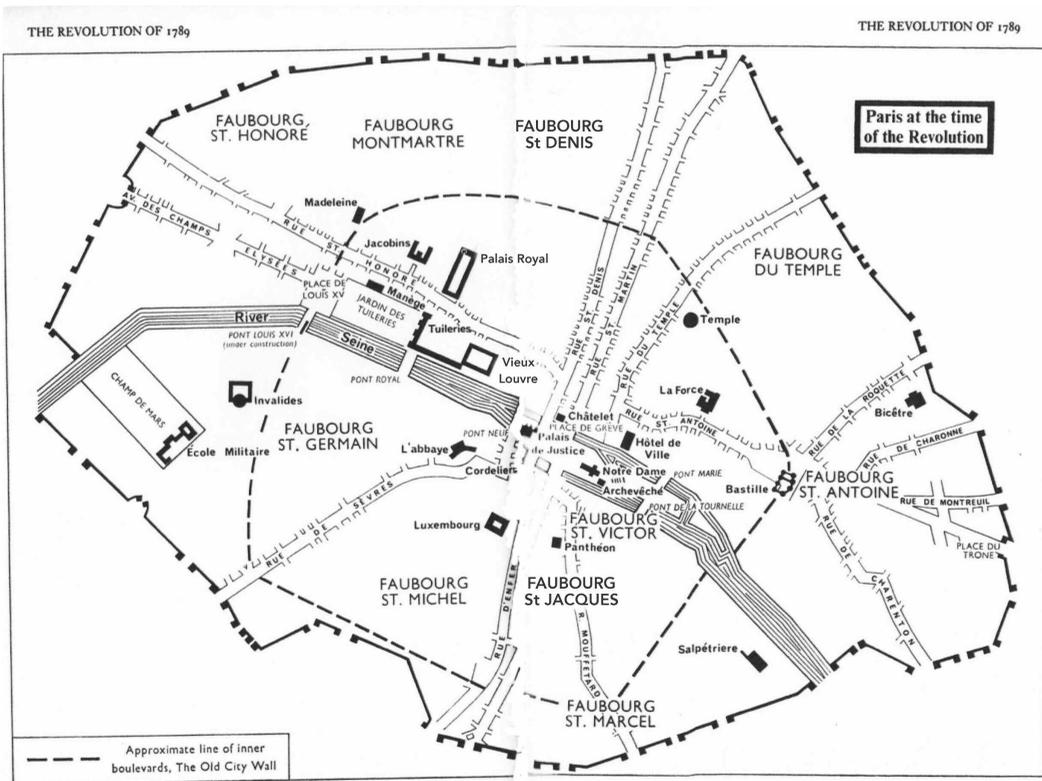
(88) Sur ces batailles historiographiques, lire le tout récent ouvrage de l'historien italien Antonino De Francesco : *La guerre de deux cents ans. Une histoire des histoires de la Révolution française* (Perrin – 2018).

(89) *Historia* – septembre 2011

(90) Voir *Les révolutions, le djihadisme... et les faussaires* in *Cahiers du mouvement ouvrier* n°79 (troisième trimestre 2018).

Plan de Paris en 1793

d'après Mickaël Sydenham - *French Revolution* -
B.T. Batsford LTD London - 1965.



(D.R.)

Hannah Arendt et la révolution : la légende contre l'histoire

par Rémy Janneau

Dans son ouvrage *De la révolution* publié en 1963 (1), Hannah Arendt a largement contribué à fixer et à diffuser le mythe d'une spécificité de la révolution américaine, laquelle se serait distinguée de la Révolution française par l'adhésion du peuple à la Constitution (2), aux orientations des « Pères fondateurs » et par une quasi-absence de violences civiles. Cette révolution américaine qui, à la différence de son homologue française, n'a pas « dévoré ses propres enfants » (3), serait malheureusement restée « unique en son genre ». C'est la tradition révolutionnaire française, caractérisée par une légitimation de la Terreur politique et berceau du concept de « nécessité historique », qui se serait imposée et qui aurait, pour le malheur du monde, inspiré les révolutions des XIX^e et XX^e siècles. Le texte vaut d'être cité : « *La triste vérité est que la Révolution française, qui s'acheva en désastre, a façonné l'histoire du monde, alors que la Révolution américaine, une réussite si triomphale, est, à peu de chose près, demeurée un événement de portée régionale.* »

Les deux révolutions s'opposeraient donc quasiment terme à terme. En premier lieu quant à la place décisive de la question sociale qui, « *sous la forme du fléau terrifiant de la misère de masse, ne joua quasiment aucun rôle* » au pays de George Washington. A l'exception des Noirs,

victimes d'une misère « *atroce et dégradante* », les travailleurs étaient « *pauvres sans être misérables.* [...] *Le problème qu'ils posaient ne portait pas sur l'ordre social mais sur la forme de gouvernement.* » La révolution donc, « *ne fut pas submergée par eux* ». En France, au contraire, « *les malheureux se transformèrent en enragés* ». Leur irruption sur la scène politique généra une vague de violences sans frein et entraîna une « *capitulation* » de la liberté devant la nécessité de « *bannir la misère* ». La « *Terreur* » s'imposa comme une « *voie d'accès au bonheur public* », ce qui conduisit Robespierre, en qui Hannah Arendt veut voir le père de la révolution permanente, à organiser le peuple français tout entier « *en une gigantesque machine de parti unique* ».

A processus différents, références philosophiques divergentes. Cette masse de pauvres « *se mouvant comme un seul corps* », exigeant d'une même voix « *Du pain !* » et « *agissant comme si elle était*

(1) Hannah Arendt – *De la révolution* – Gallimard – 2012 (Première édition : *On revolution* – 1963).

(2) Alors que la Constitution française de 1791 n'a jamais été qu'un « *morceau de papier* ».

(3) « *La Révolution, comme Saturne, dévore ses propres enfants* ». Hannah Arendt cite le Girondin Vergniaud. On trouve à peu de choses près la même phrase sous la plume de l'ancien Montagnard Nicolas Ruault (lettre du 2 avril 1794, citée par Timothy Tackett).

habitée par une seule volonté » renvoyait bien évidemment à la « *volonté générale* » théorisée par Jean-Jacques Rousseau dans le *Contrat social*. Imprégnés de la pensée du Genevois, les révolutionnaires français préférèrent le bonheur du peuple aux libertés civiles. La question sociale interférant de manière beaucoup moins dramatique avec le cours de la révolution, les « *Pères fondateurs* » de la république américaine ne furent, au contraire, jamais soumis à « *l'épreuve de la compassion* » et « *leur solide réalisme ne s'écarta pas de la voie de la raison* ». A Rousseau, ils préférèrent Montesquieu et l'équilibre des pouvoirs. Leur souci premier resta l'élaboration d'une Constitution caractérisée par les fameux *checks and balances* (4).

Circonstance aggravante, « *les hommes qui en France préparèrent les esprits et formulèrent les principes de la révolution* » étaient des « *hommes de lettres* » coupés de la réalité, des « *philosophes* » autoproclamés (5) qui n'abordèrent jamais les problèmes que sous un angle purement théorique. Aux Etats-Unis, la solide insertion des « *intellectuels* » – Arendt distingue nettement les deux notions – dans la société contribua au contraire au succès de la fondation d'un nouveau corps politique.

Les deux révolutions n'héritaient pas non plus des mêmes antécédents politiques. L'effondrement d'une monarchie absolue qui avait le monopole des affaires publiques, la vacance du pouvoir qui en résulta, replongèrent les Français dans un « *état de nature* » laissant libre cours à la violence. Le gouvernement constitutionnel fut lui-même balayé par le mouvement qui l'avait porté au pouvoir. En Amérique, non seulement le peuple ne s'opposait qu'à une monarchie limitée, mais il était doté d'une « *large expérience de l'auto-gouvernement* » qui lui épargna la vacance du pouvoir. En proie, dès le début du conflit à une véritable « *fièvre constitutionnelle* », les citoyens des Treize colonies ne mirent jamais sérieusement en cause le pouvoir constituant et adhérèrent sans problème aux Constitutions des Etats puis à celle des Etats-Unis.

Enfin, si des deux côtés de l'Atlantique l'on s'accordait à reconnaître que l'origine de tout pouvoir politique légitime résidait dans le « *peuple* », on ne retenait pas de ce « *peuple* » la même définition. En France, le « *peuple* » n'était qu'une « *multitude* » exaspérée et convaincue de ses droits naturels à laquelle « *les hommes de la Révolution ouvrirent les portes du politique* ». Rien de tel dans les colonies britanniques où la rupture avec le roi n'entraîna nullement celle « *des promesses, des pactes et des serments* », du « *socle d'associations* » d'où allait émerger un pouvoir constituant légitime. Intrusion d'une masse violente et incontrôlable de ce côté de l'Atlantique, soulèvement d'un peuple organisé et responsable de l'autre.

Annie Jourdan met sévèrement à mal cette « *utopie de philosophe* » qui prolonge le récit des vainqueurs et le « *roman national* » – chaque nation a le sien ! – forgé par les historiens. Les faits et les chiffres démentent, en effet, cette légende quelque peu idyllique. La guerre d'indépendance ne se résuma pas à un affrontement meurtrier avec les seuls Anglais, elle se doubla d'une guerre civile contre les loyalistes restés fidèles à George III, sans parler des Indiens qui ont, pour la plupart, choisi le mauvais camp, et, comme tout affrontement de ce type, elle comporta une part de terreur : répression, exécutions, massacres, tortures, viols généralisés, destructions massives... Vingt-cinq campagnes particulièrement sanglantes qui n'épargnèrent pas les civils, causèrent des pertes humaines comparables à celles de la Révolution française : entre 0,9 et 1,5 % de la population blanche des Etats-

(4) *Contrôles et équilibres*. La solidité de la Constitution américaine (en vigueur depuis 1787) s'expliquerait notamment par la séparation rigoureuse et l'équilibre des pouvoirs exécutif (le président), législatif (les deux chambres du Congrès) et judiciaire (la Cour suprême).

(5) « *Ce titre de philosophes qu'ils revendiquaient était passablement trompeur car leur impact sur l'histoire de la philosophie est négligeable, et leur contribution à l'histoire de la pensée politique n'égale pas l'originalité de leurs grandes prédécesseurs* » (page 188).

 HANNAH ARENDT ET LA RÉVOLUTION : LA LÉGENDE CONTRE L'HISTOIRE

Unis (12,5 % pour ce qui est des Américains sous les armes) contre 1,15 à 1,9 % pour la France.

Encore en France, la « Terreur » fut-elle imposée par la guerre civile et européenne. Aux Etats-Unis, c'est une fois la paix conclue que la majorité fédéraliste mena une véritable « bataille contre la démocratie ». « On oublie trop souvent, écrit Annie Jourdan, que, même après la paix [furent] rédigées des lois antidémocratiques visant à protéger les élites des turbulences du peuple américain. » L'absence de lutte des classes, l'adhésion du peuple américain à la Constitution et son respect des élites relèvent, en effet, d'une légende complaisante dans un pays où dix personnes possédaient 46 % des richesses, 60 % des Américains les plus modestes s'en partageant 16 %. Pour relever l'Union de l'état désastreux dans lequel l'avait laissée la guerre d'indépendance, le gouvernement fédéral adopta de surcroît une législation qui écrasait les fermiers, menacés d'expulsion et d'emprisonnement pour dettes, et favorisait délibérément les spéculateurs. Il en résulta, en Pennsylvanie, dans le Maryland, dans le Kentucky, en Virginie, en Géorgie et dans les deux Caroline notamment, une succession d'insurrections, jusqu'à ce qu'en 1800 les électeurs excédés rejettent la ma-

ajorité fédéraliste et élisent à la présidence le républicain Thomas Jefferson (6).

Il ne s'agit pas seulement là d'une lecture philosophique un peu naïve de l'Histoire. Hannah Arendt est le « chaînon manquant » entre une tradition historiographique qui, favorable ou hostile, présentait la Terreur comme consubstantielle à la Révolution et la théorie suivant laquelle cette dernière serait la matrice d'un totalitarisme dont nazisme et « communisme » seraient les déclinaisons contemporaines. ■

(6) Les termes *fédéraliste* et *républicain* n'ont évidemment pas le même sens qu'en France. Au cours des années qui suivent l'indépendance, le Parti fédéraliste dirigé par John Adams et Alexander Hamilton est un parti extrêmement centraliste. Étroitement lié aux milieux d'affaires, il applique ouvertement une politique favorable au patronat industriel et à la finance. Le Parti républicain, dont les figures de proue sont alors Thomas Jefferson et James Madison, défend au contraire les droits des États et se veut attaché à une Amérique agraire. Ce premier Parti républicain n'a donc rien à voir avec le Parti républicain de Lincoln qui verra le jour en 1854 autour de la question de l'esclavage, et moins encore avec le *Grand Old Party* trumpiste qu'il est devenu aujourd'hui ! D'une scission de ce premier Parti républicain, intervenue en 1824, naîtra le Parti démocrate.

Entretien avec Annie Jourdan, réalisé le 12 décembre 2018, à propos de la sortie de son dernier livre *Nouvelle Histoire de la Révolution*, Flammarion, février 2018.

Votre ouvrage se présente comme une « nouvelle » histoire de la Révolution. En quoi est-elle « nouvelle » notamment par rapport à l'école « classique » (Mathiez, Soboul, Vovelle pour ne citer que les figures de proue) dans le sillage de laquelle elle semble se situer ?

Tout d'abord je ne voulais pas l'appeler ainsi, et d'autant moins que Jean-Clément Martin venait de publier une *Nouvelle histoire de la Révolution française* (en 2012). Nous l'avons donc appelé *Nouvelle histoire de la Révolution*, point.

En fait, c'est l'éditrice qui a choisi ce titre, qui ne me satisfaisait pas beaucoup. J'aurais préféré : *Repenser la Révolution française*, parce qu'en fait c'est un livre contre l'école de Furet, contre les interprétations anachroniques, qui se basent exclusivement sur les discours, n'apportent aucune information de première main, et qui reprennent en somme les clichés du XIX^e siècle.

Ce qu'il y a de nouveau dans mon livre, c'est qu'il part avant tout de sources non publiées et d'une relecture de celles qui ont été imprimées. Je travaille sur la « Terreur », depuis 2008, à la suite du livre de Jean-Clément Martin, publié en

2006 (1). Disons que j'ai enrichi avec des sources nouvelles ce qu'avancait Jean-Clément Martin. Des sources que personne auparavant n'avait étudiées.

J'ai aussi fait des recherches sur les interprétations qui portaient sur les dates clés, notamment les 5 septembre 1793 et 22 prairial an II, jour de la loi dite de la *Grande Terreur*. J'ai voulu voir ce qui s'était réellement passé ces jours-là et si cela coïncidait avec la version traditionnelle.

Ce qu'il y a de nouveau aussi, c'est que je refuse de me fonder uniquement sur l'analyse des termes, des concepts et des discours. Je me suis aussi interrogée sur les pratiques. Que faisait vraiment le Tribunal

révolutionnaire ? Quelles étaient les tâches des comités révolutionnaires ou des commissions populaires, dites du Museum ? Que revendiquait le peuple parisien ?

Sur les pratiques populaires, j'ai beaucoup appris d'Albert Soboul et de ses recherches sur les sans-culottes, mais j'en tire des interprétations quelque peu



Annie Jourdan. (D.R.)

(1) Jean-Clément Martin, *Violence et Révolution. Essai sur la naissance d'un mythe national*, Le Seuil, 2006.

différentes : le gouvernement de l'an II a avant tout recherché le retour à l'ordre et abandonné l'idée d'une démocratie directe ou d'une redistribution des biens des immigrés... Albert Mathiez insiste trop là-dessus. Or rien de réel n'a été fait en ce sens. Les deux commissions nommées à cet effet ont vite vu leurs tâches être modifiées. Elles sont devenues des commissions judiciaires. Mon analyse est plus politique, et moins sociale que la leur.

Et *last but not least*, j'examine de très près le problème de la violence dans les autres révolutions de l'époque pour voir si celle-ci est une spécificité française. Les conclusions sont surprenantes.

Vous écrivez que « toute véritable révolution est une guerre civile » tout en ajoutant que « toute guerre civile n'est pas une révolution ». Pour vous, la guerre civile plus ou moins larvée commence dès les premiers mois de la Révolution ?

La guerre civile larvée est en germe avant 1789. Un grand nombre de manifestations plus ou moins violentes sont déclenchées, à la suite du renvoi de Brienne et de Lamoignon. Il y a le « massacre » de la rue Meslée où les manifestants sont confrontés à la garde ; il y a des manifestations après l'exil du Parlement. Ces premiers affrontements sont plutôt d'origine politique. Contrairement à ce que l'on a tendance à croire, ce n'est ni la faim ni la taxation qui poussent alors à la révolte. Les émeutes de la faim n'ont lieu qu'à partir de 1789. Grâce à un doctorant américain, du nom de Micah Alpaugh, qui a fait une thèse sur les manifestations populaires, on sait qu'en 1787-1788 à Paris même il y a eu 43 protestations dont certaines ont été violentes et d'autres non. Pour celles qui l'ont été, c'est la garde qui a tiré en premier, la violence populaire a répliqué à celle de la garde. Il montre aussi que les manifestations violentes régressent peu à peu. Elles passent de 25 % en 1787 à 16 % en 1789 et à 7 % en 1793 – ce qui montre bien que la stratégie conventionnelle d'une reprise en main de la justice a porté ses fruits.

Vous montrez, comme Jean-Clément Martin, Michel Biard et d'autres auteurs, que la terreur, avec ou sans guillemets, avec ou sans majuscule, n'a jamais été « mise à l'ordre du jour » ni qu'elle ait jamais été érigée en système. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce qui semble une avancée historiographique importante, y compris par rapport à l'école « classique » ?

Autant que je sache, Michel Biard et Hervé Leuwers n'ont pas vraiment abordé ce point. Ils parlent de la « terreur » comme d'un *despotisme de la liberté* qu'aurait prôné Robespierre. Alors que Martin et moi, nous affirmons qu'il n'y a pas eu de terreur délibérée, mais des mesures d'exception. Je dis même qu'il n'y a pas eu de Terreur, mais des terreurs réciproques, multiples et variées.

Jean-Clément Martin est le premier, dans son livre de 2006, à avoir remis en cause cette idée que la terreur aurait été *mise à l'ordre du jour*. J'ai voulu vérifier ses assertions et j'ai fait une recherche très élaborée sur le 5 septembre 1793 pour savoir ce qui s'était dit aux Jacobins et à l'Assemblée. Pour ce faire, j'ai lu évidemment les procès-verbaux des séances déjà publiés, mais aussi la presse – cinq ou six journaux – pour voir la version qu'ils en donnaient. Le terme de terreur est prononcé le 30 août aux Jacobins par la voix de Claude Royer, curé de Chalon-sur-Saône. Peut-être n'est-ce pas un hasard si c'est un prêtre catholique qui lance cette expression – après tout, l'Eglise usait à tort et à raison de la « terreur divine » ! Contrairement à ce qu'affirme Furet, le 5 septembre, l'Assemblée ne met pas *la terreur à l'ordre du jour* – ni durant la séance ni dans son procès-verbal. C'est Barère, qui n'a pas assisté du reste à la séance, qui résume ce qui s'est dit à la tribune dans les termes suivants : *l'armée révolutionnaire* (et elle seule) *mettra la terreur à l'ordre du jour*... Barère croit même que c'est la Commune qui a prononcé cette fameuse petite phrase.

De même j'ai revu du tout au tout les études sur le 22 prairial et la loi dite *de Grande Terreur* et je suis retournée aux

Archives pour examiner les documents originaux. Ce qui m'a amenée à faire une étude poussée sur les deux commissions populaires du Museum. Ces deux commissions avaient été créées initialement pour sélectionner les suspects et redistribuer les biens des émigrés. Mais en fait leur tâche était essentiellement politique et judiciaire. Elles sélectionnaient les suspects, susceptibles d'être envoyés au Tribunal révolutionnaire. Détail important qui n'avait pas attiré l'attention des historiens.

La justice révolutionnaire œuvrait en fait sur trois niveaux. A la base, il y avait les comités révolutionnaires qui arrêtaient les suspects, ils remplissaient des tableaux dans lesquels ils notaient les crimes supposés, ensuite ils les renvoyaient devant les commissions populaires qui, elles, sélectionnaient les suspects passibles du Tribunal révolutionnaire et les suspects qui devaient être relaxés ou détenus, ou envoyés en déportation. Un tiers des suspects ne passait pas devant le tribunal. On a même les réactions (positives) du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale à leur verdict. Comme on le voit, la diversité et la gradation des peines se sont maintenues, même après le 22 prairial. Ce n'était donc pas *la liberté ou la mort*, comme le prétendent trop d'historiens. Espérons que ces découvertes modifient l'interprétation de cette période cruciale.

Mon apport à l'historiographie sur ce point précis consiste donc à avoir vérifié et justifié, à partir des sources et des pièces officielles, ce que Jean-Clément Martin avait pressenti et énoncé, c'est-à-dire que *la terreur n'a pas été mise à l'ordre du jour*. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu des terreurs diverses ou que certains représentants en mission n'ont pas commis d'excès.

A propos de la terreur, vous relevez que les historiens ont tendance à faire l'impasse sur la terreur contre-révolutionnaire ou la terreur napoléonienne. Pourquoi selon vous ?

Certains sont influencés par

l'historiographie thermidorienne. Or, comme l'a prouvé Jean-Clément Martin, le mythe de la terreur est une invention de Thermidor. Cela permettait alors de justifier l'exécution de Robespierre et de 104 de ses prétendus partisans.

D'autres sont soit antirévolutionnaires, soit bonapartistes, comme Patrice Gueniffey ! Et ils ont tout intérêt à taire les manœuvres contre-révolutionnaires qui nuiraient à leur argumentation.

Par ailleurs, beaucoup d'historiens ne s'intéressent qu'aux révolutionnaires et ne prennent pas la peine de regarder ce qu'ont fait les royalistes, alors que le cours de la Révolution a été grandement influencé par les intrigues contre-révolutionnaires – notamment celle du baron de Batz. N'oublions pas qu'ils étaient prêts à discréditer l'Assemblée, à détruire les Jacobins et à assassiner les chefs de file. C'est ce qui est arrivé notamment à Le Pelletier de Saint-Fargeau et à Marat.

Les contemporains eux-mêmes en étaient conscients, comme le Girondin Bailleul, qui parlait de *terreur royale*, ou les diplomates français en Italie, qui qualifiaient de *terreur royaliste* la répression napolitaine. Un ouvrage sur Louis XVI, qui sera publié prochainement, étudie de plus près les manipulations du roi et de la reine, mais j'en cite déjà plusieurs et non des moindres.

A propos de Robespierre, vous écrivez qu'il ne « ressemble guère à la caricature que l'histoire a faite de lui ». En quoi a-t-il été caricaturé selon vous ?

On a fait de lui la personnification de la Révolution, alors qu'il ne domine réellement qu'après la mort de Danton, et que jusque-là, il est peu souvent au premier plan.

Un deuxième point est que l'on fait de Robespierre le chef absolu, alors qu'il était loin d'être le seul à décider. Couthon, Barère, Collot d'Herbois et Billaud-Varenne étaient tout autant présents et tout aussi influents. Et que dire des membres du Comité de sûreté générale, tels que Vadier, Amar, Voulland, qui ont contribué à la chute de Robespierre ? Des recherches

ENTRETIEN AVEC ANNIE JOURDAN

sérieuses s'imposent sur ces hommes.

Un troisième point, qui m'a été inspiré par Jean-Clément Martin dans sa biographie de Robespierre : c'était un homme qui se laissait influencer, par des hommes de second plan, tels Herman, Lanne, Payan, Dumas, Couthon et peut-être Saint-Just. C'était aussi un homme qui hésitait.

Un autre détail m'a frappée. C'est que Robespierre a commis la même erreur que les Girondins : celle d'employer ses amis dans les instances gouvernementales. Il faisait ainsi entièrement confiance à Martial Herman, qui remplissait la fonction d'un ministre de l'Intérieur à partir de Floréal an II, et à Lanne, son adjoint – lui-même un ami de Lebas, le compagnon de Saint-Just aux armées. Tous deux venaient du Pas-de-Calais. Ils étaient juristes et pensaient qu'il fallait purifier les prisons. Ils ont pris des initiatives malencontreuses qui allaient dans ce sens, sans passer par les commissions populaires, ce qui explique qu'ils ont subi le sort de Fouquier-Tinville.

Il ne faut pas oublier non plus que Robespierre a longtemps essayé de rassembler et de calmer le jeu entre Indulgents et Hébertistes. A lire ses interventions aux Jacobins ou à l'Assemblée, il joue avant tout une fonction d'arbitre et est plutôt tolérant. Pour mieux comprendre Robespierre – que je n'absous nullement pour le reste – il faut lire *tous* ses discours, et non deux ou trois des plus célèbres !

Danton disait du « Tribunal révolutionnaire » qu'il devait « suppléer au tribunal suprême de la vengeance ». Pouvez-vous revenir sur cette formule et sur les massacres de septembre 1792 ?

Dans mon livre, je montre combien ces massacres ont obsédé les esprits. Les dirigeants révolutionnaires ont laissé faire, parce qu'ils n'y pouvaient rien et pensaient que ça pouvait leur servir, mais ils se sont dit après « *plus jamais ça* ». La mise en place du Tribunal révolutionnaire avait pour objectif de remplacer le tribunal populaire par un tribunal réel. Danton l'a

dit dans une phrase très célèbre : « *Soyons terribles pour dispenser le peuple de l'être* » ! Sophie Wahnich en a fait le fondement de son livre sur *la longue patience du peuple*.

Et je pense – d'après les estimations que j'ai faites – qu'en effet, le Tribunal révolutionnaire a réussi à subtiliser aux sectionnaires et aux sans-culottes l'initiative de la violence. De là, des décès moins nombreux (proportionnellement au nombre d'habitants) en France qu'aux Etats-Unis : 0,9 à 1,20 % de décès contre 1,52 % aux Etats-Unis. Et l'on nous serine que la révolution américaine a été pacifique !

La comparaison avec d'autres pays qui ont connu des révolutions à la même époque, comme l'Italie, la Suisse, Genève, ou l'Angleterre du XVII^e siècle, donne des résultats similaires. Si terreur il y a eu en France, il y en a eu également dans les autres pays confrontés à une révolution, doublée d'une guerre civile, larvée ou effective. La violence, la peur, la terreur, tout cela est indissociable de ce genre d'événements. Le cas le plus tragique est celui de la Grande-Bretagne où la révolution de 1648-1651 a causé la mort de 3,7 % des Anglais, 6 % des Ecossais, et pas moins de 41 % des Irlandais.

Sur les drames des révolutions occidentales du XVIII^e siècle, l'on ne savait rien. Pourquoi ? Parce que les historiens de ces pays ont voulu créer un mythe national, celui d'un Etat ou d'une nation, naissant harmonieusement de la révolution, sans violences ni guerres civiles. C'est le cas des Etats-Unis. Ailleurs, et pour ressouder la « nation », l'Etat a nié qu'il y ait eu une révolution autochtone. Si désordre et désunion il y eut, ce ne pouvait être que la faute de la France. Il est vrai que la France est intervenue en Hollande, en Suisse, à Genève ou en Italie, sans oublier l'Allemagne, mais plutôt pour aider les révolutionnaires, freiner les radicaux et rétablir l'ordre, et non pour envenimer la situation. En Italie, qui plus est, ce n'est pas le Directoire qui a voulu révolutionner les divers Etats, mais les patriotes italiens,

soutenus par le général Bonaparte.

Une révolution divise toujours un pays. Napoléon en était conscient – voir l'exergue p. 13 (2) de mon livre. Ce qui veut dire que pour rétablir l'ordre, l'Etat use de mesures d'exception. C'est ce qui se passe à partir de mars-avril 1793. Mais, comme l'écrivait Eve Demaillot, ancien employé du Comité de salut public, qui a passé une grande partie de l'Empire en prison : « *La terreur napoléonienne est en apparence moins sanguinaire, mais incomparablement plus destructrice que celle accolée au nom de Robespierre* (car, sous Napoléon), *c'est de sang-froid que se sont commises les horreurs* » (3). Pourquoi, contrairement à Robespierre, Napoléon n'est-il pas entré dans la postérité comme terroriste ? Son règne a coûté la vie à bien plus de Français – et d'Européens !

Un point nous a semblé particulièrement intéressant : il apparaît que, contrairement à une vision très ancrée, le dispositif qui va aboutir à la Terreur de l'an II est le fruit de propositions émanant de députés de tous les courants révolutionnaires (Cambacérés, Lanjuinais, Danton), parfois contre l'avis de Montagnards plus modérés, y compris Marat. Pouvez-vous développer ce point qui nous semble essentiel ?

Pour commencer, je souhaiterais échanger le terme de « *Terreur* » avec majuscule contre celui de « *terreur* » en minuscule, puisque les sources nous disent qu'il n'y a pas eu de système de Terreur ! On devrait parler de gouvernement de salut public, ce serait plus juste.

Les plus violents sont d'abord les royalistes inconditionnels, tel Barruel ou Du Rozoy. La violence n'épargne pas non plus les femmes, comme Mme Roland, qui use d'expressions très violentes dès 1789-1790, vis-à-vis des nobles et de la cour. Barnave, un Feuillant qui passe pour modéré, ne dit-il pas à la tribune : « *Ce sang était-il donc si pur ?* » – en évoquant le lynchage de Foulon et de Berthier de Sauvigny ?

En 1793, les premières mesures répressives sont très bien acceptées ou même proposées par des hommes soi-disant modérés, comme Cambacérés qui propose un tribunal extraordinaire, sous prétexte que les circonstances exigent cette exception à la règle. Il en est de même pour Lanjuinais, un royaliste modéré. Les deux ont voté la loi très sévère contre les émigrés pris les armes à la main – la mise « hors-de-la-loi », étudiée par Eric de Mari. En 1795, même scénario, avec la loi de grande police du 1^{er} germinal an III, présentée par Sieyès.

Plus tard, le Montagnard Robert Lindet et le « Grand Carnot » reviendront là-dessus et accuseront les juristes d'avoir été trop sévères sous la Révolution. Ils visent tout particulièrement Merlin de Douai, longtemps président du comité de Législation, où étaient rédigées les lois coercitives. Lindet parlera même des « *assassinats judiciaires* » de Merlin... Quant à Danton, ses interventions musclées ont provoqué plusieurs mesures radicales – j'en parle dans mon article « *Danton. Terroriste avant la lettre ou terroriste à temps partiel* », dans *Danton. Le mythe et l'histoire*, éditeurs Michel Biard et Hervé Leuwers, Armand Colin, 2016.

Vous faites allusion dans votre livre au succès que la vision révisionniste ou celle franchement contre-révolutionnaire rencontrent dans les médias, en particulier dans certaines émissions télévisées. Pourtant, quand on lit les ouvrages scientifiques les plus marquants des dix dernières années (ouvrages de Biard, de Leuwers, de Tackett, de Martin, le vôtre), est-ce trop simplifier que de dire qu'alors que la

(2) « *Bon Dieu ! Ce que sont pourtant les révolutions ! Comment elles bouleversent tous les intérêts privés ! C'est la masse des blessures privées qui causent le ferment général et rend ces secousses si aigres, si violentes, si haineuses (...)* », Napoléon, *Mémorial de Sainte-Hélène*.

(3) Annie Jourdan, *Nouvelle Histoire de la Révolution*, Flammarion, 2018, p. 417.



vision contre-révolutionnaire domine dans les médias grand public la vision républicaine l'emporte à l'Université ?

Non, je pense que vous avez raison. Il me semble que les universitaires sont plus influencés, en principe, par les historiens de gauche que par la version furetiste, sauf à l'EHESS où la version furetiste se perpétue. Toutefois j'ai rencontré d'anciens élèves de Gueniffey qui ont l'air d'évoluer vers une vision moins bornée. Tout espoir reste donc permis. Je vous renvoie d'ailleurs à un article de Guillaume Mazeau sur la Révolution dans les médias (4) dans un recueil dirigé par Sophie Wahnich. L'article est consultable sur Internet.

Selon vous, quelle vision de la Révolution porte le film de Pierre Schoeller *Un peuple et son roi* ?

Une vision plutôt sympathique du peuple parisien. Pour le reste, c'est plus une pièce de théâtre qu'un film sur la Révolution. Schoeller cherche à ce qu'on s'identifie au peuple parisien, mais l'ensemble n'est pas très convaincant. La vision qu'il donne des députés est plutôt limitée et caricaturale. Par ailleurs, on ne comprend pas pourquoi le roi est exécuté : c'est un monsieur sensible qui verse des larmes... Qu'a-t-il fait pour mériter son sort ? Ce n'est pas évident.

Vous restituez la Révolution française dans un contexte international marqué par les révolutions américaine, hollandaise et genevoise et vous montrez à quel point la révolution américaine a favorisé, en France, la « politisation des esprits ». Reprenez-vous la notion de « révolution atlantique » jadis défendue par Jacques Godechot (mais repoussée par Soboul au nom de la « spécificité » de la Révolution française) voire celle de « révolution bourgeoise mondiale » avancée par Florence Gauthier ?

Comme je l'ai déjà dit dans mon livre précédent, *La Révolution, une exception française* (5), je ne suis pas d'accord avec la notion de « révolution atlantique ». J'insiste pour parler de *révolutions*

occidentales au pluriel, parce qu'elles sont toutes différentes, selon le contexte et la culture. Mais ce que je souligne dans ce nouveau livre (dans les II^e et III^e parties), c'est que toutes les véritables révolutions, étant des guerres civiles, toutes provoquent la terreur ou des terreurs. Elles divisent la société en féroces factions ennemies ; elles libèrent les contentieux et les haines : terreur révolutionnaire contre terreur royale ou terreur réactionnaire ; terreur catholique contre terreur protestante, peu importe. Qu'il y ait une différence de forme et d'intensité, c'est certain, mais sur le fond, elles se ressemblent toutes quant à la violence. La pire des *terreurs* ayant été celle qu'a connue la Suisse, quand les troupes françaises se sont retirées.

La notion de *révolution bourgeoise mondiale* de Florence Gauthier me semble dépassée. Il est vrai que les révolutionnaires sont issus des classes moyennes avec une prééminence des juristes, des commerçants, des entrepreneurs. Bien sûr, qu'ils sont bourgeois, mais il y avait aussi des ouvriers, des artisans, des paysans ! Et puis, des nobles révolutionnaires comme Antonelle, le maire d'Arles, Barras ou Le Pelletier de Saint-Fargeau. Les révolutionnaires ont été rejoints par les sans-culottes – dont l'origine était très diverse. Je ne crois pas qu'il y ait eu une lutte de classes, mais peut-être bien une lutte des pauvres contre les riches. C'est plutôt une lutte comparable à celle des gilets jaunes, où tous les courants se mêlent et qui protestent avant tout contre les injustices et pour la solidarité. De là, après la victoire sur le roi et les privilégiés, une lutte des factions entre elles : modérés contre radicaux ; antirévolutionnaires

(4) Guillaume Mazeau, *La Bataille du public. Les droites contre-révolutionnaires et la Révolution française dans la première moitié du XX^e siècle*, in Sophie Wahnich (éd.), *Transmettre la Révolution française. Histoire d'un trésor perdu*, Les Prairies ordinaires, 2013. A consulter sur <https://univ-paris1.academia.edu/GuillaumeMazeau>

(5) Annie Jourdan, *La Révolution, une exception française*, Flammarion, 2004 et 2006.



contre révolutionnaires. C'est vrai qu'après Thermidor et les journées de Prairial an III un glissement se fait sentir, en faveur des notables. Mais si le Directoire ne s'appuie plus sur le peuple, il poursuit néanmoins l'œuvre de la Révolution, y compris au niveau social. Par exemple, il accorde très rapidement des aides aux réfugiés et aux victimes de guerre (alors que cela ne sera fait aux Etats-Unis que vingt ans après la fin des combats). De même l'école pour tous se perpétue avec ses catéchismes républicains.

Quant aux révolutions en Europe – en Hollande, en Suisse, à Genève et Italie – je montre le traitement différent dont elles ont été l'objet. En Europe, elles ont été longtemps occultées et attribuées à l'intervention de la France. Aux Etats-Unis, en revanche, la révolution a été magnifiée et les historiens ont fait silence sur ses violences et ses injustices. D'un côté, il y aurait la bonne révolution – la leur – et la mauvaise – celle de la France. A l'ère du nationalisme naissant, c'est peu surprenant, mais il importe d'en prendre conscience.

Dans votre conclusion, vous écrivez que les marxistes en voyant dans la Révolution française les prémisses de 1917 et de la dictature du prolétariat à venir ont fait le jeu des contre-révolutionnaires. A quels marxistes pensez-vous et pourquoi cette affirmation ?

Je pense à Soboul. J'adore ses écrits sur les sans-culottes. Mais son interprétation globale de la Révolution me semble non fondée, parce qu'il assimile la prééminence de la bourgeoisie à une dictature de la bourgeoisie, ce qui mènerait à terme à la dictature du prolétariat. Or il n'y a pas eu de dictature de la bourgeoisie. Et puis, ce sont les Russes qui ont été influencés par la Révolution française et non l'inverse.

Les marxistes en général assimilent les deux révolutions, alors que je vois la Révolution française comme un pur produit de son temps. Je ne crois pas qu'on

puisse anticiper de deux siècles sur les événements. Saint-Just et Robespierre n'annoncent en aucun cas Staline. Mais cette assimilation a inspiré des historiens comme Furet, qui, ne l'oublions pas, était un communiste repent. Pour eux, la Révolution française annonce le totalitarisme soviétique. Ils écrivent ça, sans avoir de quelque façon que ce soit, les preuves de ce qu'ils avancent. J'ai voulu trouver des preuves, et je crois en avoir trouvé, comme on l'a vu ci-dessus et comme on peut le voir dans mon livre.

Patrice Gueniffey, directeur d'études à l'EHESS, et ancien assistant de François Furet, dans une recension de votre livre vous accuse de « raconter l'histoire de la Révolution avec les mots et les idées d'hier » et dit que votre livre ne « redonnera pas vie au souvenir de la Révolution française ». Qu'avez-vous envie de lui répondre ?

Il a tellement envie que la Révolution soit morte et enterrée qu'il est incapable de saisir la nouveauté de mes propos : à savoir qu'il n'y a pas une terreur qui soit le fait uniquement des révolutionnaires, mais que les révolutionnaires ont répondu à la terreur, aux terreurs que leur infligeaient les royalistes et la cour, et ils ont tenté de le faire légalement, judiciairement. Qu'il y ait eu des erreurs et des abus ne fait rien à l'affaire.

D'autre part, Gueniffey est inconséquent envers lui-même quand il justifie le massacre de 3 000 personnes à Jaffa par Bonaparte, mais condamne sans appel les exécutions judiciaires de l'an II. Y aurait-il deux poids deux mesures ? Rappelons que le Tribunal révolutionnaire a condamné quelque 2 600 personnes à la peine de mort, alors que la France était en guerre contre l'Europe tout entière. Si la Convention a agi ainsi, elle avait plus le droit de le faire que ne l'avait Bonaparte en Egypte ou en Italie, où d'autres massacres moins connus ont été commis pour « terroriser » la population et la mettre au pas.

Et puis, je lui dirais qu'il prend ses désirs pour des réalités : la Révolution

n'est ni morte ni enterrée ! La preuve : il y a encore et toujours une Société internationale pour l'histoire de la Révolution française, dont je fais partie, des sites sur la Révolution française ou les révolutions dites atlantiques – notamment aux Etats-Unis. Il y a l'Institut pour l'histoire de Napoléon et de la Révolution française à la Florida State University, etc.

Quoi qu'il en soit, étudier la Révolution française et tenter de mettre fin aux préjugés et clichés ne consiste pas à ressusciter la Révolution, mais à lui rendre justice – à elle et à ses protagonistes. En travaillant au plus près des archives, comme je l'ai fait, j'ai été vraiment émue de voir leurs efforts calomniés et leurs intentions malmenées. Carnot par exemple, en 1815, fulmine qu'il soit contraint de vivre en exil, alors qu'il a « *servi (son) pays pendant vingt-cinq ans avec un dévouement sans bornes* ». Quant à Barère, lui aussi en exil, il se lamente que la Convention ait été incomprise et rappelle tout ce qu'elle a accompli. Repenser la Révolution française, c'est aussi rendre justice à ces hommes qui ont tout sacrifié pour construire un monde meilleur.

Victor Hugo était meilleur juge que Gueniffey, quand il énumérait tout ce qu'avait fait la Convention. Furet l'était aussi, quand il reconnaissait que la Révolution avait accouché d'un monde

meilleur : « *Celui de l'universalité des droits* ».

En 2016, l'Institut d'histoire de la Révolution française dont, à notre connaissance, vous êtes membre, a été absorbé par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine. Quelles sont à ce jour les conséquences de cette mesure ?

Comme ailleurs dans le monde, et c'est déplorable, l'histoire de la Révolution française n'est plus jugée essentielle pour la compréhension du monde contemporain. Les chaires d'histoire française, de la Révolution ou même des Lumières sont remplacées par des chaires d'histoire globale, néfaste pour les spécialisations.

Cela ne veut pourtant pas dire que la Révolution française ne joue plus qu'un rôle mineur. Des chercheurs dans tous les pays du monde continuent de travailler sur le sujet, jusqu'au Japon ou en Chine. Par ailleurs, la vogue de l'histoire atlantique permet d'approfondir nos connaissances sur les révolutions moins connues, comme celles d'Amérique du Sud, et de les étudier en parallèle avec celle de la France. Vue sous cet angle, la Révolution est encore et toujours à l'ordre du jour !

Propos recueillis par Odile Dauphin et Roger Revuz ■

La « révolution atlantique »

Par Rémy Janneau

La notion de « révolution atlantique » ou « occidentale » qui englobe les révolutions de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e, est apparue dans les années 1950. En 1951, l'historien américain Louis Gottschalk avait défendu l'idée d'une « première révolution mondiale » (1) comportant une phase « américaine », une phase « française » et une phase « napoléonienne ». Robert Palmer, ancien élève de Gottschalk, et l'universitaire français Jacques Godechot (2) élargirent et précisèrent cette théorie : fruit d'une matrice commune, nées dans un même espace de civilisation, nourries par la philosophie des Lumières mais aussi par la conjoncture économique et l'évolution démographique, ces révolutions participaient, au-delà des circonstances particulières à chaque État, d'un même élan vers la liberté, l'égalité, la souveraineté des nations et la démocratie politique.

Dans la préface de l'édition de 1956 de *La Grande Nation* (3), Godechot circonscrivait ainsi la « révolution atlantique » : « En fait, la Révolution française n'est qu'un aspect d'une révolution occidentale, ou plus exactement atlantique, qui a commencé dans les colonies anglaises d'Amérique peu après 1763, s'est prolongée par les révolutions de Suisse, des Pays-Bas, d'Irlande, avant d'atteindre la France entre 1787 et 1789. De France, elle a rebondi aux Pays-Bas, a gagné

l'Allemagne rhénane, la Suisse, l'Italie, Malte, la Méditerranée orientale et l'Égypte [...]. Plus tard encore, elle s'étendra à d'autres pays d'Europe et à toute l'Amérique ibérique. »

Cette thèse fut vigoureusement critiquée aussi bien par Pierre Renouvin que par Albert Soboul et Eric Hobsbawm qui lui reprochaient de gommer les spécificités nationales et les ressorts particuliers des différentes révolutions. On était, de surcroît, en pleine guerre froide et Soboul, membre du Parti communiste, accusa Godechot (dont il ignorait sans doute l'hostilité à l'OTAN !) de chercher à légitimer l'Alliance atlantique. Dans un texte plus récent (2004) et dans un contexte plus apaisé, Marcel Dorigny notait, quant à lui, que l'égalité, valeur emblématique de la Révolution française, passait au se-

(1) Louis Gottschalk – *Europe and the modern world* – Cité par Jacques Godechot – *Les révolutions – 1770-1799* – Presses universitaires de France – Collection *Nouvelle Clio* – 1965 – page 264.

(2) Jacques Godechot et Robert R. Palmer – *Le problème de l'Atlantique du XVIII^e au XX^e siècle* – X^e Congrès de sciences historiques – Volume V : *Histoire contemporaine* – Florence – Sansoni – 1955.

(3) Jacques Godechot – *La Grande Nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde* – Aubier – 1983 puis 2004 – Première publication : 1956. La citation qui suit se trouve à la page 17 de l'édition de 1983.

LA « RÉVOLUTION ATLANTIQUE »

cond plan. Ceci expliquant sans doute partiellement cela, il soulignait également l'absence – de taille – des révolutions antiesclavagistes des Antilles (4). La notion de « *Révolution atlantique* » (avec une majuscule dans le titre de l'ouvrage collectif dirigé par Pierre Serna) (5), a été depuis tout à la fois précisée et nuancée, « *d'une façon articulée et polyphonique* » pour reprendre l'heureuse expression de l'historienne Maria Matilde Benzone. On parle d'ailleurs aujourd'hui plus volontiers de « *révolutions atlantiques* », au pluriel. Annie Jourdan, qui insiste également sur l'interconnexion entre ces révolutions, préfère, quant à elle, l'expression « *révolutions occidentales* » (voir entretien). ■

(4) Marcel Dorigny – *Révoltes et révolutions en Europe et aux Amériques (1773-1802)* – Belin – 2004. Dans l'ouvrage collectif dirigé par Pierre Serna, *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique* (Presses universitaires de Rennes – 2008), Jeremy D. Popkin réintègre Saint-Domingue dans la « *Révolution atlantique* » (*Républicanisme atlantique et monde colonial : Saint-Domingue entre France et États-Unis* – pages 147 à 160).

(5) Pierre Serna (Dir) – *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique* – Presses universitaires de Rennes – 2008.

Note de lecture

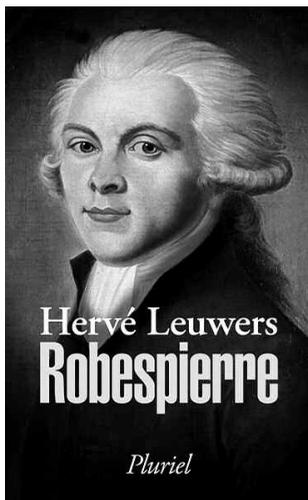
Robespierre – Hervé Leuwers

Pluriel – 2017 (1)

Hervé Leuwers, enseignant à l'Université de Lille et ancien directeur des *Annales historiques de la Révolution française*, nous livre en vingt-quatre chapitres qui se lisent agréablement une biographie de Robespierre de sa naissance à Arras en 1758 à sa mort à 35 ans, le 10 Thermidor an II (28 juillet 1794). Pour ce travail, Hervé Leuwers s'est appuyé sur des documents inédits : « *Des petits bonheurs d'historien qui permettent de renouveler les approches* » (2).

Maximilien de Robespierre, malgré la particule de son nom, n'a aucune origine noble. Pendant la Révolution, il fera disparaître celle-ci de son nom. Fils d'avocat, Robespierre, qui se dit disciple de Rousseau, devient avocat à Arras où, nous dit Hervé Leuwers, « *il tonne et détonne* ». Il passe pour être « *l'avocat des malheureux* », luttant contre les préjugés notamment ceux qui accablent les enfants naturels. Il combat également le préjugé qui écarte les femmes des sociétés littéraires. Opposé à la peine de mort, il est partisan de la réforme de la justice et notamment de l'abolition des lettres de cachet (3).

Début 1789, il espère un bouleversement qui serait pacifique. Robespierre est



un admirateur d'Henri IV et de Charlemagne qui ont tenté, écrit-il, « *une révolution qui n'était pas encore possible, dans le temps qu'ils ont vécu* ». En attendant, ses espoirs de changement, il les place en Louis XVI, dans son ministre Necker et la réunion des états généraux qui s'ouvrent le 5 mai 1789 à Versailles.

Hervé Leuwers décrit toutes les longues phases électorales qui conduisent Robespierre à devenir un des

députés du tiers état de l'Artois. S'appuyant sur les travaux de Timothy Tackett, il affirme que Robespierre, en arrivant à Versailles en mai 1789, est déjà révolutionnaire, contrairement à la majorité des députés à qui il a fallu plusieurs semaines pour le devenir.

Robespierre est un membre très actif de l'Assemblée constituante. Le 9 juillet 1789, il fait partie de la délégation des vingt-quatre représentants menée par

(1) Réédition en format poche d'un ouvrage paru en 2014 chez Fayard.

(2) Interview donnée à *La Voix du Nord* le jeudi 15 janvier 2015 par Hervé Leuwers.

(3) La lettre de cachet permettait au roi de faire interner un sujet sans jugement.

NOTE DE LECTURE HERVÉ LEUWERS – ROBESPIERRE

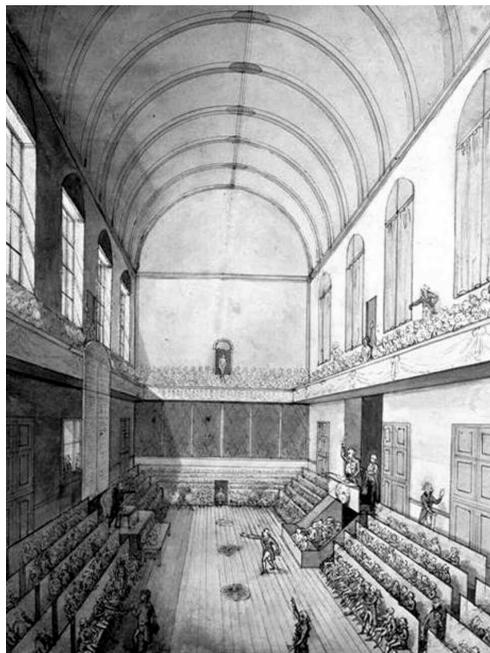
Mirabeau pour porter au roi la demande d'éloigner les troupes de Versailles et Paris. A la Constituante, il prône l'accès à la citoyenneté des comédiens, des protestants et des juifs. Il dénonce inlassablement, mais sans succès, le principe censitaire qui fait des citoyens « passifs » (4) des citoyens de seconde zone, en contradiction avec la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* d'août 1789 qui proclame, dans son article premier, l'égalité devant la loi. A défaut d'obtenir le suffrage universel masculin, il est partisan de l'intégration des citoyens « passifs » dans la Garde nationale, sans succès. Il fait partie de la centaine de députés qui s'opposent au veto suspensif accordé au roi, veto dont Louis XVI fera un usage fréquent pour s'opposer aux décrets révolutionnaires.

Dès la Constituante, Robespierre devient l'« orateur du peuple ». Il acquiert une rapide notoriété auprès du petit peuple, le peuple des sans-culottes qui assistent, nombreux, aux séances dans les tribunes du Manège (5). A partir du printemps 1791, Il devient l'« Incorruptible », celui qui, nous dit Hervé Leuwers, « dénonce la plupart des députés de la Constituante, qu'il juge corrompus par le pouvoir, l'ambition et l'argent ». Ses discours sont publiés, largement diffusés et lus dans les clubs partout en France. Il intervient au Club des Jacobins où « il s'impose peu à peu comme l'un des grands orateurs ».

Dès le 23 juin 1791, deux jours après la fuite du roi, Robespierre demande à débattre de sa déchéance alors que la majorité de la Constituante s'accroche à la fiction de l'enlèvement, disculpant ainsi le roi et préservant la Constitution monarchique en cours d'élaboration.

Comme tous les députés de la Constituante, Robespierre ne peut être candidat à l'Assemblée législative qui est élue en septembre 1791, mais il n'en continue pas moins son activité politique. En avril 1792, il est un des rares patriotes à s'opposer à l'entrée en guerre, mais pour Hervé Leuwers, il ne faut pas en faire pour autant un pacifiste. S'il est opposé à la

guerre, c'est parce qu'il pense que cette guerre voulue par le roi ne peut que renforcer celui-ci ; pour lui, l'urgence, c'est la guerre aux ennemis de l'intérieur.



La salle du manège (D.R.)

Après le 10 août 1792 et la suspension du roi, Robespierre devient membre de la Commune insurrectionnelle de Paris. Il est élu à la Convention nationale qui proclame la République le 21 septembre 1792. Il devient le principal dirigeant des Montagnards, partisans, à l'inverse des Girondins, de s'appuyer sur les sans-culottes tout en étant méfiants vis-à-vis de leurs leaders les plus radicaux : les hébertistes et Jacques Roux, le curé rouge. Il

(4) Les citoyens « actifs » sont des hommes de plus de 25 ans qui acquittent un impôt direct, ils ont le droit de voter pour des « grands électeurs » qui eux-mêmes acquittent un impôt plus élevé. Ceux-ci peuvent désigner les députés. Pour être éligible, il faut acquitter un impôt encore plus élevé. Les citoyens « passifs » ne votent pas, ils ne jouissent que de leurs droits civils.

(5) Le Manège se trouvait le long du jardin des Tuileries. La Constituante, la Législative et la Convention à ses débuts y siègeront. A partir de mai 1793, la Convention siègera au palais des Tuileries rebaptisé Palais national. En 1802, le Manège est détruit pour y construire ce qui deviendra la rue de Rivoli.

rentre au Comité de salut public après l'assassinat de Marat le 13 juillet 1793. En octobre, la Convention a décrété le « *gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix* ». Robespierre définit ainsi ce gouvernement : « *Domptez par la terre les ennemis de la liberté ; et vous aurez raison, comme fondateurs de la république. Le gouvernement de la Révolution est le despotisme de la liberté contre la tyrannie.* » Si Robespierre emploie le mot « terreur », il ne l'emploie jamais avec une majuscule. Hervé Leuwers démontre qu'il n'y aura jamais de « système de la terreur » mais une série de lois d'exception – loi des suspects, création du Tribunal révolutionnaire – destinées à lutter contre les ennemis intérieurs de la révolution alors que la guerre extérieure se poursuit. Certes, le 30 août 1793, Robespierre entend aux Jacobins un nouveau slogan populaire : « Qu'on place la terreur à l'ordre du jour », mais il ne reprend pas ce mot d'ordre auquel il préfère celui de justice.

Bien que Robespierre reste très populaire, de plus en plus de voix s'élèvent, après l'élimination des hébertistes en mars 1794 et des Indulgents, dont Danton et Desmoulins en avril, pour dénoncer le « dictateur ». Depuis longtemps considéré comme un « monstre » par les contre-révolutionnaires, il l'est devenu pour certains révolutionnaires. Les rumeurs les plus invraisemblables circulent comme celle qui prétend que Robespierre aspire à se faire couronner roi ! Pour Hervé Leuwers : « *Le gouvernement révolutionnaire est une gestion collégiale de salut*

public ; la France n'a pas de dictateur, mais une Convention et ses comités de gouvernement, même si un représentant du peuple y dispose d'une notoriété d'exception. Lorsque le conventionnel est arrêté, il est retiré du Comité de salut public depuis plusieurs semaines... Mais les faits comptent moins que la manière dont on les perçoit. Beaucoup de contemporains considèrent que Robespierre a été "dictateur" par son rôle majeur au Comité, son autorité aux Jacobins et son exceptionnelle influence sur l'opinion publique. »

C'est dès le lendemain du 9 Thermidor et l'exécution de Robespierre que les thermidoriens inventeront la légende noire du « système de la terreur », destinée à faire de Robespierre le seul responsable de la « Terreur », une légende reprise tout au long des XIX^e et XX^e siècles par de nombreux historiens et qu'Hervé Leuwers contribue par son Robespierre à réfuter.

Avec son Robespierre, Hervé Leuwers nous donne une biographie, certes empreinte de sympathie pour le personnage, mais jamais hagiographique. Ni « robespierriste », ni « anti-robespierriste » Hervé Leuwers réalise le vœu de Marc Bloch (6) : il nous dit tout simplement qui était Robespierre !

Roger Revuz ■

(6) Au début du XX^e siècle, l'historien Marc Bloch (1886-1944) s'écriait : « Robespierristes, anti-robespierristes, nous vous crions grâce ; par pitié, dites-nous simplement : quel fut Robespierre ? »

Quelques repères chronologiques

1787

22 février-25 mai : l'Assemblée des notables, où les nobles sont très largement majoritaires, refuse la réforme proposée par Calonne, qui entamerait leur privilège fiscal.

1788

8 mai : la réforme judiciaire de Lamoignon veut briser la résistance des Parlements, ces cours judiciaires qui prétendent contrôler la monarchie.

7 juin : « *Journée des tuiles* » à Grenoble, violente insurrection contre l'autorité royale.

1789

24 janvier : Louis XVI convoque les états généraux en respectant la structure par ordre ce qui maintiendrait le tiers état en minorité. En réunissant les états généraux, Louis XVI veut obtenir le vote d'une réforme fiscale car les caisses de l'État sont vides.

5 mai : ouverture des états généraux à Versailles. Louis XVI a accepté le doublement des élus du tiers état mais ne se prononce pas sur la revendication majeure de ceux-ci : le vote par tête soit un homme = une voix.

17 juin : les députés du tiers état prennent le titre d'Assemblée nationale, seule habilitée à consentir l'impôt.

20 juin : par le serment du Jeu de Paume, les députés s'engagent « *à ne jamais se séparer jusqu'à ce que la Constitution (soit) établie et affermie sur des fondements solides* ».

27 juin : le roi engage le clergé et la noblesse à rejoindre le tiers.

9 juillet : l'Assemblée nationale se déclare Assemblée nationale constituante.

14 juillet : prise de la Bastille, symbole de l'arbitraire royal ; c'est le premier triomphe du peuple parisien appelé à un grand retentissement en province et en Europe.

Nuit du 4 août : abandon des privilèges par l'Assemblée pour mettre fin à la jacquerie.

26 août : vote de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

5 et 6 octobre : plusieurs milliers de femmes marchent sur Versailles. Le roi est ramené à Paris et installé aux Tuileries sous le contrôle et la pression des forces révolutionnaires. L'Assemblée s'installe dans la salle du Manège située le long du jardin des Tuileries.

1790

12 juillet : vote de la *Constitution civile du clergé* non négociée avec le pape. Le clergé se divise entre *jureurs* et *réfractaires*. Ces derniers constitueront l'armature morale de la contre-révolution.

1791

20-21 juin : fuite de la famille royale, arrêtée à Varennes. Le roi a laissé derrière lui un écrit qui exprime son hostilité résolue à la Révolution et l'insincérité des serments prêtés. A Paris, un mouvement populaire en faveur de la déchéance du roi et de la République émerge, orchestré notamment par le club des Cordeliers.

17 juillet : la Garde nationale, commandée par Lafayette, tire sur les manifestants rassemblés au Champ de Mars pour réclamer la déchéance du roi.

27 août : déclaration de Pillnitz. L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse promettent une aide armée contre la révolution.

1^{er} octobre : première séance de l'Assemblée législative élue en septembre au suffrage censitaire.

1792

20 avril : Louis XVI déclare la guerre « au roi de Bohême et de Hongrie » ! L'Assemblée vote la guerre à une écrasante majorité. Au club des Jacobins, Robespierre s'est opposé à la guerre.

11 juillet : l'Assemblée déclare « la patrie en danger ». Le recrutement de volontaires s'effectue dans l'enthousiasme.

10 août : prise des Tuileries et chute de la royauté. Louis XVI et la famille royale sont enfermés à la prison du Temple. La Commune insurrectionnelle de Paris exige la convocation d'une Convention élue au suffrage universel masculin pour établir une nouvelle Constitution.

2-6 septembre 1792 : massacres de septembre dans les prisons de Paris et de province.

21 septembre 1792 : première séance de la Convention. Les députés décident l'abolition de la monarchie. Commence l'An I de la République. La Convention va se déchirer entre les **Girondins** qui se méfient du peuple et les **Montagnards** qui adopteront, sous la pression des manifestations populaires, des mesures d'exécution telle que la fixation d'un maximum des prix.

1793

21 janvier : exécution, place de la Révolution, de Louis XVI, à l'issue d'un procès conduit par la Convention.

9-10 mars : mesures de salut public adoptées par la Convention (encore à majorité girondine) avec la création du **Tribunal révolutionnaire** et l'envoi de **représentants en mission** dans les départements.

31 mai-2 juin : journées révolutionnaires. Arrestation de 27 députés girondins et de deux ministres. Commence la période de la Convention montagnarde. Début du **mouvement fédéraliste** en province, soulèvement contre la Convention.

13 juillet : Charlotte Corday assassine Marat, député montagnard et journaliste le plus populaire, ce qui va donner un nouvel élan à la revendication terroriste contre les royalistes, les Girondins et les généraux nobles orchestrée par le journaliste Hébert, un des principaux leaders de la Commune.

27 juillet : Robespierre est élu au Comité de salut public, principal rouage du gouvernement révolutionnaire avec le Comité de Sûreté générale.

17 septembre : loi sur les suspects.

10 octobre : le gouvernement est déclaré « révolutionnaire jusqu'à la paix ».

1794

24 mars (4 germinal an II) : exécution des hébertistes.

2-5 avril (13-16 germinal an II) : procès et exécution des dantonistes.

10 juin (22 prairial an II) : refonte du Tribunal révolutionnaire : suppression des défenseurs des accusés, suppression des justices départementales et centralisation des jugements qui conduisent aux exécutions. Cette loi inaugure la période de la « Grande Terreur ».

14 juillet : Fouché, qui a lié son nom à l'exercice de la terreur à Lyon, est exclu du Club des Jacobins à l'initiative de Robespierre. Se sentant menacé, il va tisser les fils d'une coalition hétéroclite qui va renverser Robespierre.

QUELQUES REPÈRES CHRONOLOGIQUES

27 juillet (9 thermidor an II) : à la Convention, Robespierre est empêché de prendre la parole. Avec d'autres conventionnels, dont son frère et Saint-Just, il est décrété d'arrestation. Décrétés hors-la-loi, les « robespierristes » ne seront pas jugés. Ils sont exécutés le 28 juillet (10 thermidor). Dans les deux jours qui suivent, 102 autres « robespierristes » sont exécutés. La chute des « robespierristes » inaugure un tournant dans la révolution. Le 9 thermidor marque la fin de la Convention montagnarde et le début de la Convention thermidorienne.

5 août (18 fructidor an II) : le député Tallien, qui apparaît comme le chef de la réaction thermidorienne, prononce à la Convention un discours à l'origine de la légende du « système de la terreur », discours qui a pour but de faire reposer la responsabilité de toutes les mesures d'exception sur le seul Robespierre.

12 novembre : fermeture du Club des Jacobins.

24 décembre : suppression du maximum. L'hiver va décimer les indigents.

1795

2 mars : arrestation d'anciens membres du Comité de salut public de l'an II.

1^{er} avril (12 germinal an III) : insurrection populaire à Paris. « *Du pain et la Constitution de 1793* ».

20-23 mai (1^{er} au 4 prairial an III) : nouvelles journées insurrectionnelles à Paris durement réprimées. Arrestation et suicide des derniers Montagnards.

Mai-juin : terreur blanche dans le sud-est. Massacre de Jacobins à Lyon et à Marseille.

22 août : la Convention adopte le texte de la Constitution de l'an III qui sera soumise à référendum ; elle supprime la référence à la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et, par le biais du suffrage censitaire, instaure la république des propriétaires.

5 octobre (13 vendémiaire an IV) : insurrection royaliste à Paris écrasée par le général Bonaparte.

31 octobre : élection du Directoire exécutif.

1799

9 et 10 novembre (18-19 brumaire an VIII) : coup d'Etat du général Bonaparte instaurant le Consulat. ■

Michel Vovelle, le « *missionnaire patriote* »

Par Odile Dauphin

Nous n'allons pas faire ici l'éloge funèbre de Michel Vovelle. Nous laissons pour cela la parole à Claude Mazauric, son collègue et ami, à ses anciens élèves, notamment, Hervé Leuwers président de la Société des études robespierristes, Pierre Serna, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, Anne Jollet, Directrice des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* (1).

Nous tenons toutefois à rappeler quel professeur il fut, mettant à la disposition de ses élèves un savoir foisonnant, dans une langue précise, mais non dénuée d'une ironie malicieuse. Rigoureux, montrant que tout ce que l'on avance doit être justifié dans les moindres détails, et nuancé si nécessaire au risque d'être moins séduisant. Exigeant, mais permettant ainsi à ses étudiants de révéler le meilleur de leurs capacités. Attentif, n'hésitant pas à passer une demi-journée dans la mairie d'un petit village provençal, afin de rechercher dans une armoire des archives oubliées, et d'évaluer s'il y a bien là matière à un travail de recherche. Ouvert, disculpant une étudiante venant s'excuser de manquer une séance de séminaire, car engagée auprès de la Libre Pensée : « *C'est pour la bonne cause !* » Humain, encourageant ses étudiants, les recevant parfois chez lui. Généreux au point de citer scrupuleusement leurs travaux (y compris les mémoires de maîtrise) lors de ses

communications et dans ses ouvrages, aidant ceux qui le souhaitaient à poursuivre dans la voie de la recherche historique.

Dans ces *Cahiers*, nous avons choisi d'évoquer deux aspects de son travail et de son engagement d'historien. Dans le prochain numéro, « *le jacobin, au couteau entre les dents* » (2), comme il se plaisait à le dire, c'est-à-dire sa « *bataille* » contre le révisionnisme de l'histoire de la Révolution française. Et dans ce numéro, le « *missionnaire patriote* » (3), et ce, au niveau planétaire. En effet, dès 1982, le moment où il est pressenti, puis confirmé pour conduire une mission exploratoire afin d'établir les « *formes de participation spécifiques (du) ministère (de la Technologie et de la Recherche) à la préparation du Bicentenaire de la Révolution française* », Michel Vovelle

(1) Voir les sites :

<https://www.humanite.fr/michel-vovelle-un-ami-un-frere-un-absolu-compagnon-661830>

<http://etudesrobespierristes.com/hommage-a-michel-vovelle-de-claude-mazauric>

<https://ser.hypotheses.org/1944>

<https://ihrf.univ-paris1.fr/accueil/hommage-a-michel-vovelle/>

<http://http://etudesrobespierristes.com/ceremonie-funeraire-en-hommage-a-michel-vovelle>

(2) Michel Vovelle – *La bataille du Bicentenaire de la Révolution française* – La Découverte – Paris – 2017 – p. 186.

(3) *Ibid.*, pp. 89, 216 et suivantes.

conçoit celui-ci comme devant déborder le cadre national. Succédant à Albert Soboul à la direction de l'Institut d'histoire de la Révolution française à partir de 1983, il va pouvoir bénéficier de ses contacts internationaux *via* la Commission internationale d'histoire de la Révolution, mais il n'aura de cesse d'en établir de nouveaux.

Le but de ses missions est de donner une nouvelle impulsion à la recherche liée à la Révolution française, en dépassant largement le cadre des « *Républiques-sœurs* », même si l'Italie sera toujours pour lui une direction privilégiée. Il fait entreprendre la publication d'un *Bulletin de liaison* destiné à faire le point sur les projets dans tous les pays, stimulant les uns et cherchant à en encourager d'autres. Il y en a sept entre novembre 1983 et mai 1989, et très rapidement le répertoire se transforme en préprogramme. Et comme il comporte des renseignements précis sur les chercheurs, les structures et institutions concernées, il fonctionne aussi comme un carnet d'adresses. Ainsi, partout dans le monde, des programmes de recherche, des publications, des conférences, des colloques sur les Lumières, la Révolution française, son influence jusqu'à nos jours, sont impulsés. Et là où des projets existaient auparavant, ce contact direct va les encourager à se développer et leur donner une plus grande audience. Des liens sont établis entre chercheurs travaillant au Brésil sur l'influence des Lumières sur une tentative d'insurrection contre la couronne portugaise, qualifiée d'« *Inconfidência mineira* », et sur le personnage de Tiradentes (4), et au Japon sur l'influence de la Révolution dans l'ère Meiji...

Michel Vovelle rencontre des historiens dans un grand nombre de pays, enchaînant les voyages, participant aux colloques, acceptant la direction de travaux de recherche. « *Par [ses] séminaires ou conférences, [il délivre] un discours historique et civique qui [l'] a assez vite transformé d' "apôtre civique" en « missionnaire patriote »* (5). De 1982 à 1996, il effectue 152 déplacements à

l'étranger. Si l'on ajoute quelques voyages postérieurs, pour participer à des colloques, c'est plus de trente pays que le « *missionnaire patriote* » a visité, certains d'entre eux plusieurs fois, et souvent dans plusieurs sites universitaires (aux États-Unis au moins une douzaine). De ce pôle de la guerre froide à l'URSS dès 1982, puis dans une quinzaine de pays européens des deux côtés du rideau de fer. Du Brésil avant la chute de la dictature au Vietnam, de la Chine au Japon et à la Corée du Sud, de La Havane au Chili. Ces voyages en cette période singulière, dont on dira plus tard qu'elle a été « *charnière* », l'ont amené à connaître des situations très particulières, qu'il a fallu gérer au mieux, en s'adaptant chaque fois à des contextes différents, souvent complexes et parfois difficiles pour les chercheurs des pays visités. Occasion de vérifier que la Révolution n'est pas un objet (d'étude) froid. Comme ce jour (quelques semaines avant les manifestations et la répression de la place Tian'anmen) où un débat sur les droits de l'homme à Shanghai, suscite un climat d'« agitation » chez les étudiants et chercheurs chinois. Ou bien celui où un étudiant brésilien lui demande si l'on peut considérer les « *sans-terres* » comme des jacobins.

Au total, ce sont plus de 550 colloques qu'il a encouragés durant ces années, et auxquels il a parfois participé, orientant la recherche dans la voie de l'impact de la Révolution française dans le monde entier, dont les travaux se poursuivent encore aujourd'hui. Il a aussi entretenu une correspondance régulière avec les chercheurs qu'il a rencontrés, et avec tous ceux qui souhaitaient participer à ce grand chantier mondial.

Pour l'année 1989, les bulletins de liaison 5 et 6 font état de 375 manifestations dans le monde dont 133 en France. Michel Vovelle n'a pu honorer de sa présence « que » 29 d'entre

(4) Joaquim de José da Silva Xavier dit Tiradentes : révolutionnaire brésilien, exécuté en 1792 pour avoir pris part à la *Inconfidência mineira*. Aujourd'hui vénéré comme un héros national.

(5) *Ibid.*, p. 58.

elles à l'étranger et 37 en France. Sans compter son travail d'enseignant et de chercheur (les cours, la direction de trente maîtrises, les articles au rythme de deux par mois en moyenne, les discours introductifs des conférences, les préfaces de nombreux ouvrages), mais aussi sa volonté d'une diffusion large de l'histoire de la Révolution (par l'enregistrement d'une chronique quotidienne sur une radio de banlieue, par les conseils donnés pour le tournage d'un film destiné à lutter au niveau médiatique contre le révisionnisme), et aussi les réceptions officielles liées au caractère de sa mission...

Par l'organisation en juillet 1989 du grand Congrès mondial « ouvert » du Bicentenaire en Sorbonne, Michel Vovelle a relié pour un moment l'Université française au reste du monde. Son maître Ernest Labrousse en avait conçu l'idée et lancé le thème : « *L'image de la Révolution française de 1789 à nos jours* » (6), mais c'est lui qui l'a mise en œuvre de façon grandiose. Nous évoquerons les difficultés nombreuses, qu'il a dû surmonter avec son équipe, au gré des changements politiques, dans le prochain numéro. Notons simplement qu'en février 1988, sur les 3 millions de francs du devis établi (sans dépenses somptuaires, mais pour faire face à tous les frais d'organisation, avec 41 demandes de soutien, et de publication), seulement 700 000 sont assurés (500 000 par le ministère des Affaires étrangères, mais déjà amputés de 80 000 pour un colloque organisé par François Furet, et de 120 000 déjà dépensés pour frais de fonctionnement et de publication), et 200 000 par le CNRS. Contre vents et marées, Michel Vovelle maintient son choix : « *Non à une rencontre entre élus en circuit fermé, sur des sujets choisis à l'avance. Oui à un appel collectif sur un thème mobilisateur à la communauté tout entière à travers le monde.* » Il faudra finalement négocier avec Air France, avec Pergamon Press, maison d'édition d'Oxford qui publiait des livres et des revues scientifiques et médicaux, dont le

patron Bob Maxwell a promis une aide substantielle...

Ce sont plus de 300 chercheurs (un tiers français, et deux tiers du monde entier, provenant de 36 pays) qui peuvent se retrouver à Paris et pour la plupart intervenir. Le caractère « ouvert » de ce congrès et les encouragements renouvelés à y participer lui ont conféré un caractère encore plus large que prévu, et ont amené à reventiler au dernier moment le travail en cinq commissions. Le choix des rapporteurs manifeste la volonté d'ouverture aussi bien au niveau national qu'international. Onze rapports sont faits de ces travaux. Par l'anglais Colin Lucas (recrue précieuse car intermédiaire avec le parti furetiste), celui sur *La conquête de la France par la révolution. Constitution d'un espace politique*. Par Roger Chartier (se désolidarisant ainsi du milieu de l'EHSS), celui sur *Opinion publique et propagande en France*. Par l'Allemand Hans Jürgen Lüsebrink, celui sur *La presse étrangère et l'écho immédiat de la Révolution française*. Par Françoise Brunel, membre de la commission CNRS, le rapport sur *Les valeurs de la Révolution*. Par l'Italien Furio Diaz, celui sur *La Révolution et son accueil hors de France*. Par Maurice Agulhon (ami de longue date et membre de la commission CNRS), celui sur *les Lectures de la Révolution*. Par Charles-Olivier Carbonel, professeur à Montpellier, celui sur *La révolution enseignée*. Par le Bulgare Tzvetan Todorov, celui sur *La Révolution et les mouvements nationaux au XIX^e siècle*. Par Alain Corbin, professeur à la Sorbonne, celui sur *La Révolution. Influence sur la pensée et les pratiques politiques XIX^e-XX^e siècles*. Par Jacques Revel, celui sur *Lire, voir, écouter la Révolution française*. Par Madeleine Rebérioux (commission du CNRS), celui sur *La mémoire de la Révolution*.

Le bilan est finalement très fructueux,

(6) En fait, l'intitulé du thème était initialement : « *La Révolution française devant l'opinion internationale de 1789 à nos jours* ». Il a évolué pour devenir « *L'image de la Révolution française de 1789 à nos jours* ».

les échanges ont été d'une très grande richesse, malgré les obstacles linguistiques et le contexte très particulier de ce mois de juillet 1989. Pour Michel Vovelle et sa fidèle équipe, l'enjeu était de taille, sauver « *non la Révolution, mais une certaine idée, une certaine façon de commémorer l'espoir dont elle reste porteuse, en même temps [que servir] la science* » (7).

Moins de quarante-huit heures après la fin du Congrès mondial, les historiens sont invités à assister à la grande fête du 14 Juillet. Une tribune a été érigée pour eux sur les Champs-Élysées. Et « *dans le grand tintamarre de la démonstration de Goude, le président de la République (qui leur rend visite) avait tenu à montrer ses historiens, les historiens du monde entier réunis à Paris, à la Sorbonne* » (8).

Michel Vovelle a donc été un « *missionnaire patriote* » très actif auprès de ses éminents collègues, de jeunes chercheurs, de nombreux étudiants en France et à l'étranger. Il est resté néanmoins très attaché et impliqué dans la continuité de la recherche historique en Provence, comme le montre son article : *Soixante ans d'historiographie révolutionnaire en Provence. 1950-2010* (9).

Son souci de transmettre l'histoire de la Révolution française à la jeunesse ne s'est pas limité aux étudiants. Il a rédigé pour le Seuil en 2006 une *Révolution française*

expliquée à ma petite-fille (en l'occurrence Gabrielle). Un compte rendu « *bref mais méprisant* » en a été fait dans *le Monde*, mais le livre est paru en Italie, au Brésil (où il en est à son sixième tirage), et un contrat a été signé pour une traduction en turc, ce qui l'a réjoui !

Et il est demeuré jusqu'à la fin un « *missionnaire* » à partir de sa retraite d'Aix-en-Provence, en toute simplicité, auprès de publics variés, répondant aux demandes qui lui étaient faites, aussi bien à un congrès de l'IRELPA en 2009 qu'aux invitations de l'APHG d'Aix-Marseille. C'est ainsi qu'en février 2013 il prend la parole au lycée Saint-Exupéry, à Marseille, devant des professeurs et des élèves, à l'initiative du lycée, de l'association Approches Cultures & Territoires et de la régionale d'Aix-Marseille de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie-APHG. Il parle de « *l'an II des révolutions* ». C'est par la retranscription de quelques extraits de cette intervention que nous avons choisi de terminer cette première partie. ■

(7) *Ibid.*, p. 125.

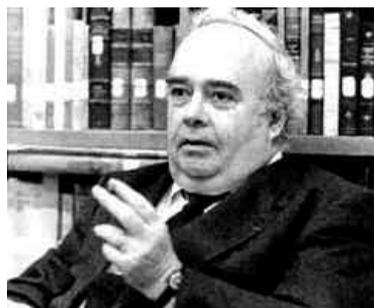
(8) *Ibid.*, p. 124.

(9) Dans *Provence historique*. Revue de la fédération historique de Provence. 2011.

Michel Vovelle

L'An II de la Révolution : France 1793 – monde arabe 2013

*Cette conférence a été prononcée par Michel Vovelle le 10 juin 2013 au lycée St Exupéry de Marseille. Elle a été suivie d'un échange avec le public. La transcription rédigée par **Christine Excoffier**, membre du bureau de la Régionale Aix-Marseille de l'APHG, a conservé l'oralité du propos. Les références bibliographiques ont été ajoutées.*



Michel Vovelle (1933-2018). (D.R.)

Invité à parler de « L'an II des Révolutions » (Révolution française et « révolutions arabes »), Michel Vovelle s'interroge sur la pertinence des analogies en histoire, mais aussi sur l'appréciation portée sur la Révolution française au fil du temps, et sur l'analyse qui est faite à chaud des « révolutions arabes ». Le choix des extraits que nous présentons est forcément subjectif. Pour l'intégralité de cette conférence et du débat qui l'a suivie, nous renvoyons au site de la régionale d'Aix-Marseille de l'Association des Professeurs d'Histoire Géographie

Cette Révolution française était et est restée pour nous une matrice de référence [...]. Matrice de l'histoire, ça a été une référence constante sur véritablement plus d'un siècle [...].

La Révolution française, c'était donc la grande césure, telle que je l'ai apprise ou en tout cas assimilée. Elle avait ce mérite de proposer un modèle élaboré de rupture, de rupture sinon instantanée du moins rapide, dans la continuité du film historique, en termes de subversion, et de subversion violente et assumée comme telle, subversion dans tous les domaines, institutionnel,

économique, social et culturel, cette césure radicale étant le produit d'une crise [...].

Alors la Révolution française, telle que nous l'avons reçue de nos maîtres avait, si vous me permettez cette naïveté, un autre avantage, celui d'être, à travers le temps, la seule qui ait réussi. Il y en a eu d'autres ensuite, nous le savons. Mais la Révolution française serait la seule qui aurait réussi, ce qui suppose bien sûr que l'on accepte que cette révolution ne soit pas enfermée dans cette autre définition, comme celle d'une révolution bourgeoise, la révolution de la bourgeoisie [...].

L'AN II DE LA RÉVOLUTION

Toutefois, à cette lecture qui désigne la Révolution française, il reste dans la légende ou dans la tradition révolutionnaire et plus largement dans la tradition républicaine que la Révolution française doit sa valeur de modèle à son apport fondamental, qui est la naissance de l'apprentissage de la politique, l'apprentissage de la démocratie, la déclaration des droits de l'homme et sa diffusion dans le monde entier.

La Révolution, dans cette lecture peut-être trop limpide, apparaît comme l'achèvement des Lumières, le prolongement des Lumières malgré les paradoxes qu'il y a entre la pensée et les hommes des Lumières et ceux de la Révolution. La Révolution française, c'est, pardonnez-moi ce raccourci, la victoire de la Raison [...].

La Révolution française reste donc un moment dans cet héritage global, c'est celui des révolutions de la Liberté qui vont se prolonger, se transmettre à travers le monde au XIX^e siècle, en s'associant, dans des équilibres, parfois et souvent, délicats, avec les revendications nationales.

Mais ce moment des révolutions de la Liberté, on sait aussi que, ce que Babeuf à l'époque et les Égaux sous la plume de Sylvain Maréchal avaient déjà annoncé, que ces révolutions de la Liberté ne devaient être conçues que comme signe avant-coureur de celle qui allait suivre et qui serait la dernière c'est-à-dire, la révolution de l'Égalité. Dans notre héritage, s'insérait évidemment cette seconde révolution, celle de 1917, qui portait d'une certaine façon, en espoir, en germe, cette réalisation des révolutions de l'Égalité telles qu'elles avaient été, en termes utopiques, mais devenues scientifiques, prophétisées par Babeuf [...].

Michel Vovelle se dit frappé par l'idée du « réveil des Révolutions », car, rappelle-t-il : il y avait des Révolutions, partout. J'entends que, entre l'après-guerre et ces révolutions arabes qui nous frappent par leur brutalité, il y a eu toutes ces guerres anticolonialistes, toutes ces guerres de libération, qui se sont voulues, présentées comme révolutionnaires. Que

ce soit chez Bourguiba, chez Nasser et d'autres, avant d'être des dictateurs et de se figer dans la galerie des portraits grimaçants des dictateurs, ces guerres anticolonialistes se sont inscrites dans une série de mouvements révolutionnaires profonds, parfois réussis, parfois figés, parfois institutionnalisés, détournés et parfois noyés dans le sang : songez à l'Indonésie où les trois millions de communistes qui ont été massacrés ont été la sanction d'une révolution non aboutie. Dans cette période, il y eut des révolutions, et là encore, je passe de façon très brutale l'épisode du terrorisme que ce soit en Italie ou en Allemagne, avant sa répression durant les années de plomb [...].

Réveil des révolutions : de quand des commentateurs sans mémoire ou qui veulent occulter les choses datent-ils ce réveil ? Peut-être de 1979, la révolution iranienne, parce que nous avons là une révolution importante, et qui plus est, autoproclamée. La chute du shah est sans doute une révolution qui ne peut passer inaperçue mais qui choque. Si je puis dire, là encore pour résumer fortement, elle choque parce qu'elle n'entre pas dans notre schéma de lecture, c'est-à-dire dans ce schéma de l'histoire du progrès des Lumières, qui présente la révolution comme continuité de ce progrès de l'émancipation humaine à travers celui des Lumières, corrélatif, inséparable de celui de la démocratie. Or nous avons en Iran une révolution qui s'inscrit sur des bases différentes qui sont celles de la référence islamiste.

Il est un oubli qu'il convient malgré tout de ne pas faire, cette date du 11 septembre 2001, peut-être aussi importante que la chute du mur de Berlin, puisque c'est le moment où la terreur surgit dans le monde occidental et va ébranler, d'une certaine façon, le modèle révolutionnaire dans la mesure où elle s'attaque à cette sorte de consensus mou qui s'était établi, les révolutions étant déclarées terminées, confiant dans l'hégémonie du libéralisme de l'outre-Atlantique ainsi que du Vieux Continent pour maintenir l'ordre.

Michel Vovelle montre comment « la presse (à partir de deux supports privilégiés, *Le Monde* et *L'Humanité*) mais aussi les écrits – enquêtes, essais, proclamations – suscités par les événements, sans prétention à l'exhaustivité », analysent ce qui se passe sur l'autre rive de la Méditerranée, en mettant l'accent sur les choix et l'évolution sémantiques. En voici quelques extraits :

Lorsque les premiers commentateurs français s'attaquent dès le mois de février 2011 à expliquer ce qui se passe – je pars d'un article de référence paru dans *Le Monde*, une table ronde tout à fait passionnante parce qu'y étaient convoqués de grands universitaires, de la Sorbonne ou de Sciences Po –, la désignation même de cette table ronde est tout à fait évocatrice : c'est une table ronde sur les « printemps », ce ne sont pas les « révolutions arabes », ce sont « les printemps arabes ».

Et d'ailleurs ce que nos spécialistes confrontent, en une curieuse sélection, ce sont les trois révolutions de référence, 1848, 1989, 2011, donc trois séquences. De ne pas retrouver 1789, 1917 et même la Commune, il y a lieu de s'étonner, voire de s'indigner mais le choix est délibéré [...].

En octobre 2010, Alain Badiou publie un ouvrage qui veut s'inscrire, sinon en contrepoint, du moins en correctif du message de Morin et Hessel, c'est *Le Réveil de l'Histoire* (1).

Il veut s'inspirer d'une méthode ou d'une démarche scientifique ou qui se voudrait telle : il caricature rustiquement les travaux des historiens sur les mouvements populaires. Il propose, lui-même, un nouveau codage des émeutes, car la révolution passe de l'énonciation comme « révolution », puis comme « révolte », à celle d'« émeute » : émeute quotidienne, émeute latente, émeute historique. En tout cas cette analyse pseudo-scientifique conduit chez Badiou à l'anticipation d'un échec prévisible : car il y manque « l'idée pour organiser », eh oui, « l'idée pour organiser », suivez mon regard ! Et nous voilà ramenés de la révolution au temps des émeutes.

En repassant des théoriciens aux chroniqueurs de la presse au premier anniversaire en janvier 2012, je resterai pour faire simple au *Monde* et à *L'Humanité*. *Le Monde*, dans son bilan de fin d'année 2012, parle du « fantasme de la rue arabe » alors que *L'Humanité* dans une analyse, plus désabusée déjà, fait passer « de révolution à révolte » et va jusqu'à adopter un terme qui a été avancé par la revue *Time*, « le Manifestant ». Ce n'est plus l'Indigné mais le Manifestant qui devient le protagoniste d'une insurrection populaire et citoyenne [...].

Puis, il conclut sur les analogies possibles entre la Révolution française et les « révolutions arabes » :

En rappelant notre prudence vis-à-vis du danger des analogies, de la reprise des mots, des schémas, de notre lecture – pardonnez mes raccourcis – jacobine, qu'est-ce que c'est qu'une révolution, qu'est-ce que nous entendons des révolutions arabes ?

Plus de libertés, l'émancipation, émancipation des femmes, émancipation des exclus, des pauvres ? Bon ça, c'est encore un héritage qui tient la route.

La révolte contre la corruption, contre l'oppression ? Eh bien, c'est ce qui est au cœur du pamphlet de Stéphane Hessel, cela reste au cœur même d'un héritage que l'on peut renvoyer à la Révolution française.

Révolte contre l'obscurantisme ? Là, on a un terrain de bataille qui est bien contesté.

Les révolutions arabes nous présentent donc la violence positive avec ces agents, ses supports, les jeunes, les villes.

La revendication de l'égalité ? Elle est fondamentale, elle est sous-jacente, elle n'est pas toujours mise au premier rang des revendications dans ces affrontements de type guerre civile comme on les rencontre en Syrie. Certes, il y a dans le programme des Indignés cette revendication contre les inégalités des riches.

(1) Alain Badiou – *Le Réveil de l'Histoire* – Lignes - Octobre 2010.

L'AN II DE LA RÉVOLUTION

Du furetisme, qu'est-ce que nous avons hérité ? La passion, la passion de la Liberté, incontestablement, cette passion de l'Égalité, qui, pour lui, apparaissait néfaste, mais, somme toute, la critique furetiste est restée en marge de ces révolutions.

Qu'est-ce qu'il nous reste alors ? Des analogies que nous dirons formelles, le fait qu'il y a un mouvement ascendant, même si actuellement ce mouvement ascendant semble s'être arrêté, s'être cassé.

Mais nous pouvons dire : la Révolution ne se joue pas en deux ans. Nous vivons une histoire en cours. Ce n'est pas s'esquiver que de dire que nous ne sommes pas dans la même position que les héros de la Révolution française, parce qu'ils inventaient, parce qu'il y avait un effet de première révolution [...].

Débat

Au cours de ce débat, Michel Vovelle donne brièvement son point de vue sur le parallèle entre les révolutions française et américaine et sur la « révolution atlantique ».

Question d'une élève

Vous dites que la Révolution française est la seule révolution qui ait marché dans le temps. Que pouvez-vous nous dire de la révolution aux États-Unis qui, elle aussi, a instauré la démocratie, qui, elle aussi, est partie d'une crise ?

Réponse de Michel Vovelle

La révolution américaine ?

En 1976-1977, j'étais invité à Princeton, à l'Université où j'ai participé à un cours dans un cycle, « *L'histoire*

comparée des révolutions ». On m'a annoncé : « *Vous traitez la Révolution française* ». Les collègues de Princeton m'ont dit, il y aura la révolution russe, la révolution chinoise, l'an dernier nous avions la révolution américaine mais on l'a retirée parce que nous ne sommes plus tout à fait sûrs que c'était une révolution. Depuis, nos collègues et amis américains ont rajusté le tir et réintroduit la révolution américaine. Mais avec ses caractères spécifiques, c'est-à-dire « *l'autre voie* », « *la révolution soft* » si je puis dire : c'était une révolution non sanglante, ce qui est passé modestement sur un certain nombre de séquences et d'incidents dans la révolution américaine et passer peut être encore plus brutalement sur le fait que la révolution sanglante a été différée. Mais ça a saigné fortement ! C'était la guerre de Sécession ! Il y a parfois des révolutions différées qui couvent longuement, le grand règlement de compte s'est fait à ce moment-là.

Mais la révolution américaine a réussi dans le contexte du bicentenaire comme « contre-image » de la Révolution française, c'est-à-dire comme l'une des voies de la révolution non sanglante, l'autre étant celle des révolutions par en haut par les rois, les empereurs, c'est-à-dire le passage du féodalisme aux sociétés plus ou moins du libéralisme moderne et aux formes différentes de démocratie. Alors la révolution américaine apparaissait comme « image antécédente » puisque c'était avant la Révolution française et que c'était dans le cadre des « *révolutions atlantiques* » dans lesquelles elle s'intégrait. Je ne vais pas jusqu'à ceux qui, ressuscitant l'image des « *révolutions atlantiques* » vont jusqu'à faire naître à Saint Domingue les origines de la Révolution française ! ■



QUELQUES QUESTIONS FONDAMENTALES

Questions d'histoire

L'URSS et la « propriété sociale »

Par Jean-Jacques Marie

On peut trouver ici et là l'affirmation qu'en URSS a existé la « *propriété sociale* » jusqu'en 1991... La « *propriété sociale* », cela veut dire la propriété entre les mains du peuple tout entier. Si tel était le cas, la bureaucratie aurait construit le socialisme à sa manière. Voici ce qu'écrit à ce propos Léon Trotsky dans *La Révolution trahie* : « *La propriété privée pour devenir sociale doit inéluctablement passer par l'étatisation de même que la chenille pour devenir papillon doit passer par la chrysalide. Mais la chrysalide n'est pas un papillon. Des myriades de chrysalides périssent avant de devenir papillons.*

La propriété de l'Etat ne devient celle du "peuple tout entier" que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales, où, par conséquent, l'Etat perd sa raison d'être. Autrement dit, la propriété de l'Etat devient socialiste au fur et à mesure qu'elle cesse d'être propriété d'Etat. Mais au contraire, plus l'Etat soviétique s'élève au-dessus du peuple, plus durement il s'oppose comme le gardien de la propriété au peuple qui la dilapide et plus clairement il témoigne contre le caractère socialiste de la propriété étatique » (page 239, Editions 10-18). ■

La place de *Que faire ?* dans l'histoire du bolchevisme

Par Jean-Jacques Marie

On accuse souvent Lénine de s'être dressé dans *Que faire ?* contre la « spontanéité », c'est-à-dire les réactions élémentaires de la classe ouvrière à l'exploitation et à l'oppression. Cette hostilité déboucherait sur la volonté d'encadrer la classe ouvrière aux réactions trop spontanées par un parti discipliné et autoritaire. La discussion suscitée par *Que faire ?* est viciée par la traduction rituelle du terme russe utilisé par Lénine de *stikhiinost* par *spontanéité*. Or cette traduction est erronée. Le *Dictionnaire de la langue russe de l'Académie* illustre le sens du mot *stikhiinost* par deux exemples : « *La stikhiinost des forces de la nature* » et la « *stikhiinost des lois de l'économie capitaliste* » (1). Ainsi ce mot désigne, non la spontanéité, mais le caractère élémentaire, aveugle, inorganisé, inconscient, d'un phénomène naturel. L'historien Lars Lih, soulignant ce point, préfère garder le mot russe pour ne pas faire de Lénine à partir d'une traduction inexacte un adversaire de la « spontanéité » dans la lutte des classes.

Dans *Que faire ?*, il présente la classe ouvrière comme « *combattant d'avant-garde pour la démocratie* ». Les ouvriers ne peuvent accéder à une conscience politique véritable que s'ils « *réagissent contre tous les abus, toutes les manifestations d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes*

qui en sont les victimes ». *Que faire ?* fixe comme objectif au parti de « *recueillir (...) et concentrer toutes les gouttelettes et les ruisseaux de l'effervescence populaire qui suintent à travers la vie russe (...) et qu'il importe de réunir en un seul torrent gigantesque* ». Ainsi, les membres la *Volonté du Peuple* ont eu « *le grand mérite historique de s'être efforcés de gagner tous les mécontents (et pas seulement les ouvriers) à leur organisation* » (2) dans la lutte contre l'autocratie. Le renversement de cette dernière passe par un combat pour la démocratie politique qui doit rassembler tous ceux qui la revendiquent sous la direction du prolétariat ; il y faut une forte organisation révolutionnaire capable de recourir à l'insurrection, donc clandestine, puisque toute activité politique légale est interdite dans la Russie tsariste jusqu'à la révolution de 1905.

Que faire ? définit un moment de sa réflexion et non sa pensée immuable. Dès le congrès de 1903, il souligne qu'il a « *forcé la note* » et « *tordu en sens inverse le bâton tordu par les économistes* » (3). Autrement dit, il a outré certaines formulations. En février 1905, il souligne : « *Que faire ? était effectivement une*

(1) *Slovar Rousskogo Iazyka*, Moscou, 1961, t. 3, p. 367.

(2) Lénine, *Que faire ?*, *op. cit.*, pp. 124, 132 et 193.

(3) Lénine, *Que faire ?*, *op. cit.*, p. 257.

brochure polémique entièrement consacrée à la critique de la tendance suiviste (c'est-à-dire à la traîne des libéraux) de la social-démocratie d'alors » (4). Bref, c'est un moment d'une histoire en partie révolue. En 1902, il forçait la note en proclamant : « *Ce qu'il nous faut, c'est une organisation militaire d'agents.* » Après 1905, les conditions ont changé ; il supprime donc purement et simplement cette phrase dans sa réédition de 1907.

Lénine réédite en effet *Que faire ?* en 1907 dans le recueil *Douze années*. Dans sa préface, il souligne l'aspect circonstanciel de cette « brochure » : « *L'erreur capitale de ceux qui polémiquent aujourd'hui contre Que faire ?, souligne-t-il alors, consiste à isoler complètement cette œuvre de la situation historique déterminée où elle est née, de la période déjà fort lointaine du développement de notre parti au cours de laquelle elle a été rédigée.* » « *Déjà fort lointaine* »... on ne saurait mieux souligner son caractère par certains aspects dépassé. Et pour bien se faire comprendre, il insiste : « *Que faire ? est une œuvre polémique destinée à corriger les erreurs de "l'économisme" et il est incorrect*

d'examiner le contenu de cette brochure en l'isolant de cette tâche » (5). L'économisme, rappelons-le, est un courant de la social-démocratie russe dont on peut résumer les conceptions en deux lignes : le rôle des ouvriers est de se battre pour leurs revendications immédiates ; quant à la lutte politique contre le tsarisme, elle relève de la responsabilité de la bourgeoisie libérale. Or, après la révolution de 1905, ce courant disparaît de la scène politique. Lénine ne va donc pas continuer à se battre contre un courant réduit au statut de fantôme.

Après cette réédition, Lénine ne parlera plus jamais de *Que faire ?*, qui appartient pour lui à un passé révolu. Pourtant, on a fait indûment de cet ouvrage l'acte de naissance du bolchevisme et un concentré des conceptions générales de Lénine dont l'étude permettrait de comprendre sa politique ultérieure, la « *Bible du bolchevisme* », pour reprendre un mot de Michel Collinet, adversaire déterminé du bolchevisme. ■

(4) *Ibid.*, p. 282.

(5) Lénine, *Que faire ?*, *op. cit.*, pp. 44-45 et 51.

La bureaucratisation à pas de géant : en 1927, un membre sur deux du parti communiste soviétique est un permanent !

Par Jean-Jacques Marie

Le XV^e Congrès du parti communiste de l'URSS, qui se tient en décembre 1927, marque la défaite de l'Opposition unifiée qui va se traduire par l'envoi en exil de plusieurs milliers de « bolcheviks-léninistes » (trotskystes). Ce congrès a débouché aussi sur la publication d'un document d'un très grand intérêt, guère utilisé par les historiens, le recensement des adhérents du parti et leur répartition professionnelle et sociale. Ce recensement donne de la bureaucratisation du parti une image très éclairante. D'après les chiffres officiels publiés dans un document intitulé *Composition du parti communiste (bolchevique)*, au recensement publié en 1927, 438 832 adhérents du parti appartenaient aux organismes dirigeants du parti, de l'Etat et des syndicats à tous les niveaux, depuis le niveau central jusqu'à

celui des régions et des localités d'une certaine importance. Le parti communiste comptait donc dans ses rangs 438 832 permanents, attachés au maintien dans leur poste qui leur permettait d'échapper au travail en usine, de ne pas trop se fatiguer, de bénéficier de certains avantages matériels et dont ils savaient qu'ils perdraient ledit poste et les avantages qui lui étaient liés à la moindre manifestation oppositionnelle, voire simplement critique. Pour saisir l'ampleur du phénomène, il faut rapporter ce chiffre à celui du nombre des adhérents du parti : 887 000 membres... dont un sur deux est donc un permanent ! On le devine, la défaite de l'opposition n'est pas le fruit d'un affrontement idéologique ! ■

La dernière esclave

Alexandra Kollontai, article paru dans le *Bulletin communiste*, 17 mars 1921

« Depuis des siècles, la femme orientale était silencieuse ; il a fallu le puissant tocsin de la révolution prolétarienne de Russie pour la faire sortir de sa torpeur séculaire. L'annonce du communisme, du travail et de la camaraderie universels, de l'égalité des sexes et de la solidarité générale, a pénétré comme un appel irrésistible, l'Orient lointain a réveillé les masses aux couleurs vives et bigarrées. L'Orient a bougé. Les pauvres, avec toute la haine accumulée dans leur cœur contre les satrapes et les riches, ont commencé leur ascension vers le drapeau rouge, symbole de liberté, d'égalité et de travail pour tous. Pour la première fois dans l'histoire, la femme de l'Orient a entendu l'appel adressé à elle, la plus opprimée entre les opprimées. Elle qui n'était presque qu'une chose, presque un accessoire de ménage, un instrument humble et sans voix, le drapeau rouge du communisme l'appelle à l'égalité et à la possession de toutes les conquêtes de la révolution.

La femme de l'Orient, pour la première fois depuis bien des siècles, a rejeté le voile et s'est mêlée à la foule révolutionnaire en marche vers le symbole de l'affranchissement, vers le drapeau rouge du communisme.

Chaque mois d'existence de la République soviétique, en asseyant davan-



Alexandra Kollontai.
(D.R.)

tage le fondement du communisme, augmente la fermentation parmi les femmes d'Orient. Pour la première fois, la femme orientale apparaît dans l'histoire au Bureau du congrès des peuples de l'Orient à Bakou. Dans toutes les régions de la Russie soviétique où domine une population musulmane, dans les Républiques orientales, un profond travail d'éveil se

poursuit dans les masses féminines. L'idée soviétique est comme une baguette magique qui entraîne tous les déshérités, qui fait écrouler les barrières séparant les races orientales des autres, et qui unit les forces dispersées. Les femmes réclament leur droit à l'instruction. Autour des sections d'instruction publique se groupent les femmes orientales, débarrassées du voile. Les Tartares, les Persanes, les Sartes, luttent contre cet attribut anti-hygiénique. A Téhéran, où le capital a déjà préparé le sol pour une semence future de communisme, une conférence de femmes s'est tenue avec ce mot de ralliement : "A bas le voile !"

Le Turkestan, avec sa petite industrie ménagère, voit grandir chaque jour le mouvement qui entraîne les femmes des artisans. Le nombre de cas de divorces venant devant les tribunaux augmente chaque jour : la femme, forte de son commencement d'émancipation économique,

LA DERNIÈRE ESCLAVE

réclame de plus en plus catégoriquement son droit à l'existence indépendante.

Dans l'Azerbaïdjan, les femmes musulmanes guidées par la section communiste ont organisé un club, un jardin d'enfants, un atelier de couture, un réfectoire et une école.

Dans la Transcaspië se tiennent des réunions régulières de femmes, comme les assemblées de délégués en Russie. Il y a un syndicat de l'aiguille, groupant les musulmanes et les Russes.

A Samarcande, la section féminine du Comité communiste possède un groupement de musulmanes. Des sections féminines existent à Boukhara. Le comité exécutif du Turkestan compte quatre femmes, mais toutes n'ont pas encore enlevé leur voile.

En Bachkirie, parmi les femmes kalmouques et kirghizes, dans la République tartare et même dans les contrées lointaines du Nord, à Tioumen, le mouvement s'étend parmi les musulmanes, les sections féminines de notre parti des racines profondes...

La femme orientale, surtout la fraction qui vit sur le territoire de la Fédération soviétique, s'est éveillée et s'élance vers son complet affranchissement. Il suffit de savoir l'aider pour gagner des défenseurs nouveaux à la grande idée communiste.

La troisième conférence pansrusse des Sections féminines était assistée d'une section spéciale des femmes orientales. Elle a décidé non seulement d'intensifier cette partie de notre travail mais encore de convoquer pour le 1^{er} février, date ensuite reculée au 1^{er} avril, un premier congrès pansrusse des femmes de l'Orient. Dans toutes les provinces seront créées des commissions d'organisation pour préparer le congrès. Ces commissions seront composées de représentants des bureaux musulmans, des sections ouvrières et des comités de la jeunesse communiste. La même action sera faite dans les districts. On prépare des tracts, des affiches, des proclamations, on utilise les instituteurs, les médecins, les groupements communistes, toutes les associations éducatives musulmanes.

Dans les républiques autonomes, la préparation du congrès incombe égale-

ment aux sections féminines. Des conférences préalables sont convoquées dans les provinces et les districts. Une large propagande est faite. L'ordre du jour du congrès est le suivant : 1° questions actuelles ; 2° le pouvoir des soviets et les femmes d'Orient ; 3° la situation juridique de la femme orientale autrefois et maintenant ; 4° la petite industrie et la femme en Orient ; 5° la protection de la maternité et de l'enfance ; 6° l'instruction publique et la femme orientale.

Ce congrès sera général, sans considérations de parti : son but est de mettre en branle une masse encore vierge, d'intéresser à l'action soviétique les populations féminines, d'éduquer les femmes orientales dans l'esprit communiste et de les affermir pour la lutte contre les ennemis des travailleurs. Mais comme il faut compter avec toutes les particularités économiques et traditionnelles de l'Orient, il a été décidé de réunir après le congrès une conférence de femmes communistes musulmanes pour examiner diverses questions d'organisation et de programme concernant l'affranchissement de la femme orientale.

Nos efforts devront être concentrés sur deux points principaux : grouper et rassembler les forces éparses des femmes-artisans dans les localités où le capital industriel a déjà mis sa lourde patte sur la prolétaire orientale, grouper les éléments agricoles, semi-nomades ou nomades autour de coopératives agricoles et, d'autre part, entraîner les masses féminines dans l'action éducative, puis politique de nos sections d'instruction publique. Plus que partout ailleurs, la science et l'instruction seront en Orient le plus sûr instrument d'affranchissement. Une liaison étroite entre les femmes et les organes éducateurs est une nécessité dictée par la vie même.

Plus s'étendra l'action de nos sections féminines parmi les femmes orientales, plus le communisme s'établira rapidement en Orient et plus décisif sera le coup porté à l'impérialisme occidental par les forces réunies du prolétariat oriental arraché à son séculaire sommeil. »

Alexandra Kollontai ■

« Le sionisme est-il un mouvement libérateur démocratique ? »

La réponse du bundiste Henryk Erlich à Simon Doubnov (1938)

Par Jean-Jacques Marie

Présentation

En 1938, une délégation sioniste, composée de David Ben Gourion (1), Vladimir Jabotinski (2) et Itzak Grynbaum (3), se rend en Pologne, alors dirigée par un gouvernement ultra-nationaliste, profondément réactionnaire et antisémite. Leur objectif est de convaincre le maximum des juifs polonais de quitter la Pologne et d'en discuter, entre autres, avec les autorités polonaises elles-mêmes et les cercles réactionnaires désireux de chasser le maximum de juifs de Pologne. Cette visite, qui reçoit l'approbation du grand historien Simon Doubnov, auteur d'une monumentale *Histoire moderne du peuple juif*, suscite une réponse vigoureuse du dirigeant du Bund (4) Henryk Erlich, membre de la direction de l'Internationale socialiste, par ailleurs gendre de Doubnov dont il avait épousé la fille Sofia Doubnova. Nous traduisons ici le long extrait publié dans le livre d'Emanuel Nowogrodzki : *The Jewish Labor Bund in Poland*.

Pour en saisir la portée, il faut se rappeler que le gouvernement polonais de l'époque tente à toutes forces de bouter le maximum de juifs hors de Pologne. Le 15 février 1938, le député Hutten-Czapski propose la création d'un sous-secrétariat d'Etat pour l'émigration des juifs. L'historien Pawel Korzec note : « A une

des séances du Sénat le sociologue et juriste éminent Léon Petrazycki, après avoir assuré qu'il n'était animé par aucun sentiment antijuif, estime néanmoins que le sort des Juifs en Pologne est joué. Il prévoit que leur situation empirera de mois en mois, d'année en année et qu'ils devront se résoudre à l'émigration. Il reproche encore aux Juifs de ne pas comprendre la situation et de tenter envers et contre tout de résister à une nécessité historique » (5).

Les notes sont de la rédaction des CMO

(1) David Ben Gourion (1886-1973), secrétaire général de la Histadrut (syndicat des travailleurs juifs de Palestine) de 1920 à 1935, créateur en 1919 de l'Akhdut Avoda (parti sioniste) ; en 1930 fonde le Mapai (parti travailliste sioniste). Premier ministre d'Israël de 1948 à 1953 puis de 1955 à 1963.

(2) Vladimir Jabotinski, fondateur de la Légion juive en Palestine pendant la Première Guerre mondiale, puis, en 1925, du Parti révisionniste, organisation nationaliste qui contenait une aile fascisante, et de l'organisation clandestine armée dite la Haganah, puis de l'Irgoun, organisation pratiquant le terrorisme.

(3) Itzak Grynbaum (1879-1970), membre des « sionistes généraux », courant dit libéral, proche de l'Organisation sioniste mondiale et auquel appartient Haïm Weizman, le président du Congrès mondial juif. Sera le premier ministre de l'Intérieur de l'Etat d'Israël lors de sa fondation en 1948.

(4) Le Bund : Parti ouvrier social-démocrate juif fondé en 1897, proche du courant menchevique de la social-démocratie russe.

(5) Pawel Korzec, *Juifs en Pologne*, pp. 260-261.

« LE SIONISME EST-IL UN MOUVEMENT LIBÉRATEUR DÉMOCRATIQUE ? »

Dans la foulée, le 20 septembre, alors que Hitler prépare le dépeçage de la Tchécoslovaquie, auquel le gouvernement polonais participera – modestement mais fermement – en occupant la région de Teschen, l'ambassadeur polonais en Allemagne, Jozef Lipski, rend visite à Hitler qui le reçoit aimablement et lui déclare qu'il comprend tout à fait l'aspiration de la Pologne à acquérir des colonies pour y envoyer ses sujets juifs. Ironie cruelle de l'histoire, quelques semaines plus tard, les nazis raflent 15 000 juifs polonais installés en Allemagne et les expédient en Pologne !

Cette véritable chasse aux juifs débouche sur un projet de loi sur l'émigration (forcée !) destiné à être soumis à la Diète (le Parlement polonais) dont Pawel Korzec donne le résumé suivant : « *Aux termes de ce projet, le Conseil des ministres établirait chaque année une liste de cinquante à cent mille juifs qui seraient contraints de quitter le pays dans l'année (...). La sélection serait faite au niveau régional par une commission spéciale d'émigration composée de représentants de l'administration, de la communauté juive et de la population non juive. Le financement de toute cette procédure serait à la charge des juifs de Pologne et de l'étranger* » (6).

C'est dans ce climat que se déroule la visite des trois dirigeants sionistes cités ci-dessus pour obtenir des cercles polonais dirigeants l'envoi de juifs polonais en émigration.

Erlich et les autres dirigeants du Bund, dont Victor Alter, se battent, eux, pour que les juifs polonais aient les mêmes droits que les autres polonais, combat qu'ils mènent en même temps que la défense des travailleurs juifs doublement opprimés en tant que travailleurs et en temps que juifs.

Certains jugent ce combat perdu d'avance et objectent : si les juifs polonais avaient répondu à l'appel des sionistes (et du gouvernement polonais !) à quitter la Pologne, ils auraient échappé au massacre organisé ensuite par les nazis, présenté comme inéluctable. C'est oublier un fait incontournable : l'invasion de la Pologne

par Hitler est le premier acte de la marche nazie vers l'Est, c'est-à-dire vers l'URSS, pour détruire le « bolchevisme » ou plus exactement ce que les propagandistes nazis, après les chefs des Russes blancs, appelaient le « judéo-bolchevisme ». Or cette marche vers l'Est a été systématiquement encouragée au cours des années 1930 par la bourgeoisie anglaise, dignement représentée en particulier par Chamberlain et Halifax, et sa vassale bourgeoisie française. Ces deux bourgeoisies voulaient à toute force garder leur précieux empire colonial, menacé à leurs yeux par le « bolchevisme », malgré la dégénérescence bureaucratique stalinienne, toujours incarné par l'URSS, dont elles souhaitaient la destruction. Ces deux bourgeoisies voulaient donc à toute force pousser Hitler vers l'Est. Elles y voyaient un double avantage : détourner les nazis de leur propre empire à elles et leur confier la tâche de détruire le foyer mondial du « bolchevisme », seul courant politique à l'origine, avant la dégénérescence stalinienne, trop souvent ignorée, historiquement favorable à l'émancipation des peuples colonisés, que la social-démocratie voulait maintenir sous le giron de sa bourgeoisie nationale. Tel est le sens du traité de Munich le 30 septembre 1938. Mais pour attaquer l'Union soviétique, il fallait, pour des raisons géographiques évidentes, passer sur le cadavre de la Tchécoslovaquie et de la Pologne. Les gouvernements français et anglais se gardent bien de gêner Hitler dans cette double entreprise. Ainsi ils cautionnent le dépeçage puis, plus discrètement, l'invasion de la Tchécoslovaquie et, s'ils déclarent la guerre à l'Allemagne au lendemain de l'invasion, au début de septembre 1939, ils se gardent bien d'entreprendre la moindre opération militaire qui pourrait gêner le chef nazi. C'est ce que l'on appela alors la « drôle de guerre », qui permit à Hitler de concentrer toutes ses forces sur la Pologne, balayée en trois semaines, premier acte d'une entreprise dont le second acte devait être l'attaque de l'URSS diffé-

(6) *Ibid.*, pp. 264-265.

rée par le pacte Hitler-Staline, dont Hitler avait besoin pour attaquer la Pologne : la drôle de guerre anglo-française est ainsi le prologue du massacre des quelque trois millions de juifs polonais.

Fait beaucoup plus décisif encore : la solution finale est le produit direct de la guerre, souhaitée par les bourgeoisies mondiales, contre l'URSS, considérée par Hitler comme le centre mondial du « judéo-bolchevisme ». Jusqu'à la fin 1941, en effet, la politique juive des nazis, très proche de celle du gouvernement polonais en 1938-1939, visait à chasser les juifs ailleurs. Ils envisagent alors l'envoi massif des juifs allemands... à Madagascar. Goebbels l'évoque en juillet 1940 : « *Plus tard nous avons l'intention d'expédier les juifs à Madagascar* » (7). Soulignant un peu plus tard la volonté des nazis de faire de la Pologne « *un grand réservoir de travail à notre profit* », Goebbels ajoute : « *Plus tard nous repousserons les juifs encore une fois hors de ce territoire* » (8). Encore le 18 décembre 1941, juste à la veille du déclenchement de la « solution finale », dont il n'est pas encore informé, il note dans ses *Carnets* : « *Les juifs doivent avant tout quitter le territoire du Reich (...). Tous les juifs doivent être transférés à l'Est* » (9).

Au lendemain de l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht, Henryk Erlich et son camarade Victor Alter se réfugient en Union soviétique. Le NKVD les arrête, les incarcère à la Loubianka et les accuse d'avoir été envoyés par les services secrets polonais pour organiser des attentats. En juillet 1941, peu après l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, il les condamne à mort mais ne les exécute pas. Beria tente alors, sur demande de Staline, de mettre en place un comité mondial antifasciste, destiné à mobiliser les juifs du monde entier contre l'envahisseur. Sur ordre de Staline, il fait libérer les deux bundistes et les invite à collaborer à la mise en place du projet de Comité antifasciste juif. Les deux bundistes rédigent une déclaration de principes expliquant : le danger que le nazisme fait peser sur l'humanité menace les juifs plus encore que

les autres peuples. Ils proposent de former en URSS un comité juif antihitlérien, composé de sept représentants des populations juives de pays sous la domination nazie et d'un représentant des populations juives de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Leur comité devrait coopérer avec les gouvernements et les ambassades des pays ayant une nombreuse population juive et combattant l'hitlérisme, et tisser « *un lien permanent avec la population juive des pays réduits en esclavage par l'hitlérisme* ». Staline a dû juger exorbitante cette proposition d'une internationale juive antifasciste dirigée par deux dirigeants juifs polonais de l'Internationale socialiste, installée à Moscou mais échappant au contrôle du Kremlin. Le 4 décembre 1941, il fait emprisonner puis condamner à mort Alter et Ehrlich mais se demande sans doute si les deux hommes ne pourraient pas être encore utiles car il diffère l'exécution de la décision. Erlich se pend dans sa cellule le 12 mai 1942, Alter, sera fusillé le 17 février 1943. La propagande stalinienne répondra à l'émotion suscitée aux Etats-Unis et ailleurs par leur disparition en les accusant de défaitisme face aux nazis !

Simon Doubnov, lui, avait quitté l'URSS en 1922, émigré en Lituanie puis en Allemagne, avant de se réfugier en 1937 à Riga où les Soviétiques le laissent en paix quand ils envahissent la Lettonie mais où les nazis l'assassinent dès leur arrivée en juillet 1941.

(7) Goebbels, *Journal 1939-1942*, p. 185.

(8) *Ibid.*, p. 210.

(9) *Ibid.*, p. 456.

L'article d'Erlich

« Si l'on examine la politique sioniste au cours des dernières années, on arrive à la conclusion que ces gens ont perdu la tête et qu'en voulant sauver une étincelle des illusions sionistes ils commettent des crimes contre les masses populaires juives plus grands les uns que les autres. Les dirigeants du mouvement sioniste ont commencé à jouer ouvertement la carte antisémite ! Leur esprit est envahi par la pensée folle de former un bloc des pays ayant des gouvernements antisémites comme alliés du sionisme, constituant une force pour "exercer une pression" sur le gouvernement britannique (10). Afin de se gagner ces pays, les sionistes présentent aux membres de la Société des Nations des "théories" qui coïncident totalement avec les "fondements théoriques" avancés par les "théoriciens" de l'antisémitisme comme base de leur politique d'éradication des juifs. Que le professeur Doubnov lise l'annexe numéro un au memorandum (aide-mémoire) adressé par l'Agence juive à la Société des Nations en septembre 1937, et il les persuadera qu'il en est bien ainsi.

Ainsi, afin de ne pas irriter les représentants de ces pays, les sionistes se retiennent consciemment de signaler toutes les injustices auxquelles les juifs sont soumis.

Septembre 1937, c'était le moment où la population juive de Roumanie était menacée de perdre sa citoyenneté et ses droits. En septembre 1937, la population juive de Varsovie vivait des jours douloureux. Et en septembre 1937, le représentant de la Pologne à Genève déclara – et ce pas pour la première fois – que les juifs devraient quitter la Pologne. Les représentants les plus connus de l'Agence juive et du Congrès juif mondial "circulaient" alors dans les couloirs de la Société des

Nations, mais pendant ces journées ces gentlemen n'ont pas prononcé un mot en défense des masses populaires juives en Europe. Et le ministre des Affaires étrangères polonaises, Beck, pouvait livrer à la presse un communiqué, après une réunion avec le docteur Weizman, affirmant que le leader du mouvement sioniste, le docteur Weizmann et lui étaient parvenus à une compréhension totale et cordiale des problèmes de l'émigration juive.

Et ce que les sionistes font sur l'arène internationale, c'est aussi ce qu'ils font dans les pays où vivent les juifs. Qui peut oublier la fameuse déclaration de Grynbaum en 1927 sur le "*million de Juifs superflus*" qui devaient quitter la Pologne ? Qui peut oublier sa déclaration non moins fameuse de 1928 affirmant que "*les Juifs souillent l'air en Pologne*" ?

Mais les années 1927-1928 étaient des années paradisiaques comparées à notre époque ; certainement à cette époque le slogan "Les Juifs en Palestine" était populaire non seulement chez les sionistes mais aussi chez les antisémites. Néanmoins, qui, dans la société polonaise, mettait alors en cause nos droits dans le pays ?

Huit années fatales ont passé et est arrivée l'année 1936, l'année des pogromes à Przytyk, Minsk-Mazowiecki et dans un grand nombre d'autres endroits. Le camp ouvertement fasciste en Pologne a non seulement prêché mais engagé une bataille économique d'extermination contre les juifs, il a exigé une émigration forcée massive, des ghettos et des lois de Nuremberg pour les juifs qui resteraient "temporairement" en Pologne. Et les fascistes ont par leurs déclarations et leurs

(10) Rappelons qu'à cette époque la Palestine était sous mandat britannique.

actes fait appel à la force physique pour accélérer l'exode des juifs hors de Pologne. Même le chef du gouvernement a déclaré : *"La lutte économique, pourquoi pas ?"* Les masses populaires juives sentaient leurs droits élémentaires de citoyens et d'êtres humains menacés et elles se sont mobilisées dans le combat pour défendre ces droits, ce qui s'est traduit par la grève du 17 mars et la campagne de masse pour réunir le Congrès de lutte contre l'antisémitisme.

Et voilà que sur ces entrefaites trois gros bonnets sionistes, représentant les diverses factions sionistes, arrivent en Pologne : Ben Gourion, Grynbaum, Jabotinski. Comme un homme d'Etat, chacun d'eux a convoqué "une conférence de presse" destinée aux journalistes polonais et chacun d'eux, à sa manière, a affirmé son accord à cent pour cent avec les groupes polonais antisémites.

Ben Gourion, membre de Poalé Zion, a déclaré que la seule solution de la question juive en Pologne était l'émigration. M. Grynbaum des Sionistes généraux a déclaré que les juifs étaient effectivement une gêne pour les paysans polonais, pour les femmes des sergents polonais. Quant au "duce" juif Jabotinski, il a déclaré que l'on devrait évacuer les juifs de Pologne, et vite !

Chacune de ces déclarations a été un coup de tonnerre pour la population juive de Pologne. Mais toute la presse antisémite y a vu la plus haute expression d'une sagesse politique. Les journalistes sionistes polonais, à l'exception des plus stupides et des plus méprisés, se sont étranglés devant ces déclarations difficiles à avaler ! Mais la presse antisémite a déclaré que Ben Gourion, Grynbaum et Jabotinski étaient les plus grands et même les seuls politiciens nationaux de la nation juive. Le journal antisémite *Czas* a même ouvert ses colonnes à la chérie du "duce" Jabotinski. L'antisémite *Kurier Warszawski* a présenté le livre de Jabotinski *L'Etat juif* quasiment comme le plus grand événement littéraire de notre époque ; que voulez-vous de plus ? Le grand Julius Streicher (11) lui-même a reproduit un article de Grynbaum, accom-

pagné du commentaire : *"Ce Grynbaum est un honnête juif..."*

Cela se passait en 1936. Nous sommes aujourd'hui en 1938. Le Conseil central de l'organisation Ozon (12) vient juste d'achever ses délibérations. Ce groupe a dans les faits pris la place de l'ancien parti de gouvernement qui s'est disloqué en 1935 (13). Sa réunion a adopté un programme sur la question juive qui coïncide totalement avec le programme des groupes antisémites les plus virulents, le prétendu "Camp national". La population juive en Pologne y est qualifiée de groupe d'"Etat supplémentaire", qui par sa seule existence *"affaiblit le développement normal des forces nationales et étatiques polonaises et fait obstacle à l'évolution en cours en Pologne"*. Aussi la participation des juifs à la vie économique du pays doit-elle être réduite ; le nombre de juifs scolarisés doit être réduit ; on doit se prémunir contre les influences juives sur la culture polonaise. Tout cela doit faire l'objet d'une action légale appropriée. Mais tout cela n'est qu'une "solution" partielle du problème juif. Sa "solution fondamentale" est l'émigration en Palestine ou ailleurs, car la Palestine seule est trop petite. Les commentaires de presse sont rédigés dans le traditionnel style de haine antisémite. Une seule vision de la vie juive a trouvé *"une reconnaissance respectueuse"* de la part des auteurs du programme et de ses commentaires... et c'est le sionisme.

Les sionistes ne vont pas tirer profit de ces compliments. Mais confrontée aux citations ci-dessous, toute personne objective doit conclure qu'ils les méritent largement. » ■

(11) Julius Streicher (1885-1946), directeur du quotidien violemment antisémite *Der Stürmer* de 1923 à 1945. Condamné à mort au procès de Nuremberg en 1946. Les tests pratiqués lors du procès lui attribuèrent le QI très bas de 106...

(12) Ozon : formation politique gouvernementale d'orientation fascisante créée en 1937.

(13) La mort, en 1935, du chef du gouvernement polonais, le maréchal Josef Pilsudski, fut en effet suivie de vives dissensions au sein du bloc gouvernemental qu'il avait constitué autour de sa personne.

L'antisémitisme, doctrine de barbarie

(La Vérité, organe trotskyste clandestin, n° 22,
1^{er} octobre 1941)

Des grandes affiches couvrent les murs, rendant les juifs responsables de tous les malheurs passés, présents et futurs. Une exposition antijuive a ouvert ses portes et s'acharne contre des êtres humains, parce qu'ils appartiennent à une certaine « race ». Les boutiques juives sont mises entre les mains de gérants aryens, ou réquisitionnées sous divers prétextes ; les juifs se voient privés de leurs emplois, ne peuvent même plus vendre ce qu'ils possèdent, ni posséder un appareil de TSF. On les arrête dans les rues ; on les enferme dans les camps de concentration. Et la racaille fasciste, allemande ou française, trouve pour cette besogne une foule de mercenaires à vendre ; journalistes, speakers de la radio, pseudo-savants qui, par la plume ou la parole, acceptent de se couvrir de boue en bavant contre les juifs, comme ils baveraient contre n'importe qui du moment que cela leur rapporte ; gardes-mobiles capables de tout. Tous ces gens-là sont ceux mêmes qui demain, après la révolution, chercheraient à se faire passer pour plus révolutionnaires que nous si nous n'y prenions garde, comme ils sont prêts à se vendre à n'importe quel pouvoir. Aujourd'hui, ils n'hésitent pas à employer ou approuver les brutalités physiques ; même, on nous signale qu'au camp de Drancy un juif, qui avait tenté de s'évader, a été battu sauvagement par les gardes ; ses camarades, ayant murmuré



Affiche de l'exposition Le juif et la France sur la façade du palais Berlitz septembre 1941- Paris (D.R.)

contre cet odieux traitement, ont été privés d'un repas.

Que penser de cette barbarie moyen-âgeuse ?

En dépit des loufoqueries de Gobineau et de Rosenberg et de l'essai de justification théorique de l'antisémitisme par le professeur Montandon, il n'y a pas, à pro-

prement parler, de race juive. Les juifs, comme tous les peuples, subirent de nombreux mélanges, et plus du tiers d'entre eux chez les Achkenazim (juifs du Nord) étaient, à l'origine, des slaves convertis au judaïsme, donc des Aryens, tandis que les Arabes, sur qui Hitler tente de s'appuyer contre eux au nom de l'antisémitisme, sont des sémites.

Les caractéristiques sociales des juifs, leur aptitude au commerce, s'expliquent, non par des questions de race, mais par les siècles d'oppression qu'ils eurent à subir, pendant lesquels certaines professions seulement leur étaient permises.

L'affirmation des fascistes suivant laquelle les juifs sont responsables de la guerre est une pure et simple imbécilité. La guerre est le fruit des rivalités économiques entre les capitalistes allemands et anglo-français. Dans notre propre pays, les antisémites d'aujourd'hui qui s'entendent avec Hitler, les Henri Béraud et autres Weygand, sont les mêmes qui se montraient hier le plus agressifs contre l'Allemagne.

Les fascistes accusent en outre les juifs d'avoir créé la doctrine communiste dans le but de dominer le monde. Le communisme n'est, en réalité, ni juif ni aryen, mais prolétarien et internationaliste. S'il y eût toujours dans les rangs des partis ouvriers une forte proportion de juifs, cela tient aux persécutions subies par eux dans la plupart des pays dits civilisés, en tant que minorité religieuse ou raciale. Cette forte proportion de juifs dans nos rangs est, d'ailleurs, tout à leur honneur.

Nous, internationalistes, sommes les adversaires résolus de tout racisme. Nous

combattons l'antisémitisme comme le racisme anti-nègre aux Etats-Unis, comme l'oppression des peuples de couleur par les Européens, comme du reste l'exploitation des Arabes de Palestine par le capitalisme juif.

Pour nous, il n'y a ni juifs ni Aryens, mais des prolétaires et des capitalistes. Rothschild est notre ennemi de classe au même titre que de Wendel ou Schneider qui, eux, ne sont pas touchés par le « national-socialisme ». Nous constatons, d'ailleurs sans aucun étonnement, que les capitalistes juifs ont pu quitter l'Europe et mettre en lieu sûr une partie de leurs richesses, et que, malgré les affirmations de *Paris-Soir*, ce sont les travailleurs juifs, ouvriers, employés, petits boutiquiers, ou tout au plus avocats et médecins qui font les frais des lois nouvelles.

La révolution prolétarienne fera une fois pour toutes table rase de la haine contre une race quelle qu'elle soit. Dans notre société socialiste, le mot « étranger » n'aura aucun sens ; le mot « juif » perdra le sien. Chaque travailleur jouira des mêmes droits quels que soient son lieu de naissance, la couleur de sa peau ou l'origine de ses ancêtres. Ces vérités élémentaires devraient être comprises par chaque travailleur depuis longtemps. Le fait qu'il soit nécessaire de les énoncer montre à quel point la nuit s'est étendue sur l'Europe. Mais cela n'aura qu'un temps. Et nous n'oublierons pas, au moment du passage de la société actuelle à la nouvelle, de régler le compte de ceux qui se font actuellement les complices de la barbarie hitlérienne. ■

UNE CRITIQUE DE L'ARCHIPEL GOULAG* DE SOLJENITSYNE

*En Russie, on emploie cette expression Archipel Goulag sans la préposition "de".

Mieux vaut tard que jamais

Préface au recueil *Un livre qui a trompé le monde*

Par Valery Essipov

« *Les gens ne croient que les puissants* » **A. S. Pouchkine**

« *A la source de toute mystification il y a toujours le refus obstiné d'analyser la réalité* » **Karl Mannheim**

Les raisons pour lesquelles il était indispensable de publier ce recueil sont si évidentes que de nombreux lecteurs, sûrement, s'étonneront qu'il ait paru si tardivement. De fait, 40 ans ont passé depuis la publication de *l'Archipel Goulag* de Soljenitsyne, à Paris, en 1973. Le livre, publié à grand tirage dans de nombreux pays, a joué un rôle important dans l'évolution de la conscience de millions de gens, leur vision du monde et influé sur les changements politiques mondiaux. Et pourtant, si surprenant que cela soit, pendant tout ce temps ce livre n'a jamais fait l'objet d'une analyse scientifique approfondie et d'une critique qui y corresponde.

L'Archipel Goulag, une encyclopédie du système pénitentiaire soviétique ?

Nous ne parlons pas ici, bien évidemment, des innombrables réactions et réactions suscitées par *l'Archipel Goulag* mais d'une analyse objective stricte, au minimum une expertise factuelle détaillée du contenu de l'œuvre et l'étude attentive des méthodes de l'auteur et de ses présupposés conceptuels. Car sur tous ces points, en Occident comme en Russie, on aurait

pu depuis longtemps réfuter l'ouvrage de Soljenitsyne. Nous reviendrons sur ce problème, mais nous allons d'abord faire la liste des principaux problèmes qui exigent des réponses claires et sans équivoque.

On peut résumer ainsi les doutes nourris depuis longtemps par de nombreux lecteurs sur le contenu et les outrances du livre : quelle est la part de vérité et celle des suppositions et inventions de l'auteur ?

Sous une forme plus académique on peut dire : le genre « recherche littéraire » défini par l'auteur lui-même est-il un exemple type et éclatant de « l'histoire orale » avec tous les défauts et insuffisances propres à cette méthode, ou l'œuvre peut-elle prétendre à plus ? Dans la mesure où le mot « recherche » suppose, d'une façon ou d'une autre, des exigences scientifiques, *l'Archipel Goulag* peut-il prétendre à ce titre, ne fut-ce qu'au niveau de la critique des sources ? Il est légitime de se demander si le livre répond à sa réputation « d'encyclopédie » complète et fiable du système pénitentiaire soviétique. Pas seulement en partie, mais dans son ensemble et avant tout dans la caractérisation donnée par l'écrivain des camps de redressement par le travail comme des camps « *d'extermination par le travail* ».

La « révolution des archives » des années 1990-2000 en Russie a enfin fourni des données complètes sur la répression, mais surtout elle permet de démonter toute élucubration sur ce thème.

La science académique se couche devant Soljenitsyne

Notre époque apporte aussi d'appréciables progrès : de nombreuses sources sont accessibles par Internet et le lecteur d'aujourd'hui est familiarisé avec les notions d'« intox » ou de « fake news » et peut sans peine les projeter dans le passé. Mais les synonymes plus anciens, comme « informations non vérifiées » ou « désinformation » n'ont jamais disparu.

Il faut le constater : à de rares exceptions près, la science académique en Russie n'a pas répondu au défi jeté en son temps par *l'Archipel Goulag*. Et même aujourd'hui le corps académique se couche devant Soljenitsyne et son autorité. Le plus récent exemple en est la parution, en 2004, aux éditions savantes ROSSPEN, sous l'égide des Archives nationales de la Fédération de Russie, de sept tomes de documents sous le titre *Histoire du Goulag stalinien*, préfacés par... Soljenitsyne et aussi par l'historien soviétologue Robert Conquest qui ne s'est pas, lui non plus, distingué par son objectivité dans ses travaux sur l'histoire de la répression en URSS (1). De plus, tout au long de ces sept tomes, il n'y a la moindre tentative pour mettre en regard les documents publiés avec les épisodes correspondants de *l'Archipel Goulag* (ne fût-ce que sur certains aspects extrêmement discutables du soulèvement de Kengirsk) et toute critique du livre est exclue. Ainsi l'un des rédacteurs de l'ouvrage, V. A. Kozlov, déclare : Soljenitsyne « a été contraint de pallier le manque d'informations vérifiables par des déductions logiques et son intuition artistique. En l'absence d'une information suffisante et fiable, ce mode de reconstruction des événements était la seule issue possible dans les conditions où

l'œuvre a été écrite (2) ». Il est clair, qu'avec une telle indulgence, il n'était pas question de poser la question de la responsabilité de l'auteur pour la diffusion d'informations mensongères, parfois tout simplement délirantes.

L'Archipel Goulag un roman ? Une épopée ? Un pamphlet ?

De nombreux aspects littéraires sont également passés sous silence qui ne se limitent pas aux questions d'esthétique et de stylistique. La question du genre auquel appartient *l'Archipel* prête à discussion, on l'a qualifié de « roman » et d'« épopée » (sans doute à cause du volume de l'œuvre), alors qu'il présente tous les traits du pamphlet dénonciateur, comparable par sa nature rhétorique et démagogique aux philippiques des grecs anciens (une philippique qui a la particularité d'être dirigée contre son propre pays). Autre point important : nous ignorons la véritable histoire, documentée, de la composition de *l'Archipel Goulag*, on ne connaît que la version de l'auteur largement sujette à caution. Ainsi rien ne confirme qu'il ait commencé son travail en 1958, tout porte à croire qu'il n'a pas commencé avant 1963, c'est-à-dire après la publication d'*Ivan*

(1) Dans ses livres les plus connus *La Grande Terreur* (1964) et *Sanglantes moissons* (1986) Robert Conquest multiplie le nombre de détenus et de morts de faim. Dans son livre, non traduit en Russie, *Les Camps de la mort de l'Arctique*, il affirme que 3 millions de détenus ont péri rien qu'à la Kolyma (Robert Conquest *Kolyma. Arctic Death camps* New York 1978 p. 16). En fait pour la période 1932-1952, 876 000 personnes ont été déportées à la Kolyma et environ 130 000 y ont trouvé la mort (environ 8 000 fusillés, les autres sont morts au travail, de faim, de maladie). Cela ne diminue en rien la tragédie de la Kolyma, mais, comme chez Soljenitsyne, d'où viennent ces « millions » ?

(2) *Histoire du Goulag stalinien. Fin 1920-première moitié des années 50* : recueil de documents en 7 tomes. T. 6 *Soulèvements, révoltes et grève de prisonniers*. Sous la réed. V. A. Kozlov. Moscou Encyclopédie politique de Russie (ROSSPEN) 2004, p. 31.

Denissovitch, à partir de laquelle ont afflué au nom de l'auteur les mémoires de très nombreux ex-détenus. Les lecteurs n'ont pas la possibilité de consulter les premières rédactions (y compris celles de 1969 et 1972) pour suivre le processus de création du livre et le mode d'appropriation des sources, des témoignages de ces 227 témoins (257 dans l'édition de 2006) que Soljenitsyne appelle ses coauteurs. On n'a pas étudié les modifications apportées par l'auteur au fil des différentes éditions ni leurs motifs. On sait seulement que la seconde édition, celle du Vermont en 1980, a subi d'importants remaniements par rapport à celle de Paris en 1975 et que la dernière, l'édition russe de 2006, a aussi été révisée mais le contenu des modifications n'a jamais été colligé et analysé.

Une conclusion s'impose : l'*Archipel Goulag*, dont on dit couramment qu'il a « ébranlé le monde », qui est régulièrement qualifié de livre « génial », d'œuvre « immense », de « texte le plus influent du XX^e siècle » est, pour l'essentiel, « une chose en soi » inconnue, une espèce de « boîte noire » littéraire non déchiffrée. Mais, répétons-le, jamais ce livre n'a été soumis à un examen sérieux pour confronter ce qu'il affirme et la réalité.

Les partisans de la guerre froide l'ont reçu comme un cadeau...

Ce paradoxe historique criant est, sans nul doute, un des mystères légués par la guerre froide. Mais s'agit-il vraiment d'un mystère ou des effets d'une pratique politique et de ses instruments de manipulation bien connus ?

Le fait même que l'*Archipel Goulag* soit paru d'abord en Occident, ait été traduit en de nombreuses langues de 1974 à 1977, qu'il y ait joui d'une approbation et d'un enthousiasme quasi unanimes témoigne que l'Occident dans son ensemble n'était pas du tout intéressé à savoir si ce

livre *politiquement utile et profitable* était exact et conforme à la vérité historique. Les idéologues de la « guerre froide » aux Etats-Unis et ailleurs considéraient l'œuvre du récent prix Nobel comme une espèce de « deus ex machina », un cadeau sans prix pour la propagande qui discréditait le régime social concurrent dans la compétition internationale. La description par Soljenitsyne de la machine répressive étatique soviétique depuis 1918 était d'avance reconnue comme fiable et permettant de clore définitivement tout débat sur la nature et les perspectives du système communiste (socialiste). Cette attitude perdura aux Etats-Unis, même après que le discours donné par l'écrivain à Harvard en 1978 a jeté un froid. Discours vite oublié dans le climat général de la « détente ».

L'absence, à cette époque, de toute appréciation historique un tant soit peu scientifique en URSS sur *L'Archipel* a été extrêmement néfaste. Elle a joué en faveur de Soljenitsyne, accru la confiance portée au livre qui avait le goût séduisant du « fruit défendu ». Tandis que même en Occident des voix s'élevaient pour dire que le meilleur moyen d'éviter les spéculations politiques autour du livre aurait été de l'éditer (au moins partiellement) dans son pays pour que « *les écrivains soviétiques aient la possibilité de vérifier, sur la base de leur propre expérience ou de celle de leurs proches, la véracité du tableau dressé par Soljenitsyne de cette période terrible de l'histoire soviétique* ». C'est ce qu'avait déclaré G. Bell, tout reconnaissant que c'était là une idée folle mais « *il arrive parfois que la proposition la plus folle s'avère être la seule issue réaliste* » (3). Malheureusement, les idéologues timorés du comité central n'avaient pas cette audace ni cette finesse intellectuelle, alors que Soljenitsyne craignait plus que tout précisément une sévère critique historique. Il écrivit plus tard, en 1979, avec une joie mauvaise (et non sans raison) : « *Voilà quatorze ans que mon livre est paru... et on n'a*

(3) Article de G. Bell publié dans le journal *Die Zeit* (11 janvier 1974).

pu m'opposer aucun argument, aucun fait, parce qu'il n'y en a pas. »

... Les partisans de la glasnot également

Le principal mystère de l'histoire récente est ce phénomène surprenant que, deux ans après la proclamation de la « glasnost » par Gorbatchev, le livre de Soljenitsyne ait soudain été considéré comme *utile politiquement* en Union soviétique même. Sa publication a commencé en août 1989, alors que le pouvoir soviétique semblait encore inébranlable, dans la revue la plus respectée, *Novy Mir*, et dès 1990, proclamée « année Soljenitsyne », le livre est paru dans tout le pays à des tirages bien supérieurs à ce qu'ils avaient été en Occident.

Il est important et difficile de démêler les raisons de cette métamorphose politique et historique dans toute sa complexité et son essence dramatique (autant qu'absurde et tragi-comique). Dans un premier temps, soulignons un facteur essentiel : la force, la magie de la gloire mondiale sans précédent de Soljenitsyne conférait à ses œuvres, et en premier lieu à *l'Archipel Goulag*, un crédit particulier.

Une parole de vérité

En simplifiant, cette confiance particulière, en URSS comme dans le reste du monde, se fondait sur trois convictions massivement partagées : 1) l'écrivain talentueux, auteur d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, est une victime innocente du régime soviétique (stalinien), 2) il est lui-même passé par tous les « cercles de l'enfer » dont il parle et a, de l'intérieur, une connaissance unique de tout le système des camps, 3) un écrivain avec une telle biographie, de surcroît lauréat du prix Nobel, est organiquement incapable de mentir ou de répandre aucune fausse information.

Il faut ajouter que cette réputation d'intégrité a été sensiblement renforcée par l'utilisation constante qu'il fait du mot « vérité ». « *Une parole de vérité soulève le monde* », cette phrase de son discours de

réception au prix Nobel est devenue proverbiale, comme son appel à « *vivre sans mentir* ». Tout cela constituait une sorte de présomption de son droit à défier le système social de l'URSS et de fiabilité. D'autant que Soljenitsyne ne cessait d'affirmer qu'il parlait au nom de toutes les victimes « *de ces millions à qui le souffle, le rôle, la force a manqué* ». Ce lyrisme qui rappelle les incantations est une composante essentielle de cet « envoûtement narratif » (plus simplement cette éloquence rouée) de l'écrivain à laquelle on peut difficilement être indifférent. Renforcé par l'image du génie et prophète « *chassé pour avoir dit la vérité* » (c'est-à-dire expulsé d'URSS en 1974), il a contribué à sacraliser la personne de Soljenitsyne et, en même temps, à sacraliser son livre principal.

60 millions de morts

« Sacralisé » signifie « divinisé » et donc irrationnel. « Je crois parce que c'est absurde. » Presqu'aucun des premiers lecteurs de *l'Archipel Goulag* n'a prêté attention à la multitude d'inepties avancées par l'auteur. Y compris ceux que leur niveau intellectuel semblait prémunir contre toute pression extérieure, surtout propagandiste. L'exemple le plus criant est celui de l'article de Joseph Brodsky « *La géographie du mal* », écrit et publié aux États-Unis en 1977, peu après que le poète a émigré, article qui a eu une grande résonance. Il n'est pas question chez Brodsky d'aucun engagement politique, ni d'une sympathie particulière pour Soljenitsyne. Il est d'autant plus étonnant de voir que le poète ajoute foi aveuglément à *l'Archipel Goulag*. Se fondant sur les données de l'auteur, il parle des « *60 millions de morts violentes* » et compare le livre avec « *ses matériaux accusatoires – et l'accusation elle-même* » au « *procès de Nuremberg* » (4).

(4) L'article de Brodsky est d'abord paru dans le journal américain *Partisan Review* (n° 4, hiver 1977). En Russie, il est d'abord paru dans la revue *Literatournoe Obozrenie* 1999 n° 4. Le rédacteur a seulement timidement supprimé le mot « violente » qui choquait trop le bon sens.

Comment ce poète à l'esprit pénétrant, étranger à tout pathos, a-t-il pu prendre pour argent comptant tout le contenu du livre et surtout ce chiffre de « 60 millions », totalement absurde si l'on a les moindres notions élémentaires de démographie ?!

Il faut rappeler que dans la première édition de l'*Archipel Goulag* ce célèbre passage statistique restait assez vague :

« D'après les calculs du démographe émigré Kourganov (5), entre la révolution d'Octobre et 1959 la répression aurait fait... 66 millions de victimes. Bien sûr, nous ne garantissons pas ce chiffre, mais nous n'avons aucun chiffre officiel. Dès qu'il y en aura un, les spécialistes pourront faire une comparaison critique » (6), et il juge nécessaire de préciser : « De 1917 à 1959, sans compter les pertes militaires mais seulement l'extermination terroriste, la répression, la famine, la surmortalité dans les camps et en incluant le déficit des naissances, 66,7 millions (sans ce déficit 55 millions). »

66 millions ! 55 millions !

Comment ne pas rester sans voix ?

On connaît cette loi de la psychologie des masses : l'important n'est pas ce qui est dit, mais *qui* le dit. Si ces calculs, avec toutes leurs réserves, avaient été ceux d'un instituteur de Riazan ou d'un fermier de l'Iowa, si l'*Archipel Goulag* avait été signé Kourganov, on aurait parlé au minimum de charlatanisme : personne n'aurait jamais cru qu'un pays de 235 millions d'habitants (données de 1967), après avoir perdu le quart de sa population du fait de la terreur, aurait pu vaincre le fascisme dans une guerre qui a fait 27 millions de morts ! Mais ces chiffres étaient proclamés non par un instituteur, un fermier ou Kourganov, mais par Soljenitsyne *en personne*, lauréat du prix Nobel.

A ce propos, on peut rappeler la fameuse intervention de l'écrivain à la télévision espagnole en 1976. S'appuyant sur le même Kourganov qui, on ne sait comment, évaluait les pertes de l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale à 44 millions, Soljenitsyne avait déclaré : « Et donc, en tout, nous avons perdu à

cause du système socialiste 110 millions d'hommes ! » (7).

Difficile de commenter de telle absurdité ! C'est pourquoi le texte russe du discours espagnol n'est suivi d'aucun commentaire. On peut s'imaginer qu'avec l'indulgence coutumière pour l'écrivain, on s'est dit : « Rien de grave, Alexandre Issaevitch s'emballe parfois... »

A cette époque, malheureusement, il n'y avait aucun chiffre officiel sur les pertes dues à la répression politique en URSS, mais il n'a pas manqué de gens sensés et de professionnels pour rester incrédules face à ces chiffres. En Occident également. Ainsi, le démographe russo-américain S. Maksoudov (A. P. Babenychev) a témoigné : « J'avais évalué les pertes dues à la répression dans les années 1935-1938 à 1/1,5 millions et, à la grande surprise de mes nombreux contradicteurs, j'avais raison. A une époque j'ai interrogé de nombreux ex-détenus du Goulag sur leur nombre et je sais qu'ils sont souvent enclins à exagérer le rôle pratique et les dimensions du Goulag. Leur parler des capacités de transport ou simplement du nombre d'hommes appartenant à telle ou telle classe d'âge suscitait leur irritation ou leur hostilité. J'ai tenté sans succès de m'expliquer avec A. I. Soljenitsyne sur son interprétation erronée des calculs de Kourganov. Le grand écrivain m'a ré-

(5) Kourganov Ivan Alexeevitch (1895-1980) économiste russe et soviétique. En 1942, pendant l'occupation de la ville d'Essenkouti, a rejoint les hitlériens et est passé à l'Ouest. Il s'est consacré à la lutte antisoviétique et a été publié dans la presse de l'émigration. Il n'était pas du tout « statisticien », il s'est occupé des questions de démographie en URSS en dilettante, se fondant sur des pré-supposés méthodologiques erronés, sur la dynamique de la croissance naturelle de la population telle qu'elle fonctionnait au XIX^e siècle. Soljenitsyne s'est appuyé sur l'article de Kourganov *Trois chiffres* publié en 1964 dans la revue *Novoe Rousskoe Slovo* N. Y. et il a négligé les conclusions de démographes européens éminents. Voir plus loin le témoignage de S. Maskoudov.

(6) Soljenitsyne, l'*Archipel Goulag*, T. 2 Paris IMKA-press, 1973, p. 8.

(7) Soljenitsyne, Articles journalistiques en trois tomes, Jaroslav 1996, t. 2 pp. 449-459.

pondu à peu près ceci : puisque le pouvoir soviétique cache les données, nous avons le droit d'avancer toutes les suppositions » (8).

La méthode des suppositions arbitraires

Ainsi, l'écrivain cultivait sciemment la méthode des « suppositions » arbitraires. Et on présentait cela au monde entier comme une « recherche scientifique ». Malheureusement, Maskoudov n'a révélé ses discussions avec le « grand écrivain » que tardivement, dans les années 1990, mais son témoignage est précieux car il montre la suffisance et la mauvaise foi de Soljenitsyne tant pour la démographie que pour l'histoire.

Pour ne pas représenter comme des naïfs des gens comme Brodsky, mais aussi Siniavski, V. Maximov et d'autres écrivains de la troisième vague d'émigration russe ainsi que des dissidents soviétiques qui ont soutenu ardemment l'*Archipel Goulag*, il faut parler de deux raisons psychologiques qui expliquent ce soutien. D'abord, ces intellectuels avaient eux-mêmes souffert du système soviétique, ce qui en soi diminuait leur esprit critique. Deuxièmement, et c'est le plus important, ils étaient tous des gens de lettre, enclins à faire confiance à la littérature plus qu'à toute autre autorité.

Ce n'est pas un hasard si des écrivains et des littéraires ont fait l'apologie du livre plutôt que des historiens ou des sociologues. Ce sont des littéraires qui, en 1994, ont introduit dans un manuel pour l'entrée en faculté la phrase sacramentelle sur la fameuse « statistique » de Soljenitsyne : « *Après le chiffre de 66,7 millions de victimes, plus rien ne peut étonner ou terrifier...* » (9). Cette foi de néophyte était-elle sincère ou ressortait-elle du conformisme ordinaire d'anciens professeurs soviétiques à qui l'époque nouvelle avait soudain « ouvert les yeux », il est difficile de le dire, mais ce phénomène était typique des années 1990 où commençait en Russie, selon l'expression sarcastique de M. Rosanova, la

« *soljenitsynation* » du pays tout entier » (10).

Le rôle de l'Archipel Goulag dans la guerre froide

Ces fameux « 60 millions » ont malheureusement eu la vie dure et joué un rôle funeste. On peut y voir comme un signe cabalistique ou une « magie noire » qui a envoûté l'opinion publique mondiale. En tout cas, ils ont bien servi la propagande. Encore une citation. Elle est tirée de la masse d'articles du même genre parus à la mort de l'écrivain en août 2008 et replace notre sujet dans son contexte. Le 5 août, l'éditorial du grand journal américain *The Wall Street Journal* écrivait :

« ... Le camp d'Ivan Choukhov était en fait l'Union soviétique tout entière. Après la parution, à Paris, en 1973, de l'œuvre monumentale de Soljenitsyne sur le système pénitentiaire soviétique, l'Archipel Goulag, plus un homme sérieux, dans aucun pays du monde, ne peut encore justifier les crimes de Staline ou l'inhumanité du totalitarisme soviétique. Ce livre démontre, documents à l'appui, que les mains des commissaires étaient tachées du sang de 60 millions de victimes. La nature du communisme y est dénoncée dans

(8) Maskoudov S. O., revue *SOTSIS* (Recherches sociologiques), 1995, n° 3. Il faut souligner que Maskoudov a commencé à publier ses recherches démographiques – qui divergent absolument des « statistiques » de Soljenitsyne – dès la fin des années 1970 (première publication dans la revue française de soviétologie *Les Cahiers du Monde russe et Soviétique* 1977, puis dans la revue de Tchaldize *URSS : contradictions internes* (New York). Soljenitsyne aurait pu prendre en compte les données de Maskoudov, mais il a préféré ne rien changer.

(9) Kondakov I. Shneïberg I. *De Gorki à Soljenitsyne* : manuel pour les candidats à l'université M. 1994 p. 6.

(10) M. Rosanova (corédactrice avec Siniavsky de la revue *Syntaxis*) a dit précisément : « *La soljenitsynation de tout le pays vous attend... c'est votre souffrance à venir, c'est notre souffrance passée.* » *Inostrannaïa literatoura* 1990 n° 7, p. 224.

ses moindres détails et c'est l'esclavage, la terreur et l'impérialisme. » Le titre, en gras, de l'article était : « *La vérité et la liberté incarnées par Soljenitsyne ont forcé l'Occident et l'ont aidé à triompher dans la "guerre froide"* » (11).

Les formulations de cet article, comme bien d'autres à cette époque, en particulier sur le portail Internet anglo-saxon « InoSMI », montrent le rôle énorme qu'a joué l'*Archipel Goulag* dans la « guerre froide ». Il est devenu en fait une puissante arme médiatique et psychologique pour les adversaires stratégiques de l'URSS. Il ne fait aucun doute que Soljenitsyne lui-même s'est consciemment préparé à jouer ce rôle : il a maintes fois parlé de son œuvre comme d'une « bombe » qui devait « écraser le communisme » et ainsi « sauver sa patrie » (12).

Pourtant, les failles de ces prétentions messianiques étaient évidentes dès le début. Elles concernaient la logique, les arguments et sa compréhension générale du monde. L'écrivain A. Zinoviev est allé à l'essentiel : « *On a visé le communisme et touché la Russie.* » Soljenitsyne ne pouvait que tomber dans ce piège dans son rejet fanatique de l'URSS, organisme social historiquement constitué et dont la Russie était le noyau spirituel et ethnoculturel. Si les clichés du *Wall Street Journal* sur « l'esclavage », « la terreur », « le totalitarisme communiste » sont aujourd'hui encore inlassablement répétés dans la campagne antirusse menée par nos « partenaires », c'est qu'il s'agit non seulement de réactiver chez l'homme de la rue la vieille haine envers l'Union soviétique « empire du mal », mais de susciter sa défiance et son hostilité envers la Russie « patrie du communisme ». On peut imaginer ce qu'il doit penser : « Voilà bien les Russes, ces anormaux, ces cinglés qui ont exterminé 60 millions de personnes au nom de leur utopie et qui veulent à nouveau traquer non seulement leurs Skripal (13), mais la terre entière... » Que l'auteur l'ait voulu ou non, l'*Archipel Goulag* a été objectivement l'instrument d'une russophobie devenue un facteur important de la politique internationale.

L'Archipel Goulag canonisé

A la lumière de ce qui vient d'être dit, on pourrait penser que la conscience politique russe ait aujourd'hui réévalué la signification sociale de l'écrivain et de son livre principal. Ce n'est malheureusement pas le cas, la « soljenitsynation » continue. Deux sites Internet officiels lui sont consacrés, des monuments lui sont édifés dans diverses villes de Russie, de son vivant un ouvrage panégyrique dans la série *Vie des hommes remarquables* est paru sous la plume de L. Saranskaïa, un flot ininterrompu de littérature pseudo-scientifique ne s'autorise que des louanges (par exemple les *Cahiers Soljenitsyne*), quatre ans avant son jubilé l'administration a commencé des préparatifs de grande ampleur... Des mesures étonnantes prises immédiatement après la mort de l'auteur en 2008 ont constitué une sorte de « canonisation » de l'*Archipel Goulag*, à commencer par la décision du Premier ministre de l'époque qui a imposé au ministère de l'Éducation d'inclure l'*Archipel Goulag* dans les programmes scolaires de littérature. Peu après, la veuve de l'écrivain a préparé la publication d'une version abrégée pour les écoles, parue en 2010 aux éditions d'Etat « Prosvechtchenie ».

Ces décisions ont constitué une espèce de test quant au bon sens du corps social post-soviétique. De nombreuses réactions

(11) Sur Internet : <http://inosmi.ru/inrussia/20080805/243009.html>

Même phraséologie dans le journal anglais *Financial Times* : « *Soljenitsyne n'a pas seulement témoigné dans le détail des crimes (du système soviétique), il a aidé à le détruire et de telle sorte qu'il devienne impossible de le reconstruire. C'est pourquoi le monde occidental l'a couvert de gloire et lui a donné le prix Nobel de littérature...* » (*ibidem*).

(12) Le principal reproche que fait Soljenitsyne à Chalamov n'est-il pas « *Brûle-t-il de sauver sa patrie ?* » (Soljenitsyne *Avec Varlam Chalamov*, *Novy Mir* 1999, n° 4). On peut voir dans cet accent sur la nécessité de « sauver sa patrie » l'expression de son messianisme en même temps qu'un procédé démagogique pour dissimuler ses intérêts réels.

(13) Skripal, agent double russe empoisonné au Novitchok en mars 2012 (note de la t.).

MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

critiques dans la presse et sur Internet ont montré que « l'épopée pénitentiaire » de Soljenitsyne n'était pas si largement reconnue dans la Russie actuelle et même que sa signification et son pathos était profondément étranger à l'état d'esprit et aux valeurs de couches diverses de la société. À défaut d'enquêtes sociologiques approfondies (qui auraient été très utiles), la réaction des enseignants est tout à fait significative. Pour résumer, elle est la suivante : l'*Archipel Goulag* n'est pas une œuvre littéraire, mais journalistique. D'un point de vue idéologique l'œuvre n'est pas sans défauts. La période soviétique, avec ses drames et son héroïsme, y est traitée de façon tendancieuse, unilatérale.

Les auteurs de ce recueil partagent cette appréciation et y voient un important signal donné par la société.

L'effet produit par l'*Archipel Goulag* se fonde d'abord sur la méthode qui consiste à concentrer un certain type d'information. Il faut donc recourir aussi à cette méthode pour contre-argumenter. Il s'est aujourd'hui accumulé tout un ensemble d'ouvrages consacrés à la dénonciation des mythes sur Soljenitsyne, l'homme et son œuvre (ce qu'on appelle « l'anti-soljenitsynation » au sens large), toutes sortes d'écrits scientifiques, documentaires, journalistiques, mémoriels. Ils sont si abondants que leur seule énumération couvrirait des dizaines de pages. L'ensemble de cette documentation permet d'envisager plus radicalement l'*Archipel Goulag* comme *un livre qui a largement trompé le monde*.

Une mystification

À notre avis, « l'*Archipel Goulag* est une mystification sans précédent dans l'histoire littéraire et politique, de caractère ouvertement spéculatif. Il s'agit en fait d'utiliser des données sur le thème tragique des camps avec l'objectif de falsifier les événements et le sens de la période soviétique de l'histoire de la Russie. Nous pensons que le mobile fondamental de l'auteur n'était pas la lutte pour la "vérité", mais son ambition démesurée,

incarnée dans ses tendances messianistes et sa stratégie littéraire pour s'assurer à tout prix le succès en Occident. »

Soljenitsyne lui-même, dans son autre livre « dénonciateur » (où, en fait, il se dénonce avant tout lui-même), *Le Chêne et le veau*, reconnaît le caractère « clandestin », « subversif » de son activité, qu'il « a toujours écouté les radios occidentales », que dès le milieu des années 1950 il rêvait de transmettre ses manuscrits « à n'importe quel touriste étranger », etc. Les phrases pathétiques sur la « saisie » du livre en URSS en 1973 qui auraient contraint l'auteur à le publier en Occident ne tiennent pas, il avait été envoyé à l'étranger dès 1968 et attendait son heure.

Le livre était écrit pour un lecteur occidental peu informé de la réalité des camps soviétiques, comme le montre la fameuse photo de Soljenitsyne en vareuse de détenu, en casquette avec son numéro, tirée spécialement pour forger son image en Occident. Qui pouvait croire, en URSS, personne, qu'un détenu ait pu poser pour une photo ?...

La manipulation des chiffres exposée plus haut suffirait pour conclure que l'*Archipel Goulag* a été une sorte de « tromperie » historique grandiose, une falsification, une affabulation. D'autant que toute la conception du livre reposait sur ces chiffres extravagants. Néanmoins il faut poursuivre l'analyse et elle montre qu'en fait, presque à chaque page des trois tomes du livre, on trouve – entremêlés d'épisodes crédibles – des trucages grossiers, des manipulations, des faits dénaturés et les affabulations courantes tirées du « folklore des camps ». Sans, bien sûr, épuiser le sujet, nous avons tenté dans ce recueil de les examiner aussi précisément que possible.

Si noble que soit l'intention ou le masque dont elle se drape, une tromperie ne mérite ni justification ni indulgence. Mais une question est essentielle : Soljenitsyne avait-il moralement le droit de parler au nom de tous les détenus soviétiques ou s'est-il attribué ce droit lui-même, sans vergogne (et illégalement) ?

L'Archipel Goulag alimenté par les courriers d'anciens détenus

Si l'on se réfère à sa biographie, c'est clair : son destin carcéral a été relativement clément, son affectation à des travaux légers au camp d'Ekibastouzk, en 1951-1952, était insuffisante pour connaître vraiment le « goût de la mer », comme il a tenté d'en convaincre ses lecteurs. Il est indiscutable que l'*Archipel Goulag* est fondé sur la description d'une expérience, certes terrible, mais *qui n'était pas la sienne*, qu'il n'a pas lui-même subie. Encore plus important est le fait que le livre soit fondé pour l'essentiel sur des manuscrits d'autres personnes sur lesquels il n'avait aucun droit.

On sait que le livre n'a été possible que parce que l'auteur, après la publication de son premier récit dans *Novy Mir* en 1962, a reçu un abondant courrier d'anciens détenus qui lui confiaient leurs souvenirs. On lui envoyait ces textes, comme il l'a lui-même raconté, sans qu'il soit question de droits d'auteur ou d'accord avant publication. La situation qui s'est ainsi créée posait des problèmes éthiques et juridiques : Soljenitsyne a disposé de tous ces écrits à son gré, en les remaniant à son idée et en les soumettant à sa propre conception idéologique (antisoviétique).

On verra dans notre recueil qu'il s'est comporté sans vergogne et avec un total arbitraire avec ceux qu'il a nommés à la fin de son livre ses « co-auteurs ». Un exemple éclatant est celui des documents que lui avait confiés, dans les années 1960, M. Iakoubovitch, l'un des condamnés en 1931 du procès du « Bureau national des mencheviks ». Dans le chapitre « *La loi a mûri* » du premier tome, ils sont manipulés jusqu'à leur faire dire exactement le contraire (voir l'article de J. Medvedev « *Un descendant des déca-bristes dans l'Archipel* »).

N'y a-t-il pas lieu de supposer qu'il n'en est pas autrement pour les 227 (257) autres « co-auteurs » ?

La première partie du recueil aborde cet aspect sous le titre « *Au nom des victimes de la répression* ». La parole est donnée à d'anciens détenus qui ont pu s'exprimer avant de mourir, s'exprimer. M. Iakoubovitch et aussi V. Chalamov, A. Iarotsky, L. Samoutine, S. Badach...

Chalamov l'authentique écrivain de la Kolyma

Une place particulière est donnée à Chalamov. Cet écrivain a passé presque vingt ans dans les camps, dont seize à la Kolyma, lui-même est un immense écrivain, en fait le premier à avoir fait entrer la thématique des camps dans la littérature russe. Les *Récits de la Kolyma* ne sont parus dans son pays qu'après sa mort et ses notes sur Soljenitsyne n'ont été publiées qu'au milieu des années 1990, néanmoins ses textes ont produit un basculement dans l'esprit de nombreux lecteurs. Ils ont, sans aucun doute, puissamment contribué au processus de démythologisation de l'image de Soljenitsyne. Il nous paraît particulièrement important que Chalamov ait été témoin du tout début du projet, Soljenitsyne ayant eu avec lui des conversations secrètes pour qu'il collabore au livre, et il est significatif que Chalamov ait refusé. Encore plus nettes sont ses appréciations tranchantes sur les plans liés à l'Occident dévoilés par son « confident », par exemple : « *L'activité de Soljenitsyne, c'est celle d'un affairiste, qui ne vise qu'à son succès personnel, avec tous les éléments de provocation qu'implique une telle activité* ». Ce n'est pas être maximaliste, tout détenu pourvu d'un sens moral aurait jugé inadmissible de faire commerce du malheur de son peuple, surtout au profit des ennemis de son pays. Chalamov n'a pas pu lire la version finale de l'*Archipel Goulag*, mais, apprenant sa publication en Occident, il a été le premier à le qualifier d'« *arme de la guerre froide* ».

MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS

Après avoir lu *Une journée d'Ivan Denissovitch*, Chalamov conclut : « *Soljenitsyne ne connaît pas et ne comprend pas les camps.* » C'est-à-dire que le camp « bénin » décrit dans la nouvelle reflète les limites de l'expérience personnelle tout aussi « bénigne » de l'auteur. Sa « connaissance » et sa « compréhension » du système pénitenciaire ne se sont élevées au niveau de *l'Archipel* que par l'exploitation calculée, non pas de ses propres souffrances, mais de celles d'autrui (artistiquement amalgamées dans le texte) et les lecteurs doivent avoir à l'esprit cette pensée de Chalamov : « *Dans l'art, la faiblesse de l'expérience personnelle de l'écrivain ne peut être dissimulée* »...

Les textes de Chalamov sur Soljenitsyne apparaissent dans deux chapitres « *Au nom des victimes de la répression* » et « *Au nom de la science et du bon sens* » (sur l'utilisation frauduleuse et même le plagiat des *Récits de Kolyma* »).

A. Iarotsky, qui est aussi passé par la Kolyma, est entièrement solidaire de Chalamov. Pour lui, la publication de *l'Archipel Goulag* en Occident est une démarche immorale et antipatriotique et il conclut éloquemment son livre de souvenirs *L'Or de la Kolyma* par ces mots : « *A ne publier en aucun cas à l'étranger... Je ne veux pas aboyer contre mon pays sous un porche étranger.* »

Les nombreux contradicteurs de Soljenitsyne

D'autres auteurs du recueil refusent catégoriquement à l'écrivain le droit moral de s'affirmer comme le représentant des sentiments et des positions de tous les détenus et réfutent certains faits et l'idée générale du livre. « *L'histoire du Parti bolchevique à l'envers* », « *De la fausse monnaie* », « *Un nouveau Khlestakov* » (14), ces appréciations négatives portées par exemple par G. Gortchakov qui a passé plus de vingt ans en captivité expriment cette opposition radicale, ou de L. Gortchakova-Elstein qui a vécu 1937.

Il est intéressant d'examiner le point de vue d'un ancien membre de l'armée Vlassov, détenu ensuite à Vorkouta, au destin hors du commun, L. Samoutine. Il a souvent rencontré Soljenitsyne dans les années 1960, lui a transmis des documents et c'est chez lui, en 1973, que le KGB a confisqué l'exemplaire tapé à la machine de *l'Archipel*. Plus tard, le KGB a tenté d'utiliser L. Samoutine, mais on dispose de ses souvenirs authentiques où il n'y a aucune « contre-propagande » mais seulement l'aspiration à comprendre les motivations de l'écrivain sur lequel il porte un regard lucide : « *Dans la biographie de Soljenitsyne, il y a des points obscurs. Il le sait et cela le préoccupe. Il tente de les dissimuler et même de les utiliser pour atteindre le but qu'il s'est fixé, sa propre glorification* » ; « *Il était persuadé que personne ne pourrait vraiment le contredire. Il était convaincu que la plupart ne diraient rien parce qu'ils ne connaissaient pas les faits (tout le monde n'avait pas été arrêté), d'autres, qui savaient, par respect, d'autres encore, hélas, partis dans l'autre monde...* »

Mais les détenus ne sont pas les seuls à pouvoir réfuter *l'Archipel Goulag*. De nombreux épisodes y sont liés à la Grande Guerre Patriotique (15) et, dès la parution du livre, ses affirmations aventureuses et sans appel sur ce thème ont suscité des critiques indignées. Par exemple, la tentative de justifier les « collabos » de l'armée Vlassov ou l'attribution d'un rôle décisif dans la victoire de Stalingrad aux bataillons disciplinaires. Dans les études menées dès les années 1970 sont apparus une série de faits peu glorieux de sa biographie de guerre. Il est certain que son arrestation en 1945 et sa condamnation à huit ans de camp étaient justifiées et même relativement légère suivant les lois

(14) Khlestakov, héros hâbleur et fabulateur qui exploite à son profit la crédulité de fonctionnaires provinciaux dans *Le Revizor* de Gogol (n. de la t.).

(15) Expression consacrée à l'époque soviétique pour la Seconde Guerre mondiale, la *Guerre patriotique* étant la guerre contre Napoléon (n. de la t.).

du temps de guerre (16). Sa réhabilitation en 1956 s'est faite plutôt mécaniquement, sur la vague de l'époque particulièrement bienveillante pour les officiers médaillés et bien notés. C'est le thème du chapitre « *Au nom des combattants du front* » avec les articles du maréchal V. Tchoïkov, du major-général, ex-commandant de régiment disciplinaire A. Pyltsyne, des écrivains Iou. Bondarev et V. Bouchine.

La première critique véritablement scientifique de l'*Archipel Goulag* est celle de V. Zemtsov, elle est basée sur les archives du Goulag et de la répression à l'époque soviétique ouvertes à la fin des années 1980, aux Archives centrales d'Etat de la révolution d'Octobre (TsGAOR, aujourd'hui GARF, Archives d'Etat de la Fédération de Russie). Ces archives dévoilaient la réalité que Soljenitsyne avait tenté de décrire avec ses « suppositions ». Il apparut que l'ampleur de la répression avait été très surévaluée, en moyenne multipliée par dix ! Malheureusement, les découvertes de Zemtsov dans les archives, comme celles d'autres auteurs critiques de Soljenitsyne, n'ont pas trouvé leur place dans le courant général de l'opinion publique, elles sont restées à l'écart et ont paru pour l'essentiel dans des revues scientifiques spécialisées.

La publication des données réelles sur l'ampleur de la répression en URSS a fait ressortir le paradoxe lié au secret de l'information dans la société soviétique. A quoi bon cacher des chiffres qui étaient bien inférieurs à ceux que Soljenitsyne annonçait au monde entier ? Ce paradoxe témoigne des vices profonds du système politique établi sous Staline où a disparu la liberté de discussion propre aux années 1920 et qui ne l'a rétablie qu'au milieu des années 1980. Il ne fait pas de doute que ce refus d'analyser la réalité, la peur de « remuer » le passé et d'ouvrir un dialogue direct, ouvert avec la société sur tous les problèmes, a finalement coûté cher aux dirigeants et aux idéologues du PCUS (17), les a conduit à leur perte.

Mais ce fait ne valide pas la « pertinence historique » de l'*Archipel Goulag*. Le principe « si le pouvoir cache les informations, nous avons droit à toute les suppositions » n'est pas moins déficient. La « bombe » de Soljenitsyne est, répétons-le, le résultat de ses ambitions personnelles, non de buts généreux et de méthodes consciencieuses. C'est à ce thème que sont consacrés de nombreux articles du recueil, notamment ceux de V. Rogovine et de l'écrivain A. Ostrovski qui, dans l'étude d'ensemble consacrée au livre *A. Soljenitsyne, l'adieu au mythe*, pose toute une série de questions, par exemple sur le temps de sa rédaction. Il démontre qu'il n'a pu s'agir de dix ans, mais au plus de dix mois, ce qui entraîne une autre question. Dans quelle mesure cette « épopée » en trois tomes est-elle l'œuvre du seul Soljenitsyne ou le fruit d'un travail collectif mal élucidé à ce jour ?

(16) Pour des raisons difficilement explicables, le dossier de Soljenitsyne en 1945 n'est toujours pas publié et les historiens n'en connaissent que des fragments (voir Ostrovsky *Soljenitsyne. L'adieu à un mythe*, pp. 40-62). L'écrivain a lui-même reconnu qu'il n'avait pas été arrêté « sans raison » et qu'il s'en était plutôt bien sorti. Dans ses souvenirs, le rédacteur de *Novy Mir* Zalyguine rapporte un épisode significatif. En décembre 1991, Gorbatchev l'a envoyé en mission (sic !) chez Soljenitsyne, dans le Vermont, il devait lui remettre pour son anniversaire une partie des documents saisis en 1945 : « Il est resté indifférent. Il a dit : Ah, des notes sans importance. J'avais un autre journal intime, mais le KGB n'ayant pas réussi à le déchiffrer, il l'a brûlé pour éviter les histoires ; ça, ce serait intéressant aujourd'hui. Mais s'ils l'avaient déchiffré, je n'en aurais pas pris pour cinq ans, j'étais mort », Zalyguine S. *Ma démocratie*, *Novy Mir* 1996 n° 12.

(17) C'est en 1953 que le parti dirigeant en URSS prend le nom de PCUS, Parti communiste de l'Union soviétique (en russe KPSS), précédemment PC(b), Parti communiste, (b) pour bolchevique (n. de la t.)

Est-il utile de revenir sur le caractère mensonger de l'Archipel Goulag ?

On ne pouvait passer sous silence les problèmes cardinaux de destruction de la conscience (le « chaos dans les têtes ») provoqué par le livre. On sait que sa publication en Occident et, tardivement, en URSS a suscité une désillusion de masse envers les valeurs du socialisme et leur rejet. Il ne s'agissait pas seulement du projet « messianique » de Soljenitsyne mais d'un objectif parfaitement rationnel et planifié de toutes les forces politiques qui ont soutenu l'écrivain pendant des années. Ce recueil rend compte également des techniques de manipulation de la conscience idéologique des masses basées sur l'exploitation des matériaux fournis par l'*Archipel Goulag* – et cette manipulation a occupé une place importante dans l'activité des idéologues de la perestroïka, en premier lieu de son « architecte » A. N. Iakovlev –, des fausses représentations et des illusions qu'elles ont engendrées.

Certains lecteurs peuvent demander : à quoi bon rappeler ou « remuer » (c'est à nouveau un mot à la mode !) tout cela, quand le but poursuivi par l'*Archipel* est atteint et que « le train est parti » ? C'est un fait, il est difficile de remédier à l'effet destructeur produit par le livre de Soljenitsyne dans la conscience des générations actuelles mais, même tardive, la reconnaissance honnête des emballements et des égarements passés est précieuse. L'*Archipel* garde son actualité dans la Russie d'aujourd'hui, car il est directement lié aux problèmes les plus brûlants de l'histoire du pays au XX^e siècle sur l'interprétation desquels notre société reste profondément divisée. Il ne fait pas de doute que le « grand livre » de Soljenitsyne est directement à l'origine des processus destructeurs de nihilisme historique (on pourrait même parler de masochisme) dans une société autrefois soudée et solide. Il est impossible de surmonter cette fracture, de trouver la voie de la réconciliation nationale sans que la société se livre à un examen critique exhaustif du phénomène qu'a représenté ce livre et rende – fut-ce avec retard – le verdict signifié par le titre de ce recueil. ■



NOTES DE LECTURE CRITIQUES DE FILM

Georges Haupt, Jean-Jacques Marie

Les Bolcheviks par eux-mêmes

Maspero, 1969

Les Bons Caractères, 2018, édition revue, corrigée et augmentée par Jean-Jacques Marie

Les Bolcheviks par eux-mêmes raconte l'histoire de la révolution russe de 1917, au sens large, depuis la naissance du bolchevisme jusqu'aux premières années de l'établissement du pouvoir soviétique.

Les auteurs ne suivent pas une chronologie gravissant cette histoire événement après événement, date après date : Février, abdication du tsar, les Thèses d'avril, prise du palais d'Hiver, etc., mais s'appuient sur la force démonstrative de biographies ou d'autobiographies « autorisées » de bolcheviks, sans pesanteur didactique ; sur la force évocatrice de ce moment de basculement d'un monde qu'est la révolution par ceux qui l'ont faite. Une histoire racontée à l'échelle des individus et reposant sur une approche très documentée.

Les auteurs ont choisi 54 biographies de bolcheviks parmi un ensemble de 246 rédigées entre 1921 et 1925, donc avant le glacis ou plutôt la chape de plomb du stalinisme, et rassemblées dans l'Encyclopédie du nom de l'éditeur Granat, préparée et parue en 1927 pour les dix ans de la révolution.



Les bolcheviks par eux-mêmes.
Georges Haupt -
Jean Jacques Marie. (D.R.)

Le critère essentiel pour le choix de ces 54 biographies est celui de l'importance de chacun des protagonistes dans la révolution russe.

Chaque biographie est complétée par un commentaire ou des rectifications, de Georges Haupt et de Jean-Jacques Marie. Pour la réédition de 2018, justifiée par l'ouverture, même partielle, des archives soviétiques, les ajouts sont uniquement le fait de Jean-Jacques Marie, Georges Haupt étant disparu en 1978.

Ces ajouts et commentaires, qui sont en quelque sorte la deuxième partie du livre, bien que s'échelonnant au rythme de chaque biographie, décuplent l'intérêt de chacune.

Celles-ci, d'un style très variable, peuvent être parfois fastidieuses à lire car énumérant des faits datés, mais elles sont toujours intéressantes. Le mérite de ces biographies n'est pas mince. Elles nous permettent en effet de nous représenter, autour de Lénine et de Trotsky, toute une cohorte de militants animés d'une ardeur révolutionnaire tout à la fois ferme et passionnée. Leur parole est simple, rarement

LES BOLCHEVIKS PAR EUX-MÊMES

guindée ou artificielle. Ainsi se profilent les origines sociales et leur formation, très diverses, leur expérience, dans la clandestinité ou dans l'émigration, leur jeunesse. On devine leur caractère.

Les compléments et rectificatifs, surtout dans la seconde édition, dessinent et situent, pour le lecteur pas forcément historien, en approchant au plus près de l'histoire mouvementée des bolcheviks et de leur personnalité, ces hommes et ces femmes pris dans une histoire extraordinaire.

Soit que l'auteur cible les contours d'une personnalité, soit qu'il rapporte une anecdote significative, un jugement, une phrase assassine ou le contraire d'ailleurs, il permet de comprendre l'homme ou la femme et la façon dont ils ont vécu ou pris des décisions, porté les événements cruciaux de cette histoire.

Par exemple pour le commentaire concernant Kamenev et Zinoviev, lieutenants de Lénine dès 1908, Jean-Jacques Marie indique l'association systématique des deux hommes : « *A partir d'octobre 1917, l'histoire a associé les noms de Zinoviev et de Kamenev de façon si étroite qu'il est impossible ou presque de les dissocier* », et rappelle comment Lénine, dans son *Testament*, fait cette association de façon particulièrement intéressante : « *Je rappellerai seulement que l'épisode d'Octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel, mais qu'il ne peut guère plus LUI (le texte authentique est, en effet, « lui » ; « leur » est une correction des éditeurs. Ce lapsus révèle l'unité que constituaient, aux yeux de Lénine, ces deux hommes) être personnellement reproché.* »

Jean-Jacques Marie poursuit par un bref portrait contrasté des deux protagonistes par Trotsky : « *Zinoviev et Kamenev étaient des natures profondément différentes. Zinoviev, agitateur, et Kamenev, propagandiste. Zinoviev se laissait principalement guider par son flair politique. Kamenev réfléchissait et analysait. Zinoviev toujours enclin à s'emballer (...). Proches l'un de l'autre par leurs valeurs personnelles, ils se complétaient par leurs différences.* »

Plus loin, l'auteur accentue ce portrait. Il nous montre Zinoviev en proie au découragement : « *Zinoviev était le centre même de la confusion générale (...). Dans les périodes favorables, lorsque, selon l'expression de Lénine, "on n'avait rien à craindre", Zinoviev montait très facilement au septième ciel. Mais lorsque les affaires allaient mal, Zinoviev s'étendait sur un divan, non pas au sens figuré, mais au sens propre, et soupirait (...). Cette fois-ci, je le trouvais sur le canapé.* »

Jean-Jacques Marie termine ce portrait de Kamenev et Zinoviev : « *De cette disproportion entre leur rôle historique immense et leurs capacités, ils ne sont pas pleinement responsables. Et là encore Trotsky nous suggère la clé de leur destin : "Lénine avait besoin, dans la pratique, d'adjoints dociles." Trop adjoints de Lénine pour être eux-mêmes, Zinoviev et Kamenev, chaque fois qu'ils se heurtèrent à Lénine, finirent assez vite par céder. A chaque fois, sans doute, Lénine avait politiquement raison et c'est justement ce qu'en octobre 1918 Kamenev disait à Soukanov : "Plus je vais et plus je me convaincs qu'Ilitch ne se trompe jamais. Finalement il a toujours raison..." Sans doute. Mais cela ne trempe guère le caractère d'un dirigeant.* »

Cet exemple pointe la complémentarité de la biographie et du commentaire qui permettent ainsi de percevoir le caractère de ces deux hommes et le fondement de leur balancement à des moments décisifs de l'histoire.

Ce livre nous permet aussi de découvrir des figures de la révolution moins célèbres, mais tout aussi, si ce n'est plus, hautes en couleur telle Larissa Reisner.

« *Lev Nikouline écrit à son propos : "La nature lui a tout donné : l'intelligence, le talent, la beauté." "Si l'Azerbaïdjan possédait une femme comme Larissa Mikhaïlovna, s'écrie un jour Sergo Ordjonikidzé, vous pouvez m'en croire, les femmes d'Orient auraient depuis longtemps rejeté leur tchador et l'auraient planté sur la tête de leur mari."* »

« Commissaire à la 5^e armée - ... - , commissaire à l'état-major de la Flotte rouge (...), nommée par Trotsky, fin janvier 1920, commissaire de l'état-major général de la marine, chargée de gérer l'organisation, le ravitaillement, difficile en ces temps de pénurie chronique, la composition de la flotte, le recrutement, la comptabilité et autres problèmes techniques complexes. »

Jean-Jacques Marie joint ces quelques lignes de Trotsky relevées dans *Ma vie* : *« Cette belle jeune femme qui avait ébloui bien des hommes passa comme un brûlant météore sur le fond des événements. A l'aspect d'une déesse de l'Olympe, elle joignait un esprit d'une fine ironie et la vaillance d'un guerrier (...). Elle a consacré à la guerre civile des essais qui resteront dans la littérature. »*

Jean-Jacques Marie ajoute : *« Morte en 1926 à l'âge de 31 ans de la malaria qu'elle a contractée en Perse, et du typhus, elle appartient aux figures de légende de la révolution jusque dans la mort. »* Et l'auteur clôt ce portrait par ces lignes : *« Actrice et témoin de nombreux*

instants décisifs de la révolution, elle restera dans l'histoire comme témoin. Radek a raison de souligner que Sur le front est l'un des meilleurs ouvrages inspirés par la guerre civile. Ses 130 pages l'évoquent mieux que des tomes d'histoire. »

Dans cette histoire des bolcheviks par eux-mêmes, les auteurs réussissent à nous guider dans l'histoire énorme et complexe de la révolution russe en nous « attachant » à l'intime. Ils nous font comprendre l'histoire collective par l'histoire individuelle. Cela pourrait bien être dans l'air du temps, mais songeons que la première édition date de 1969.

Pour terminer un court extrait de l'introduction :

« L'historien et le lecteur ne peuvent pas ne pas ressentir un malaise en complétant ces autobiographies. La fin de la plupart d'entre elles ne se distingue que par un décalage chronologique mais d'une tragique uniformité : Staline a réussi là où l'Okrana avait échoué, à éliminer politiquement ou plus précisément à liquider physiquement la fine fleur du bolchevisme. »

Claudie Lescot ■

Jacques Legall

Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923.

Editions Les Bons Caractères, 144 pages, 8.20 euros

Décrire la vague révolutionnaire qui a submergé la moitié du monde au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe, en donner une image fidèle et expliquer pourquoi cette vague révolutionnaire a reflué, pourquoi la révolution a été partout battue, sauf en Russie où elle commence à dégénérer dès le milieu des années 1920, tout cela dans un volume (petit format) de 144 pages, c'est une entreprise difficile à mener à bien, voire une gageure. Jacques Legall y parvient. Certes, un esprit chagrin pourra dire : ah mais, il ne dit mot de la révolution avortée en Bulgarie, de l'exacerbation de la lutte des classes en Espagne et au Brésil et des premières secousses qui ébranlent la Chine. Mais ce livre ne pouvait donner un tableau complet du monde de 1918 à 1923. Tel n'est pas son objectif. Il se focalise sur les moments et les lieux les plus importants pour donner une image de l'ampleur du conflit de classes, de la violence sanguinaire inouïe avec laquelle la bourgeoisie veut empêcher la classe ouvrière de mettre en cause sa domination et l'exploitation sauvage qu'elle organise, la contribution décisive des partis sociaux-démocrates à la défense de l'Etat bourgeois et donc à l'écrasement de la révolution, toutes réalités masquées par

les historiens bourgeois qui se contentent en général de balbutier sur la « brutalisation » (?) engendrée par la guerre.

Le volume présente successivement des visions synthétiques très claires de la révolution finlandaise et de son écrasement sanguinaire, sous le titre « En Finlande : une préface et un avertissement », puis successivement des révolutions allemande, autrichienne, hongroise, bavaroise, de la mobilisation ouvrière en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, du *Biennio rosso* italien (1), de l'Octobre allemand manqué de 1923. Il se penche aussi bien entendu sur les raisons de l'échec.

Les responsabilités de ce combat perdu sont bien entendu aussi internes au mouvement ouvrier. Et Jacques Legall, dans les deux pages qui concluent son ouvrage, revient sur les conclusions tirées depuis longtemps, d'abord par Lénine puis par Trotsky, sur les raisons de l'échec, raisons, certes, bien connues, mais qu'il est bon de rappeler parce que les leçons à en tirer sont toujours valables pour le pré-

(1) Durant les deux années 1919 et 1920, restées dans l'histoire de l'Italie comme le *Biennio rosso* (« les deux années rouges »), le pays fut secoué par une véritable crise révolutionnaire.

sent, quelles que soient les différences entre la situation d'il y a un siècle et la situation actuelle.

Avant de citer les *Leçons d'Octobre* où Trotsky affirme : « *Sans le parti, en dehors du parti, en contournant le parti ou à travers un succédané de parti, la révolution prolétarienne ne peut l'emporter* », Jacques Legall écrit : « *Sans Lénine la classe ouvrière russe n'aurait pu parvenir au pouvoir ou n'aurait pu le garder (...). Mais Lénine au rôle irremplaçable en 1917 ne put le jouer que parce qu'existait le Parti bolchevique* » (p. 135). Certes, certes, mais la réalité me semble un peu plus complexe : Lénine a dû mener un combat acharné dans son propre parti pour y imposer la ligne qui permettait de transformer la crise révolutionnaire en révolution. Rappelons-nous qu'en avril 1917 il lance la perspective d'une nouvelle Internationale (qui ne se matérialisera que deux ans plus tard !) et propose de changer le nom du parti de Parti ouvrier social-démocrate russe en Parti communiste (ce qui ne sera fait qu'un an plus tard tant la nostalgie sociale-démocrate est forte dans le Parti bolchevique !). Il se heurte à une telle résistance de cadres qui veulent rénover et réunifier le parti social-démocrate et l'Internationale socialiste qu'il menace, dès le 9 avril 1917, de créer un nouveau

parti. Rappelons-nous encore qu'en octobre il se heurte à une vaste opposition à la prise du pouvoir. Il suffit de relire le procès-verbal de la réunion élargie du comité central du 16 octobre pour en mesurer l'ampleur (Les bolcheviks et la révolution d'Octobre, pages 147-162). Au moment décisif, qui ne dure pas bien longtemps et que l'on ne retrouve pas si on le laisse échapper, tout se joue dans la direction où les facteurs de routine et de conservatisme et toutes les hésitations devant la décision à prendre sont autant de freins. En octobre, les masses étaient à gauche du parti... mais sans le parti, cette réalité ne pouvait pas se traduire en prise du pouvoir et, sans le combat acharné de Lénine, le parti ne se serait sans doute pas engagé sur cette voie. La bourgeoisie le comprend à sa manière. Ainsi, en juillet 1917 en Russie, avait-elle organisé une chasse à Lénine destinée à se conclure par son assassinat et, en janvier 1919, la bourgeoisie allemande fit abattre Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg avant de faire assassiner Leo Jogiches deux mois plus tard. Les extraits des *Leçons d'Octobre* cités dans ce numéro des *CMO* permettent d'approfondir en ce sens une réflexion à laquelle le petit livre de Jacques Legall apporte une très utile contribution.

Jean-Jacques Marie ■

Trotsky, une série sur Netflix : auraient-ils peur ?

Présentation de Katia Dorey

En novembre 2017, les téléspectateurs de Russie étaient soumis à un véritable matraquage télévisuel : les deux principales chaînes, Pervy Kanal et Rossia-1, projetaient, à une heure de grande écoute, deux mini-séries de huit épisodes chacune, consacrées l'une à Trotsky, l'autre à Lénine. Deux séries à grand budget, avec des acteurs stars en Russie.

De la série consacrée à Lénine, il suffira de donner le titre : *Le démon de la révolution*, et d'ajouter que Lénine, dans la série, n'est en fait que le jouet de Parvus, véritable organisateur de la révolution d'Octobre aux ordres des commanditaires allemands qui le financent. Le producteur Alexandre Tsekalo affirme : « *C'est un fait... l'Occident voulait détruire la Russie, parce qu'elle devenait un pays capitaliste puissant.* » Fermez le ban !

La série *Trotsky* a fait la meilleure audience. D'abord, c'était le premier film jamais consacré à Trotsky en Russie, mais aussi, d'après le directeur de la chaîne, Konstantin Ernst, parce que le héros était beaucoup plus... « *rock'n roll* », « *... amour, exil et meurtre* », voilà qui est plus excitant que la vie un peu terne de Lénine.

La grossièreté des procédés que décrit Roudoï peut surprendre, mais, d'une part, comme le dit l'adage « *calomniez, calomniez...* », d'autre part, il faut savoir, comme l'explique Essipov, dans un article de ce numéro, qu'en 2009 le ministre de

l'Éducation a imposé *l'Archipel Goulag* dans les programmes scolaires. Les esprits sont bien préparés. Comme le dit Ernst : « *Pour une large part, notre tâche était que les jeunes en premier lieu... se souviennent de choses oubliées, même s'ils les ont en partie apprises à l'école ou à l'université ; ça entre par une oreille... Nous avons voulu raconter l'histoire du pays à travers le prisme de ce héros. On connaît la phrase selon laquelle la révolution comme Saturne dévore ses enfants. Je pense qu'elle dévore d'abord ses pères, puis les enfants de tous les autres* » (1).

Mais tous les enseignants ne l'entendent pas de cette oreille. Le texte que nous publions a été écrit par l'un deux, Andreï Roudoï, qui vit à Dzerjinsk et est un dirigeant du syndicat indépendant Outchitel.

La série *Trotsky* a été achetée par Netflix et existe désormais en VSTF. Comme avec *l'Archipel Goulag de Soljenitsyne* dans les années 1970, une campagne planétaire est engagée. Selon Alexandre Tsekalo, le « message » du film est : « *Les gens ne doivent pas être forcés de descendre dans la rue et toute révolution signifie effusion de sang.* »

Auraient-ils peur ? ■

(1) Konstantin Ernst, Pervy Kanal, 6 novembre 2019.

« Certainement les spécialistes de Trotsky et les historiens vont me poser des questions, à moi et aux auteurs de la série. Tout en le comprenant, nous n'avons pas craint de donner libre cours à notre imagination sur cet homme terrifiant et son terrible destin. »

Konstantin Khabenski

On pourrait s'en tenir à cette citation et arrêter là notre recension sur la série *Trotsky*, sortie à la veille du centenaire de la révolution d'Octobre. Mais deux raisons au moins me poussent à analyser plus avant cette création de Pervy Kanal. D'abord, la plupart des spectateurs vont, qu'on le veuille ou non, voir dans cette production une œuvre historique, quasiment documentaire. Ensuite, la série transmet un message de propagande tout à fait concret et qui ne peut être ignoré.

Il eut fallu, certes, être bien naïf pour s'attendre à ce que cette série soit historiquement fondée et échappe aux clichés de la propagande d'Etat. Car décrire la révolution telle qu'elle s'est passée aurait été la populariser et il est évident que les oligarques et les fonctionnaires ne l'auraient jamais permis. Mais tout de même, personnellement, je ne m'attendais pas à une charge aussi grossière. Avant la sortie de la série, un site spécial lui avait été dédié où l'on trouvait une chronologie de la vie de Léon Davidovitch Bronstein-Trotsky, la biographie des principaux personnages. Tout cela accompagné de citations acceptables tirées d'œuvres, de souvenirs, de biographies. On voyait que les auteurs avaient consulté une masse de documents, y compris l'autobiographie de Trotsky. Donc, en visitant ce site, on pouvait s'attendre à ce que la révolution et ses principaux dirigeants soient diffamés avec habileté, sur la base d'événements réels, en respectant les traits essentiels des personnages. Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. La série n'a non seulement rien à voir avec la réalité, mais même avec son propre site promotionnel. Au bout de dix minutes on se surprend à penser que tout ce délire à l'écran est contredit non

seulement par toutes les sources historiques mais par n'importe quel article de Wikipédia. Et vers le milieu de la série, on se dit qu'il est même impossible de l'analyser dans le cadre d'une recension. Parce qu'il faudrait décortiquer, réfuter, compléter ABSOLUMENT TOUT. Jugez vous-même, la revue *Recherches cinématographiques* a récemment publié une abondante documentation où rien moins que cinq historiens dénoncent la pseudo-historicité de cette série (et d'une autre falsification historique *Le démon de la révolution*). Mais même ce « long read » ne peut rendre compte ne fût-ce que du dixième des falsifications et des affabulations.

Un exemple : 1905 ; on ne sait pourquoi Trotsky dirige avec Parvus une manifestation et sur les banderoles les mots d'ordre sont ceux de 1917 et l'orthographe celle de 1918.

Cela dit, il faut souligner que « l'emballage » est soigné. Le sujet est bien construit (si on ne prend pas en compte l'historicité), les dialogues soignés, les acteurs jouent vraiment, il y a une atmosphère, l'opérateur connaît son métier. On peut relever quelques « gaffes » dans les costumes ou l'absence de naturel des discours de Staline, des brouilles si l'on compare au niveau général des productions. Mais sous cette forme acceptable, on trouve un contenu absolument innommable.

L'imagination des auteurs a engendré toutes sortes de rencontres imaginaires, qu'il s'agisse de Léon Davidovitch assistant à une leçon de Freud ou d'une discussion du même avec le « pendeur » Stolypine (1). Mais la suite est bien pire. Pratiquement dans une scène sur deux une énormité vous lève le cœur. C'est Lénine sur un toit qui tente de précipiter Trotsky dans le vide. C'est le légendaire

(1) Piotr Stolypine, nommé Premier ministre en 1906, dissout aussitôt la Douma. Tente une réforme agraire et pourchasse les révolutionnaires. Ses « tribunaux militaires » feront des milliers de victimes, on parlait de la « cravate Stolypine » pour désigner la corde du gibet (n. de la t.).

TROTSKY, UNE SÉRIE SUR NETFLIX

II^e Congrès du POSDR, le congrès de la scission entre bolcheviks et mencheviks, représenté comme une clique d'imbéciles qui débitent d'ineptes monologues sans le moindre rapport avec son ordre du jour réel. C'est la crise de juillet 1917 avec un discours du « démon de la révolution » devant les matelots de Cronstadt. C'est Trotsky qui, pour la gloriole, se lance de son propre chef dans l'insurrection. Le voilà qui envoie à la mort Markine, son proche collaborateur, créateur de la flottille de la Volga. Et l'on apprend que s'il n'a pas dirigé la Russie soviétique, c'est seulement parce qu'il était... (ta-ta-ta !) juif. En apothéose de cette bouillasse télévisuelle, on voit les bolcheviks et à leur tête le chef de l'Armée rouge massacrer une procession funéraire directement dans le cimetière.

Ce ne sont que quelques exemples de la masse des sujets fantastiques concoctés par les scénaristes. Parfois, ils choisissent des événements réels... Mais ceux-ci sont noyés dans un fatras d'inexactitudes et de d'altérations. Sans parler du fait que les liens historiques de cause à effets sont un phénomène inconnu. Ou plutôt il n'y en a qu'un : « L'argent de l'étranger ».

Les personnages de la série sont soit la caricature de personnages réels, soit totalement inventés à coup de clichés et on leur donne le nom de proches de Trotsky. Lénine n'est qu'un intrigant minable dont le rôle dans les événements révolutionnaires est insignifiant. Staline est tout simplement un bandit, un antisémite affiché qui se promène entouré de sa bande de Caucasiens ; à l'aide de ses hommes de confiance il fait tuer Lénine. Natalia Sedova n'est pas une révolutionnaire contrainte d'émigrer en Europe mais une coquette exaltée, d'une grande famille, qui vient s'amuser à Paris. La commissaire à la Flotte, Larissa Reisner, devient une putain en manteau de fourrure dont le rôle se réduit à satisfaire les besoins intimes de Trotsky pendant que son train blindé traverse le feu de la guerre civile. Frida Kahlo est aussi présentée comme une fille de mœurs légères qui (tout à coup) se jette dans les bras du futur assas-

sin de Trotsky. En revanche, le philosophe préféré de Poutine, Ivan Iline, qui a collaboré avec les nazis, apparaît comme une figure idéale de l'intelligentsia russe.

Enfin, le héros principal. Malgré quelques tentatives pour lui attribuer certains aspects positifs, Trotsky, pour les scénaristes, est non seulement avide de pouvoir, sanguinaire, obsédé sexuel, mais encore un révolutionnaire borné, aux idées primitives. Dans chacun de ses discours à l'écran, il appelle à verser le sang ou compare la révolution à une femme qu'il faut féconder. Bien entendu, ses discours réels sont totalement ignorés. Quand il commence à déclarer que peu importe si périt la majorité du peuple russe, on attend la fameuse pseudo-citation sur le « désert peuplé de nègres blancs » (2). Et à la fin, Trotsky est représenté pratiquement comme un fou en proie à des hallucinations. Pour ses derniers jours, on aurait pu faire appel à son petit-fils Vsevolod, qui a vécu avec lui au Mexique. Mais la commande d'Etat ne prévoyait rien de tel. Aucun des deux seuls (si je ne me trompe) descendants de Trotsky encore en vie ne paraît à l'écran.

Cerise sur le gâteau : la scène de l'assassinat du héros. Il y a de quoi rire. Quels efforts titanesques ont dû faire les scénaristes pour inventer une mort inepte au héros de la série au lieu de la mort réelle et tragique de Trotsky.

Les scénaristes ont réussi à fabriquer un théoricien sans théorie. Le vrai Trotsky a étudié minutieusement les mécanismes de la révolution socialiste, a tenté d'en comprendre la logique et mené une analyse approfondie du régime social de la Russie tsariste puis de l'URSS. Dans la série, il jette de temps à autres des phrases

(2) Une des « citations » rituellement attribuées à Trotsky. Sous sa forme complète : « Nous devons transformer la Russie en un désert peuplé de nègres blancs qui subiront une tyrannie telle que n'en ont pas rêvé les plus terribles despotes asiatiques. La différence est que cette tyrannie ne sera ni de droite, ni de gauche, ni blanche mais rouge. Rouge au sens propre du terme car nous verserons des flots de sang à côté desquels pâleront les pertes humaines des guerres impérialistes » (n. de la t.).

vulgaires du genre « *La révolution, c'est moi !* ». Pas l'ombre d'une explication sur la révolution permanente, rien sur l'Etat ouvrier déformé ou le *Programme de transition*. Lénine, qui a apporté une immense contribution au marxisme, n'a même pas droit à une ou deux citations. Plekhanov ne débite qu'un galimatias inepte. Et tout ça alors que les auteurs ont lu les *Œuvres* de Lénine, celles de Trotsky et une masse de littérature marxiste ; c'est sciemment qu'ils déforment et travestissent la réalité.

On peut dire que les auteurs ont choisi le bolchevik le plus mythifié et ont poursuivi la tradition. Ce n'est pas étonnant car l'image du « démon de la révolution » convient on ne peut mieux à la propagande officielle de la Russie. A l'écran, le héros incarné par Khabenski est d'abord un jeune homme naïf, indigné par le système (clin d'œil aux jeunes révoltés). Puis le « commerçant de la révolution », Parvus, le prend sous sa protection et le rend célèbre. Pendant la révolution, Trotsky devient un freluquet cynique et ambitieux, qui n'épargne ni ses ennemis, ni lui-même, ni sa famille. Naturellement, il est soutenu dans ses terrifiants projets « utopiques » par un ramassis de tarés. Pour compléter le tableau, il serre la main à un Allemand qui lui transmet l'argent de Parvus et l'appelle à « *secouer la barque* » en Russie. Oui, « *secouer la barque* », ce sont les mots du film. Et à la fin, bien entendu, la révolution dévore son enfant chéri.

Trotsky, ce n'est pas un film sur le passé, mais sur le présent et l'avenir. C'est un appel de la propagande officielle à la jeunesse russe : « Ne se soulèvent contre le pouvoir que des débiles marginaux, ou des fanatiques qui plongent le pays dans le chaos, puis périssent eux-mêmes dans ce

chaos. » Bien entendu, le film ne dit pas un mot des conquêtes de la révolution d'Octobre, la victoire sur l'analphabétisme, la fin des inégalités de naissance, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, entre autres.

Mais, en même temps, *Trotsky*, c'est le cauchemar de la classe dirigeante. « La peur a de grands yeux », c'est pourquoi de nombreux épisodes sont traités sur le mode hyperbolique. Pour les hommes d'affaires, les fonctionnaires et l'« élite » des créateurs comme Ernst et Tsekalo, l'activité des bolcheviks, c'est de la « folie ». Comme le disait Trotsky lui-même, « *la révolution paraît une folie totale à ceux qu'elle balaie et renverse* ».

Cette série, qui n'a rien à voir avec la réalité, pourrait néanmoins jouer aussi un rôle positif. Par son pittoresque et ses qualités techniques, elle pourrait pousser certains spectateurs à s'informer sur la biographie du vrai Trotsky et sur l'histoire de la révolution en général. A ces esprits curieux nous conseillons, outre Wikipédia, les livres du vrai « démon », *Ma Vie*, *l'Histoire de la révolution russe*, *La Révolution trahie*. Et encore la trilogie du biographe de Trotsky, Isaac Deutcher (3) Ils seront stupéfaits en comparant le vrai Bronstein et la vraie révolution avec ce qu'ils auront vu à l'écran.

Lisez tant que les livres ne sont pas encore brûlés ou censurés. Mais n'espérez pas voir sur le marché russe des films ou des séries sur les bolcheviks tant soit peu honnêtes.

Hélas.

Valery Roudoï ■

(3) L'auteur, évidemment, ne cite que des livres accessibles en russe (n. de la t.).

ET POUR TERMINER...

Némésis

Sous ce titre, Barthélémy, pamphlétaire alors très connu, publie en 1834 une violente satire contre les dignitaires et contre la politique du régime de Louis-Philippe. Certes, le vocabulaire et la vision politique sont très datés. Entre autres, même si dix ans plus tard le ministre de l'Intérieur de Louis-Philippe, Guizot, écrira de longs développements sur la lutte des classes (qu'il qualifie par ce nom), la classe ouvrière commence seulement à se former et n'est alors considérée que comme partie du « peuple » encore indifférencié et n'est encore politiquement que l'aile gauche des républicains auxquels elle sert de troupe et de masse de manœuvre. C'est en 1848, un an après la publication du *Manifeste du parti communiste*, que l'affrontement qui dresse en juin le prolétariat parisien, saigné à blanc face à la bourgeoisie, enlève au « peuple » le sens qu'il avait depuis 1789. Les vers ci-dessous, dans une situation très différente de la nôtre, évoquent en même temps des réminiscences curieuses.

*Eh bien, homme pétri d'un sublime limon ! (...)
Pilote fanfaron ! tu dors sur le danger (...)
Le budget annuel, aspirante sangsue
A pompé dès longtemps ce que le peuple sue (...)
Il ne nous reste plus un denier ; fouille-nous
Car sous la branche aînée ou la branche cadette
Il a fallu nourrir le gouffre de la dette (...)
Cinq ans ! c'est pour le peuple un siècle politique !
Ecoutez donc l'arrêt de mon vers prophétique :
Malheur aux citoyens qui, tant de fois trahis,
A de coupables mains livreraient le pays ! (...)
Ah ! puisque trop longtemps leur sagesse endormie
Veut essayer un plan d'économie ;
De la chose publique exposée à leurs soins
S'ils doivent alléger le fardeau, que du moins
Ils commencent par eux des rigueurs salutaires ;
La rapine est flagrante à tous les ministères !
Que ne suppriment-ils les scandaleux zéros
Ajoutés chaque année à leurs frais de bureaux.
C'est pitié de les voir dans leurs arrêts mesquins
Appliquer leur réforme à d'obscurs publicains
Et d'un large budget disputer les parcelles,
Eux qui plongent dans l'or leurs bras jusqu'aux aisselles.*

A référendum référendum et demi...

Par Marc Teulin

Notre ami Marcel Gerber nous a fait parvenir un article du journaliste suisse Gilles Simond publié dans le journal suisse *24 heures*, daté des 8-9 décembre 2018 et intitulé « *Les Vaudois interdisent le parti communiste* ».

Le 30 janvier 1938 un référendum d'initiative populaire est organisé dans le canton de Vaud (dont la capitale est Lausanne) sur l'interdiction du parti communiste vaudois, organisation forte d'une grosse cinquantaine de membres. Pour organiser le référendum il faut au minimum 6 000 signataires. La demande de référendum sur ce point capital pour la défense de la démocratie en a recueilli 23 484...

La situation sociale du canton, il est vrai, se dégrade : Lausanne compte un peu plus de 2 500 chômeurs (mais le canton en entier ne compte guère que 1,5 % de chômeurs). Plus inquiétant sans doute : « *Le salaire des fonctionnaires lausannois a baissé de 6 % en 1933 et de 10 % trois ans plus tard* », écrit Gilles Simond. Dans la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (entre autres les petits propriétaires paysans), la peur du Rouge est forte, bien que le Parti communiste suisse, fidèle à l'orientation du VII^e et dernier congrès de l'Internationale communiste, ait très offi-

ciellement renoncé en 1935 à toute perspective de révolution mondiale (ou pas) pour l'alliance avec la bourgeoisie dite démocratique ou « de gauche » (Le front populaire), et que le rouge qu'il est censé symboliser ait fortement pâli.

Le résultat du référendum d'initiative populaire est sans appel : alors que 48 % des inscrits participent au vote, 34 867 – soit 73,2 % des votants – se prononcent pour l'interdiction du parti communiste vaudois et 12 780 contre. Le taux d'acceptation s'élève jusqu'à 85 % dans les zones rurales, écrit Gilles Simon.

Le parti communiste vaudois est officiellement interdit, en application de ce référendum d'initiative populaire, le 21 novembre 1938... Ledit référendum aura des effets durables puisque la loi interdisant ce petit parti communiste – disparu depuis longtemps, comme le Parti communiste suisse dans son ensemble, sous le double choc du stalinisme et de la chute de l'URSS – ne sera abrogée que le 18 mars 2014... oui, vous avez bien lu : 2014 ! ■

